ÈMES RENCONTRES DE L'EDUCATION CITOYENNE

RÉCit
réseau des écoles de citoyens

'Devenir citoyen et acteur d'un monde solidaire'

4,5 et 6 Janvier 2008

A l'IUFM de **GRENOBLE**

RELEXIONS ET PROPOSITIONS DES RENCONTRES DE GRENOBLE

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS 4

PRO GRAMME 5

PREPARER AUJOURD'HUI LES CITOYENS CAPABLES DE RECONSTRUIRE DEMAIN UN MONDE SOLIDAIRE, Par Didier MINOT 6-9

UN PREMIER BILAN APRES LES RENCONTRES DE GRENOBLE 9-10

QUELLE EDUCATION EMANCIPATRICE TOUT AU LONG DE LA VIE ? Par Albert JACQUARD et Agnès ROUSSEAUX, Vice Présidente du MRJC 11-16

SORTONS DU MUR ! Par Patrick VIVERET 17-19

CHANGER LE MONDE, MODE D'EMPLOI, Par Jean Pierre CAVALIE 20-29

COMMENT AGIR ENSEMBLE POUR CONSTRUIRE UN MONDE SOLIDAIRE, SOUTENABLE ET FRATERNEL

VISION DE MME CLAIRE VILLIERS, Vice présidente de la région Île-de-France 30

VISION DE GUSTAVE MASSIAH, ATTAC, CRID, CEDETIM 30

CONCLUSIONS DES RENCONTRES PAR FRANÇOIS AUGUSTE, Vice président de la Région Rhône-Alpes 31-32

SYNTHESE ET NOTE D'AMBIANCE A L'ISSUE DES ATELIERS Par Paul BRON, directeur de l'ADATE 33-34

ATELIERS PRATIQUES 36-37

ATELIERS ARTISTISTIQUES 38

ATELIERS THEMATIQUES 39-80

ORGANISATIONS PRESENTEES AUX RENCONTRES 81-84

REMERCIEMENTS

Nous remercions vivement le Conseil Général de l'Isère, la Région Rhône Alpes, la Ville de Grenoble ainsi que la 'Métro' de leur soutien et de leurs encouragements pour l'organisation et la tenue des troisièmes rencontres de l'éducation citoyenne.

Nous remercions également toute l'équipe de l'IUFM pour leur accueil et leur disponibilité tout au long de la préparation et pendant les rencontres.

Sans eux, ces rencontres n'auraient pas pu voir le jour.

Nous remercions aussi l'équipe de bénévoles qui a préparé ces rencontres à Grenoble, à Paris et dans toute la France, avec très peu de moyens, et tous ceux qui se sont mobilisés pour la préparation des ateliers, l'accueil, l'hébergement -plus de 150 personnes au total - qui ont mis leur engagement de cœur et leur force de conviction pour que ces premières rencontres soient pleinement des rencontres participatives. Nous les remercions chaleureusement pour leur implication désintéressée, si chère à notre réseau.

Nous voulons remercier tous les participants qui par leur présence et leurs échanges ont fait ces journées et ont renouvelé le miracle des précédentes. Nos doutes et nos inquiétudes se sont changées en détermination et en espoir d'un monde meilleur. Grâce à l'apport de chacun on entrevoit des solutions concrètes pour avancer dans ce sens, globalement et localement.

Merci aussi à tous ceux qui ont participé à l'organisation et aux tâches souvent ingrates de la préparation, des envois postaux à la préparation de la fête ou à la pose de la moquette. Cela démontre qu'un travail désintéressé peut être efficace et porteur de changement social

PROGRAMME

VENDREDI 4 JANVIER

- **Accueil des participants** par Jean Philippe MOTTE, Adjoint à la politique de la ville et à la solidarité, Patrick MENDELSOHN, Directeur de l'IUFM et Didier MINOT, président de RECit
- **Ouverture des travaux** par Christine CRIFFO, Vice Présidente chargée de la Politique de la Ville au Conseil Général et par Michel BAFFERT, Vice Président de la Communauté d'agglomération Grenoble Alpes Métropole « La Métro »
- **Débat interactif : Quelle éducation émancipatrice tout au long de la vie ?** Introduction par Albert JACQUARD et Agnès ROUSSEAUX, Vice Présidente du MRJC
- **Ateliers pratiques et d'exploration** (cf. Détails ci dessous)
- **Réunions par secteurs géographiques**. Informations mutuelles sur les actions menées localement
- **Echanges libres, présentation d'expériences et Stands**
- **Repas local servi par PAIZA**
- **Soirée débat interactive Changer le monde, mode d'emploi,** avec Patrick VIVERET, philosophe et Jean Pierre CAVALIE, délégué régional de la CIMADE

SAMEDI 5 JANVIER

- **Introduction sur le sens du travail en ateliers. Rappel des objectifs des rencontres** (avec un résumé des travaux de la veille)**,** par Nacéra AKNAK KHAN, Coordinatrice des rencontres
- **Premier temps de travail des ateliers**
- **L'Art et l'éducation citoyenne en trois représentations :**
- **Deuxième temps de travail des ateliers**
- **Echanges libres, présentation d'expériences et Stands**
- **BAL FOLK avec CIRE TES SOULIERS**

DIMANCHE 6 JANVIER

- **Troisième temps de travail des ateliers :** ***Comment agir ensemble ? Quelle place pour l'éducation ?***
- **Quelle mobilisation locale et quelle mise en réseau ?** (groupes par secteurs géographiques)
- **Restitution de quelques idées force des ateliers** par Paul BRON, Directeur de l'ADATE
- **Table ronde interactive avec les participants : Comment agir ensemble pour construire un monde solidaire, soutenable et fraternel** avec Gustave MASSIAH, Claire VILLIERS, vice-présidente du Conseil régional d'Île-de-France (chargée de la démocratie régionale) et François AUGUSTE, Vice Président de la Région Rhône Alpes, Didier MINOT, président de RECIT
- **Conclusions par François AUGUSTE**, Vice Président de la Région Rhône Alpes

RAPPELONS LES OBJECTIFS DES RENCONTRES DE GRENOBLE…

PREPARER AUJOURD'HUI LES CITOYENS CAPABLES DE RECONSTRUIRE DEMAIN UN MONDE SOLIDAIRE

Par Didier MINOT

Nous sommes rassemblés autour d'une affirmation centrale, qui figure sur les cartons d'invitation : pour qu'un autre monde soit possible, il faut une autre éducation tout au long de la vie. Il faut permettre à chacun de devenir acteur de sa propre vie et citoyen d'un monde solidaire. **L'enjeu de ces rencontres et de préparer des citoyens capables de reconstruire demain un monde solidaire.**

RASSEMBLER TOUS CEUX QUI AGISSENT POUR UN MONDE A FINALITE HUMAINE, POUR PROMOUVOIR UNE CITOYENNETE ACTIVE.

Promouvoir une citoyenneté active

Quand on réfléchit à une **pédagogie de la citoyenneté, on constate que cela passe par l'exercice d'une citoyenneté active, à tous les âges de la vie**. Par citoyenneté nous n'entendons pas seulement l'exercice des droits et des obligations qui s'attachent à la condition de citoyen. Etre citoyen, c'est se sentir coresponsable de l'avenir de la cité, du local au mondial. La pédagogie de la citoyenneté ne peut être qu'une pédagogie active. Plusieurs ateliers abordent cette question sous différents angles (l'engagement des jeunes, le travail en réseau niveau international, la consommation, le rôle éducatif des parents, le sport, etc.). Ce travail permettra de faire progresser la réflexion collective. Il montrera aussi la permanence d'un certain nombre de fondamentaux dans les valeurs, les méthodes et les comportements (cf. Rencontres de Lille)

Nous soutenir, nous entraider, partager une culture commune

Nous sommes nombreux ici à agir là où nous sommes pour constituer un monde meilleur. Beaucoup de gens, beaucoup d'organisations ont accumulé une expérience extraordinaire, et la somme des expériences rassemblées dans cette salle est impressionnante, nous soyons simples citoyens, parents, enseignants ou éducateurs, membres d'associations d'éducation populaire, de mouvements pédagogiques d'associations de consommateurs, des associations citoyennes, militants de l'éducation à l'environnement, à la santé, la citoyenneté, des entreprises d'économie solidaire, des associations de solidarité internationale, acteurs du développement local, de l'action sportive, culturelle, élus ou agents des collectivités et de territoires, etc.

L'enjeu de ces rencontres est de montrer à chacun qu'il n'est pas seul, de se soutenir mutuellement, s'entraider et partager une culture commune. Nous allons échanger sur des expériences et des pratiques, réfléchir collectivement aux enjeux de nos actions. Cela permet de **savoir comment résister et construire là où nous sommes**, et de prendre conscience que **nous représentons une force si nous savons agir ensemble**, faire de nos différences une richesse.

Comment dépasser la singularité des expériences pour aller vers une vision globale intégrant l'action de chacun ? Chacun fait des choses particulières, vient avec **des convictions et des sensibilités différentes**, parfois opposées :

- Certains veulent avant tout travailler sur le terrain, se raccrochent à leurs actions. D'autres veulent développer des démarches plus globales.
- Certains estiment qu'il faut transformer la société dans ses fondements, alors que d'autres estiment qu'il faut travailler au quotidien pour changer peu à peu les choses.

Dans les ateliers, il sera important de **soulever ces contradictions**. Il sera important de faire un inventaire des questions à dépasser. En effet, ce ne sont pas seulement les personnes qui s'opposent, ce sont aussi les situations qui sont contradictoires. Il existe beaucoup de questions dont on n'a pas la réponse, et certaines contradictions ont de profondes racines historiques.

FAIRE CONVERGER LES APPROCHES ECOLOGIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE.

Depuis deux siècles, l'évolution du monde, dominée par le capitalisme[1], suscite de la part des citoyens beaucoup d'indignations. Quatre types de critiques sont formulés, qui sont aussi quatre raisons d'agir :

- **Critique écologique**. La crise écologique qui s'accélère depuis une vingtaine d'années met en jeu l'avenir de la planète. Elle exige un bouleversement de nos modes de production, de consommation et de nos représentations du monde.
- **Critique sociale**. Le capitalisme mondialisé est source de misère et d'inégalités croissantes entre les riches et pauvres, au niveau mondial comme au sein de notre société. En favorisant les seuls intérêts particuliers, l'individualisme et la consommation, il se révèle destructeur des liens sociaux et des solidarités communautaires. Quelles règles pour une économie solidaire, pour des échanges mondiaux équitables ?
- **Critique démocratique**. La démocratie est vidée de son sens par la manipulation de l'opinion, le déplacement des lieux de pouvoir au niveau mondial et européen, les carences de l'éducation citoyenne. La surveillance généralisée qui s'instaure entraîne un recul des libertés publiques et des droits humains. Comment réinventer la démocratie dans la société de l'information, du local au mondial ?
- **Critique culturelle et philosophique.** La société de l'information conditionne les consciences et les imaginaires pour fabriquer des individus passifs, dociles et mimétiques. L'idéologie néolibérale, en se proposant de fabriquer une humanité nouvelle, atomisée et amorphe, soumise aux lois du marché, détruit le sens que chacun peut donner à sa vie et ruine la notion même d'humanité[2] Quelle société pour des citoyens coresponsables de l'avenir de la cité, cultivant leur liberté et leur créativité ?

Beaucoup d'actions esquissent des solutions à ces questions. Mais la plupart privilégient l'un de ces axes en négligeant les autres. Le capitalisme intègre beaucoup plus facilement ces réponses partielles pour se renouveler et se renforcer, comme on le voit aujourd'hui avec le Grenelle de l'environnement.

Notre travail est de les mettre en lien. **Ces rencontres peuvent contribuer à tenir ensemble de ces différentes raisons d'agir et de les intégrer dans un cadre cohérent de transformation de la société**, en s'appuyant sur les nombreuses actions qui sont menées localement. De même qu'au cœur du féodalisme naissaient les premières expériences capitalistes, de même au cœur du système actuel certaines expériences esquissent une société solidaire.

Quels **points d'appui communs pour cela ?** : Cela est possible en développant à la fois des éléments communs de **compréhension du monde et** une **culture commune de terrain**, (par les rendez-vous de l'éducation citoyenne, la primauté accordée aux pratiques). Il faut **dépasser la singularité des expériences** pour **aller vers une vision globale**, intégrant l'action de chacun.

C'est quand les gens agissent sur ce qu'ils peuvent faire au quotidien, par un travail de fourmi, qu'ils contribuent à changer le monde. Mais s'ils agissent, c'est parce qu'ils ont reçu des questions et des préoccupations qui les poussent à agir.

APPROFONDIR LES VALEURS COMMUNES

Nous avons constaté depuis cinq ans que tous nous travaillons, malgré notre diversité, à l'émergence une société solidaire, d'un monde à finalité humaine. Cette convergence s'est manifestée à travers la charte de RECIT, et ses 9 principes d'action communs :

- respecter les droits et la dignité humaine, lutter contre toute forme de discriminations et d'inégalités,
- donner à chacun des moyens de s'émanciper par rapport aux conditionnements imposés par la société, notamment les média dominants et la publicité,
- promouvoir des logiques de coopération et de fraternité, et non de compétition et de lutte de tous contre tous,
- concevoir la solidarité comme une coresponsabilité et une réciprocité, et non une assistance,

---

[1] Le capitalisme est défini comme une exigence d'accumulation illimitée du capital, sans aucune satiété possible, qui progressivement s'élargit à toute la vie sociale.

[2] Cf Hanna Arendt, *La condition de l'homme moderne*, éd Pocket, Agora 2003 avec la préface de Paul Ricoeur, p 11

- lutter et changer de comportements pour préserver l'avenir de la planète et la poursuite de l'aventure humaine,
- permettre à chacun de développer et d'épanouir ses potentialités, en particulier ses capacités de ton, de partager de non-violence, et ceux de l'école,
- lutter pour maintenir la démocratie et l'État de droit tout en favorisant la démocratie participative,
- s'enrichir mutuellement de nos différences et de nos convergences, avec un équilibre entre identité et ouverture, entre culture propre et métissage, entre classes sociales et entre générations,
- développer une cohérence entre l'action est le sens donné par chacun son existence, dans la diversité des options philosophique et spirituelles.

Ces rencontres constituent un temps fort pour renforcer ces convergences et trouver de nouveaux chemins pour l'action.

ENGAGEMENT PERSONNEL ET MOBILISATION COLLECTIVE

Ce travail comporte une part de transformation personnelle. Chacun participe à l'organisation de la société par ses échanges, sa consommation, ses choix et ses préférences. **Chaque citoyen est appelé à s'engager personnellement** pour faire un effort de responsabilité personnelle et de **lucidité** sur son rôle objectif dans la société, rechercher une **cohérence** entre ses convictions, ses paroles et ses actes, **agir là où il est** pour changer la situation et construire des alternatives. La société ne changera pas sans la transformation personnelle des citoyens

Nous savons aussi que l'action individuelle et l'action locale sont nécessaires, mais ne sont pas suffisantes pour faire changer le monde. La société ne changera pas sans une transformation collective de la société. Aussi, la transformation personnelle et la transformation collective sont les deux faces de la transformation sociale, écologique et culturelle dont ont besoin notre société et la planète toute entière.

Etre attentif à la manière de débattre

Dans le débat il est essentiel de **ne pas disqualifier la position de l'autre**, mais de créer un climat d'écoute et de compréhension. Si les protagonistes prennent des points de vue radicaux et fermés, ils n'ont plus rien à échanger.

Nous avons toujours à RECIT donné une **dimension conviviale** à nos activités et développé un climat de confiance et d'échanges, ce qui n'exclut pas les débats animés et le dissensus. Cela suppose un travail sur l'écoute, la confiance. Cela nous permet de revenir sur notre propre comportement que nous devons tout le temps questionner par rapport à la position des autres. Comment ne pas être en « adversaire » ou bien en « consommateur d'idées » mais d'être co-constructeur d'une action, d'une initiative ? Aucun de nous, quelle que soit notre position, ne détient la vérité absolue.

DEMYSTIFIER LA CRAINTE DU POLITIQUE

Les principes fédérateurs sont nécessaires, mais ils ne sont pas suffisants. Il faut aussi analyser les situations réelles pour parvenir à **plus de lucidité et de conscience critique**.

Au niveau mondial, nous sommes confrontés à de multiples **enjeux de survie de l'humanité et des sociétés où nous vivons** : menaces sur l'environnement de la planète et l'espèce humaine, mondialisation (financière, économique, culturelle), écarts croissants entre les riches et les pauvres, logiques de guerre, montée des fondamentalismes religieux, marchandisation qui banalise la vie humaine. Les guerres, les catastrophes écologiques, les risques de crise financière se multiplient, créant un climat d'insécurité et un besoin de protection. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, l'Europe et l'ensemble des pays du monde acceptent, sous la pression des Etats-Unis, de dangereuses remises en cause des libertés publiques.

En France, nous subissons aujourd'hui **un véritable plan d'ajustement structurel**, **une véritable révolution régressive**, avec l'avènement d'un pouvoir personnel, un mélange d'ultralibéralisme, d'action dynamique. La démocratie n'est plus qu'une apparence. Avec un grand sens de l'opportunisme et de la communication, le gouvernement récupère de nombreuses critiques, parfois fondées, accorde en façade des satisfactions à de nombreuses demandes, sans pour autant dégager les moyens d'appliquer les décisions prises. La communication gouvernementale devient sans rapport avec les décisions réelles. L'accroissement des inégalités est encouragé et s'affiche ouvertement.

Dans ce climat, on observe une grande dispersion des attitudes. Nombreux sont ceux qui refusent le politique, conséquence à la fois de 25 ans d'immobilisme face aux besoins, de la montée de l'individualisme et de l'abandon des missions civiques de l'école. Certains se réfugient dans l'harmonie individuelle et la paix intérieure.

Les citoyens qui gardent des convictions sont désarmés car ils ne sont pas habitués à tant de cynisme et de démagogie. Beaucoup sont révoltés, déprimés, ou malades. Ceux qui se lèvent et luttent pour un monde à finalité humaine le font souvent de façon isolée, chacun croyant qu'il est seul à agir dans son coin. Et se replient sur le travail de terrain. Mais le travail de terrain est aussi de nature politique, puisqu'il influe sur l'organisation et l'avenir de la cité. **Les associations doivent assumer la part de politique qu'elles portent en elles**, car leur action est un facteur important au renouveau du politique. Nous pouvons contribuer à démystifier la crainte du politique de deux manières :

Aux uns et aux autres, les rencontres proposent une autre perspective, en préparant le chemin de nouveaux rapports au politique.

LES RENCONTRES : UN POINT DE DEPART POUR LA MOBILISATION LOCALE

Les rencontres constituent un point de départ pour la mobilisation locale.

En mars 2007, RECIT et 10 autres organisations[3] ont lancé un appel à la mobilisation civique pour inciter chacun s'engager personnellement et collectivement face à ces enjeux. Cela s'est traduit par des liens nouveaux avec des groupes existants qui se reconnaissent dans cet appel, et par la création de petites équipes de six à huit personnes qui constitue des lieux de parole, de débats face aux événements et d'actions concrètes sur le terrain. Une des tâches des ateliers sera d'élaborer des savoirs, des méthodes et des outils utilisables par les équipes locales et tous les groupes qui participent à la dynamique du réseau.

Certains ateliers envisagent d'ores et déjà de constituer des ateliers permanents avec des objectifs d'expérimentation et de formation, si possibles inter réseaux. Dans une situation difficile pour tous, nous devons inventer des outils communs, mutualiser nos moyens et nos savoirs.

Quand les blés sont sous la grêle
Fou qui songe à ces querelles
Fou qui fait le délicat
Au cœur du commun combat

[3] ADELS, MRJC, La Vie Nouvelle, Action consommation, EMI-CFD, Intolérage (Marseille), Agora débats (Annecy), ADPSL (St Lys, Hte Garonne), Intermèdes (Longjumeau)

UN PREMIER BILAN APRES LES RENCONTRES DE GRENOBLE

Au retour de Grenoble, nous avons réalisé un premier bilan des troisièmes rencontres de l'éducation citoyenne, qui se sont déroulées du 4 au 6 janvier 2008, à partir de l'expression des petits groupes le dernier jour et des premières fiches d'évaluation.

Ces rencontres ont rassemblé 450 personnes[4], venues de toutes les régions de France, du Brésil, du Québec et de six autres pays[5]. Beaucoup de contacts ont été noués, beaucoup d'échanges d'expériences informelles, avec la joie de se rencontrer. Beaucoup, le dernier jour, ont déclaré se sentir moins seuls, avoir repris espoir et avoir retrouvé des perspectives mobilisatrices. Le miracle des premières rencontres s'est reproduit.

Dès le vendredi, premier jour des rencontres, l'amphithéâtre de 400 places était plein. Beaucoup ont été frappés par l'importance du réseau, sa variété et sa jeunesse. Il y a eu réellement un mélange de générations. La participation des jeunes et de personnes en situation difficile a été rendue possible par la prise en charge des frais de voyage, d'hébergement et de repas pour une quarantaine de participants, mais aussi par le travail de sensibilisation en amont réalisé pendant l'année, notamment à travers les parcours du citoyen. Mais la mixité sociale ne va pas de soi.

Tout au long des rencontres, une dynamique d'échanges forte et une grande convivialité se sont développées à travers les ateliers, les temps d'expression et de pratiques culturelles et artistiques, les repas et les temps informels, la fête du samedi soir.

Certains ont précisé que les rencontres leur avaient fourni un cadre d'analyse plus cohérent, construit avec du long terme. Mais les perspectives ne sont pas obligatoirement les mêmes pour tous. Des intervenants ont développé une perspective humaniste (Albert Jacquard), d'autres ont montré comment l'éducation populaire peut contribuer à la reconstruction d'un champ politique et de la démocratie. D'autres encore ont montré que l'éducation citoyenne trouve son sens quand elle participe à la transformation de la société et à l'émergence d'un autre monde possible.

Par rapport aux précédentes rencontres, plusieurs progrès qualitatifs ont été réalisés :

- un style de fonctionnement s'est précisé, avec la qualité de l'écoute au sein des ateliers, une grande convivialité et la généralisation du travail en petits groupes, afin que chacun puisse parler et avoir une attitude active.

- les réunions plénières ont été mieux préparées, par un travail préalable avec les intervenants et un temps en petits groupes avant de donner la parole à la tribune.

- environ la moitié des ateliers ont été préparés en amont par un noyau de trois à six participants, avec en particulier des conférences téléphoniques pour se mettre d'accord sur les objectifs et le déroulement[6]. On a pu observer une grande diversité des méthodes d'animation dans les différents ateliers.

- les temps d'ateliers pratiques et d'expression artistique ont été beaucoup plus développés, avec en particulier le Slam, le théâtre, le conte et pendant la fête avec des danses traditionnelles et participatives !

- l'organisation a gagné en cohérence par rapport à la charte de principe de RECIT. 150 personnes ont participé à la préparation des rencontres, 140 ont participé à l'hébergement solidaire, 23 voitures ont pratiqué le covoiturage. Les repas étaient locaux, bio et liés à l'agriculture paysanne. La buvette et les croissants autogérés ont bien fonctionné[7]. Tout cela a été possible grâce à un énorme

---

[4] Nous pensions être moins nombreux, mais il s'avère que beaucoup de participants ont participé aux ateliers sans passer par l'accueil

[5] Suisse, Belgique, Allemagne, Luxembourg, Bénin, Congo Kinshasa

[6] Mais il reste beaucoup à faire pour mobiliser les porteurs d'expériences potentiellement concernés par les thèmes des ateliers.

[7] Nous avons retrouvé le prix des produits dans la boîte

travail de mobilisation et d'organisation de l'équipe des permanents et des bénévoles à l'échelle locale et nationale.

- une équipe images et sons s'est constituée et a commencé à constituer des archives sonores et audiovisuelles sous forme de courtes interviews d'acteurs de terrain et d'animateurs d'ateliers, ainsi qu'un reportage sur l'ensemble des rencontres.

Certaines réunions par secteurs géographiques n'ont pas bien fonctionné, pour certains, ces ateliers géographiques étaient « de trop » dans l'emploi du temps et n'ont pas été suffisamment préparées, alors que la structuration du réseau sur le territoire devrait être l'une des priorités de 2008. Certaines de ces réunions ont permis cependant d'échanger et de créer des liens entre participants géographiquement proches, de se donner des rendez-vous et de mettre en place des projets collectifs à l'échelle locale.

Certains, qui découvraient RECIT, ont eu l'image d'un réseau très ouvert, bien organisé, riche de sa diversité. Un vaste potentiel est là. Le réseau doit s'organiser pour mutualiser les compétences, créer des passerelles entre les personnes et les réseaux de sensibilités différentes (écologiques, sociales, culturelles, démocratiques) devenir un activateur d'énergie. Mais RECIT est un lieu, un réseau d'échange, pas un fédérateur de tous les réseaux.

Des difficultés sont apparues avec ceux qui étaient en situation de non réciprocité où venaient seulement pour présenter un « produit ». Certains animateurs d'ateliers pressentis ont renoncé à participer dès lors qu'ils n'étaient pas eux-mêmes en attente d'échanges.

Cela permet de mieux définir l'espace que constitue les rencontres comme un réseau d'échanges de savoirs et d'expériences, où « chacun est riche de ses manques »[8] et vient pour échanger.

———————

En résumé, ces rencontres ouvrent des perspectives qu'il s'agit maintenant de préciser :

- certains ateliers envisagent de prolonger leur travail dans la durée. Des pistes d'action communes ont été tracées,
- de multiples propositions ont été faites,
- la mutualisation des expériences doit se traduire par des références pour l'action.
- certaines questions seront reprises à l'assemblée générale de RECIT et dans le cadre de l'université d'été[9]

[8] Selon le mot de Claire Heber Suffrin à Lille

[9] Du 8 au 14 juillet à Saint Gildas des Bois en Loire Atlantique

QUELLE EDUCATION EMANCIPATRICE TOUT AU LONG DE LA VIE ?

Par Albert JACQUARD et Agnès ROUSSEAUX, Vice Présidente du MRJC

Introduction du dialogue par Agnès ROUSSEAUX

« Quelle éducation émancipatrice tout au long de la vie ? » renvoie pour moi à deux questions :

1 - « Qui va naître ? » Quel être humain voulons-nous voir émerger ? Quelle est la finalité, au fond, des processus éducatifs que nous voulons mettre en oeuvre ?

2 - Dans notre monde en mutation, quelles démarches éducatives sont nécessaires pour permettre l'émancipation des personnes et la transformation des sociétés ? De quelle éducation avons-nous besoin ?

I - QUI VA NAITRE ? QUEL ETRE HUMAIN DOIT EMERGER ?

Nous vivons une période de mutation planétaire, dans laquelle s'opère un changement de civilisation…Changement structurel dans les rapports sociaux, déplacements des lieux de pouvoir, transformations du rapport au temps et à l'espace, tout contribue à façonner une société différente. Trois grandes relations essentielles à l'équilibre de l'Homme sont aujourd'hui en mutation, voire en crise : relation au monde et à notre environnement, relation à l'autre, rapport à soi.

L'enjeu aujourd'hui est de pouvoir répondre à ces déséquilibres, pour que chaque être humain soit capable de construire un autre rapport à soi, un autre rapport à l'autre et un autre rapport au monde. Toute démarche éducative doit prendre en compte ces mutations, pour mettre fin à la fabrique de « l'homme bancal », être humain fragilisé dans ces relations qui fondent pourtant son identité, son autonomie et le sens qu'il peut donner à sa vie.

1- UN AUTRE RAPPORT AU MONDE ET A L'ENVIRONNEMENT

Notre rapport au monde a beaucoup évolué depuis quelques décennies. De plus en plus d'êtres humains vivent dans un environnement construit par l'Homme, où la nature est minoritaire, reléguée à une fonction décorative ou utilitaire. L'activité humaine a créé de nouveaux facteurs de risque écologique… dérèglements climatiques, atteintes à la biodiversité, surexploitation des ressources naturelles, privatisation du vivant, raréfaction de l'eau…

Sur la plupart de ces problèmes, nous n'en sommes qu'aux prises de conscience, là où il faudrait déjà passer à l'action pour répondre à ces fragilités et menaces. Nous sommes face à un tournant historique, à une époque où nous devrons remettre en question de manière radicale nos modes de vie, de consommation, de production et d'échange. Alors que l'urgence des changements ne fait plus aucun doute, les logiques à court terme prédominent toujours et nous laissons la situation se dégrader… **Aurons-nous aujourd'hui le courage de prendre les décisions qui s'imposent, avant qu'il ne soit trop tard ?**

Comment pouvons-nous transmettre un autre rapport au monde que celui qui prévaut aujourd'hui ? Comment permettre à chacun de se situer dans le monde, de ne pas percevoir son environnement seulement comme une ressource ou une contrainte mais comme un lieu d'appartenance, un territoire de vie et de projets ?

Comment permettre les prises de conscience nécessaires ? Quelles démarches éducatives susciteront des changements de comportements individuels et collectifs, un passage à l'action ?

2 - UN AUTRE RAPPORT A L'AUTRE.

Nous sommes passés en quelques années d'une économie de marché à une société de marché, où l'argent est devenu le médiateur de tous les rapports sociaux. Ce fondamentalisme de marché s'attaque au vivre-ensemble, déstructure les relations sociales et entraîne la destruction des solidarités collectives, en remettant en cause par exemple les systèmes de répartition sociale. Tout espace semble devoir être soumis aux lois de l'offre et de la demande, les espaces protégés du marché, comme l'éducation, la santé, les services publics, rétrécissent sans cesse.

La vie en commun semble reposer de moins en moins sur un projet collectif, mobilisateur, et s'envisage surtout sur le mode défensif. La garantie du pouvoir d'achat semble être devenue la demande principale de citoyens dans nos sociétés. Il s'agit de garantir à chacun la possibilité de consommer selon ses désirs, et des désirs chaque jour accrus.

La réussite sociale, érigée en finalité de l'Homme, renvoie à la performance, à la capacité d'adaptation, et fait peser sur les épaules des individus des responsabilités démesurées. Chacun doit trouver sa place au sein de groupes sociaux où la compétition est la règle…**Pourquoi faut-il forcément des perdants, pour que d'autres puissent se sentir exister ?**

Quelle éducation (formelle et non-formelle) permettra réellement l'apprentissage de la coopération, à tous les âges de la vie ?

Comment transmettre le goût de la construction collective, la volonté et la capacité pour chacun d'être acteur, avec d'autres, du devenir du monde qui l'entoure ? Comment permettre l'émergence d'une pluralité de lieux de médiation, de corps intermédiaires, qui dialoguent entre eux, se répondent, se confrontent, pour « construire le champ de nos désaccords[10]»? Comment ces lieux de médiation peuvent être structurants pour les personnes, comment peuvent-ils assumer un rôle éducatif ?

3 - UN AUTRE RAPPORT A SOI

Ces dernières décennies ont été marquées par une émancipation individuelle et collective sans précédent. Progrès social immense, mais situation difficile aussi pour l'individu. Alors qu'auparavant chacun grandissait au sein d'univers de sens, de systèmes de référence relativement clos, c**hacun est sommé aujourd'hui de se construire lui-même, de construire sa propre vision du monde**, alors que de plus en plus l'initiation au monde est assurée par la marchandise, et que la tyrannie des marques, les valeurs de la société marchande tendent à s'imposer comme unique code culturel. Parallèlement, les médias contribuent à rendre le monde inintelligible, nous inondant d'informations de moindre importance qui noient les véritables enjeux, nous racontant le monde de manière uniforme et biaisée, et contribuant à "engranger l'insignifiant dans la mémoire des résignés[11]".

Certains se trouvent complètement désemparés, coincés entre insécurité identitaire et impuissance à agir, incapables de trouver du sens à leur vie et au monde qui les entoure, incapables d'assumer cette nouvelle autonomie. Ces évolutions de l'accès au sens favorisent des comportements suivistes, mimétiques, transformant des individus en quête d'identité en moutons de panurge, d'autant plus que nous sommes dans une société qui cherche à discipliner les corps et les esprits, qui permet le défoulement mais pas souvent l'épanouissement. Nos désirs, nos besoins évoluent, sans que nous en soyons pleinement conscients, et leur satisfaction s'enlise souvent dans les mirages de la consommation.

Comment permettre l'acquisition de l'autonomie ? C'est-à-dire la capacité à construire du sens, à structurer son propre rapport au monde, sa propre vision du monde, à faire le tri dans le

[10] Patrick Viveret

[11] Raoul Vaneigem, *Nous qui désirons sans fin*

flot continu des informations qui s'offrent à chacun, à ne pas devenir esclave de ces désirs de consommation. **Quels processus éducatifs peuvent aujourd'hui permettre l'acquisition de cette autonomie ?**

Nous sommes aussi dans une société qui produit de l'occupation. Notre cerveau est disponible pour ce qu'y déversent les médias, mais souvent indisponible à nous-mêmes. Comme si nous avions peur du vide et du silence qui nous laissent seuls avec nous-mêmes et nos angoisses… **Nous avons pourtant besoin d'espaces où chacun peut se poser et avancer dans ses questionnements, nous avons besoin de temps où nous ne sommes pas happés par le travail, les loisirs,…** Comme le soulignait Gilles Deleuze, « le problème n'est plus de faire que les gens s'expriment, mais de leur ménager des vacuoles de solitude et de silence à partir desquelles ils auraient enfin quelque chose à dire».

Quels sont les lieux aujourd'hui dans nos sociétés où on peut apprendre à construire un rapport à soi ? Des lieux où chacun peut construire sa propre individualité, sa personnalité, une conscience de soi préalable à toute conscience collective, à toute vie en société, sans laquelle l'adhésion au groupe est dangereuse, car le collectif n'est alors qu'une agglomération d'individus, « une masse et non une multitude[12] » à la merci de toutes les influences.

L'évolution du travail pose aussi des questions sur la perception que nous avons de nous-mêmes et de notre place dans la société. En 1850 en France, la durée de travail représentait 70 % du temps éveillé, sur l'ensemble de la vie, alors qu'elle représente aujourd'hui 14 % du temps éveillé. Pourtant la reconnaissance sociale repose encore sur le travail, on en reste à mesurer l'utilité sociale de chacun à l'aune de la « valeur travail »… Alors que la mondialisation se traduit de plus en plus par une mise en concurrence des travailleurs du monde, que le chômage fait partie du paysage, que certains accumulent les heures supplémentaires tandis que d'autres sont exclus du travail, **comment aider chacun à trouver du sens dans son travail et dans son parcours, même chaotique ? Dans une « société de travailleurs sans travail [13]», comment accepter cette survalorisation du travail, complètement déstructurante pour les personnes ?** Alors que l'école renvoie sans cesse à la pression de l'insertion sur le marché du travail, comment chacun peut construire une identité sociale qui ne se résume pas à son travail ?

Ces changements récents témoignent d'attentes émergentes, d'espoirs nouveaux, d'une plus grande autonomie de pensée et d'action… mais ils portent également en germe des risques majeurs, face auxquels nous pouvons être inquiets : **alors que demain des choix collectifs cruciaux seront à faire, quel être humain laisserons-nous à l'avenir ?**

Comment l'école, les lieux d'éducation non-formelle peuvent-ils répondre aujourd'hui à cet enjeu ? Comment peuvent-ils être des lieux de construction d'être humains capables de façonner un rapport équilibré à eux-mêmes, aux autres et au monde ? Des êtres autonomes, capables de trouver du sens dans leur existence et dans le monde qui les entoure, capables de se construire eux-mêmes, par la relation aux autres.

Comment aider à structurer ce qu'Hannah Arendt définit comme l'articulation entre identité (ce qui vient de notre éducation, nos origines…ce qu'on ne choisit pas mais qui nous façonne) et singularité (ce que nous inventons en agissant avec d'autres, en nous libérant de nos appartenances d'origine). **Quels sont les lieux pour accompagner cet être humain qui n'a jamais fini de naître…?**

---

[12] Miguel Benasayag

[13] Hannah Arendt

II - DE QUELLE EDUCATION AVONS-NOUS BESOIN ?

« Si tu viens pour m'aider
Tu perds ton temps,
Mais si tu viens parce que tu penses que ta libération est liée à la mienne
Alors travaillons ensemble».
Lisa Watson

Dans ce monde complexe, où les représentations collectives se sont peu à peu effacées, nous ne savons pas toujours sur quoi prendre appui pour fonder notre vision et notre action. Pourtant dans le demi-siècle à venir, nous aurons à subir ou à porter des changements essentiels, à gérer la transition vers d'autres modalités « d'être au monde », d'autres façons d'être avec les autres et avec soi-même.

Dans ce processus, l'éducation doit jouer un rôle central, car elle rendra possible la transition vers ces nouvelles modalités d'existence, et elle permettra aussi de faire émerger les acteurs qui conduiront ces changements. Nous avons dès aujourd'hui besoin d'une éducation qui nous permette de répondre aux défis du monde présent et de préparer les générations futures aux enjeux des temps à venir.

1 - NOUS AVONS BESOIN D'UNE EDUCATION QUI PERMETTE DE PENSER LE MONDE ET LES MUTATIONS A L'ŒUVRE.

Nous ne sommes pas tant aujourd'hui dans la perte de sens, que dans l'impensé, dans l'émergence du « nouveau », que nous avons du mal à appréhender. **Nous avons besoin de « briques », de concepts neufs, pour renouveler nos analyses, sortir des cadres de pensée existants et construire une pensée réellement émancipatrice**. Il s'agit, comme l'a écrit Michel Foucault à propos de la philosophie, «d'entreprendre de savoir comment et jusqu'où il serait possible de penser autrement».

Les démarches éducatives doivent permettre à chacun de **s'outiller pour pouvoir penser le monde, pour structurer ses propres grilles de lecture**. Sans apporter de réponses toutes faites, elles doivent aider chacun à trouver les bonnes questions à poser à ce monde, elle doivent apprendre à se détacher du « prêt-à-penser ». Elles doivent faciliter l'acquisition d'outils intellectuels permettant de penser la complexité des problèmes et des situations, autorisant à penser autrement, car comme le disait Mark Twain, « si votre seul outil est un marteau, tous vos problèmes ressembleront à des clous ».

Nous avons besoin de démarches éducatives qui permettent de se réapproprier le langage, un **langage dépouillé des formules « prêtes à l'emploi » et des slogans**, un langage qui nous permette vraiment de construire du sens, d'appréhender le monde avec justesse, de construire une analyse partagée, de façonner d'autres possibles.

Nous avons besoin d'une éducation qui permettre de penser le monde mais qui nous rende également capables de regard critique sur nous-mêmes, sur notre vision du monde, sur nos certitudes, sur ce qui nous conditionne, sur les rapports de force, de domination, d'exclusion dont nous sommes parties prenantes. **Une éducation qui permette une « subversion cognitive** [14]**»**, conversion de la vision du monde, préalable à toute subversion politique. **Une éducation qui soit aussi « in-ducation**[15] », qui nous invite à explorer le monde, mais aussi nous-mêmes, qui nous invite à penser les changements du monde tout en nous rendant capables de changer nous-mêmes de posture par rapport au monde.

[14] Pierre Bourdieu, Ce que parler veut dire

[15] Edgard Pisani

2 - NOUS AVONS BESOIN D'UNE EDUCATION QUI TRANSMETTE UN DESIR DE CHANGEMENT ET LA NECESSITE DE L'UTOPIE.

Nous avons perdu les grandes narrations du futur, les grands récits qui façonnaient un monde commun et traçaient les contours d'un monde en projet. Nous nous sommes enfermés dans un « présent autarcique[16] ». Nous manquons d'un récit collectif, ou du moins de brèches dans le récit qui s'impose à nous, cette histoire d'un monde dans lequel le libéralisme serait l'horizon indépassable. **Nous avons besoin d'utopie, au sens que lui donne Paul Ricoeur, « récit d'un autre monde qui autorise les individus à ne pas se soumettre à l'aliénation du monde présent ».**

Pour que chacun puisse contribuer à élaborer ce récit d'un autre monde possible, **nous avons besoin de corps intermédiaires qui assument leur rôle politique**, **des associations qui ne soient pas seulement « sous-traitants de l'impuissance publique »,** mais lieux de rencontres, d'ébullition, de production de sens, de construction d'un monde commun et d'une parole collective. Des lieux où chacun peut apprendre à prendre la parole, à structurer sa pensée, à formuler un idéal, à se confronter à d'autres, à construire des conflits, à élaborer une proposition collective. Des lieux de réflexion et d'action, structurants pour les personnes et qui rendent possible l'émergence de projets communs.

Il est également nécessaire d'apprendre à « trouver le bon lieu du combat[17] », à remonter à la source. Les problèmes qui se posent à nos sociétés ne sont bien souvent que des symptômes. Il s'agit en premier lieu de cerner ce qui les conditionne. C'est une nécessité pour que nous puissions **« penser le changement » et non pas seulement « changer le pansement »,** apporter des réponses politiques et pas seulement techniques aux problèmes qui se posent.

Nous avons besoin de démarches éducatives qui suscitent un désir de changement, en rendant lucide sur les situations d'oppression, de domination, d'exclusion, mais aussi en montrant des possibles. Nous avons besoin de démarches éducatives qui nous mettent en marche et qui nous aident à cerner sur quoi agir.

3 - NOUS AVONS BESOIN D'UNE EDUCATION QUI FORME A L'ACTION.

Nous avons besoin de démarches d'apprentissage et de réflexion critique favorisant des prises de conscience individuelles et collectives, pour que des citoyens puissent se prendre en main, et mènent collectivement des actions qui amènent des changements sociaux, économiques, culturels et politiques. **C'est tout l'enjeu aujourd'hui de l'éducation populaire,** qui invite chacun à poser des actions de transformation sociale et à se donner les moyens de sa propre libération.

Agir avec d'autres nécessite un apprentissage du travail collectif, d'une certaine éthique du débat, qui permet d'éviter les procès d'intention, les malentendus, tout ce qui freine l'action et la rend difficile. Il y a souvent dans le débat et dans l'action collective, la peur de ne pas sortir indemne de la confrontation avec l'autre, de mettre en péril son système de sens, la vision du monde que l'on s'est construit. Il y a la tentation de viser à la persuasion, à l'efficacité, de se baser sur du ressenti, de ne pas remettre en question ses propres façons de fonctionner. **Nous avons besoin de démarches éducatives qui non seulement invite à l'action, mais la rende possible, en permettant à chacun d'acquérir la capacité d'agir avec d'autres.**

---

[16] Zaki Laïdi

[17] Maurice Bellet

Nous avons aussi besoin de démarches éducatives qui permettent l'apprentissage des limites de l'action. L'action, surtout quand elle a une ambition politique, doit se penser dans la durée. L'apprentissage de la durée est essentiel, notamment pour des générations habituées au zapping. Apprendre la frustration de l'échec, la frustration des « longs accomplissements », la frustration des limites, la finitude de l'action humaine et le tâtonnement est indispensable. Cela nous invite **à élaborer des possibles pour un futur que nous ne connaîtrons pas et pour des « anonymes » que nous ne rencontrerons pas, à contribuer à quelque chose qui nous dépasse. Nous avons besoin de démarches éducatives qui nous apprennent à la fois l'ambition des changements à mettre en œuvre et l'humilité nécessaire dans l'action.**

Toute éducation est un combat. Toute démarche éducative est un affrontement, car elle vise une transformation de notre rapport au monde, aux autres, à nous-mêmes. Et cette transformation ne se fait pas sans résistance. C'est un processus de deuil… Deuil de nos anciennes perceptions, conceptions, certitudes, de ce qui fondait notre regard sur le monde, de ce qui était constitutif de notre être. Et c'est un processus de construction, par lequel, assemblant des « briques », des embryons de sens, créant des connexions nouvelles, nous structurons un nouveau rapport au monde et traçons les contours d'une nouvelle façon d'être au monde.

L'éducation émancipatrice, ce sont ces démarches qui ne nous laissent pas tout à fait indemnes… et qui créent aussi en nous un désir de changement. Dans notre société de désordre établi où tout nous pousse à nous fondre dans la masse, l'éducation émancipatrice est sans doute celle qui nous fait entrer en minorité, entrer en dissidence.

CHANGER LE MONDE, MODE D'EMPLOI

Avec Patrick VIVERET, philosophe et Jean Pierre CAVALIE, délégué régional de la CIMADE

SORTONS DU MUR ! Patrick VIVERET

L'IDEE

Depuis le temps que nous disons les uns et les autres dans nos réseaux respectifs que « nous allons dans le mur » si nous continuons dans la voie d'un productivisme insoutenable aggravé par un capitalisme financier de plus en plus autoritaire posons nous la question : et si le mur nous ne l'avions pas déjà percuté ? Et si donc la question était désormais non pas d'éviter d'y aller mais de commencer à en sortir.

Car après tout que voyons nous si nous regardons un peu le rétroviseur de ces trente cinq dernières années (pour prendre avec 1972 une date qui soit écologiquement significative d'un début de prise de conscience, la conférence de Stockholm, mais cette date est aussi intéressante sur le plan culturel et politique : la suite proche des mouvements internationaux de 68, l'après Breton wood sur le plan économique par exemple) ? Nous constatons que quantité de situations que nous vivons actuellement régulièrement, parfois au quotidien, auraient paru à l'époque relever du fameux risque de percussion mural : l'élévation gravissime du CO2 et son cortège de catastrophes naturelles (sécheresses, canicules, inondations, tempêtes etc.), l'expérience de catastrophes technologiques majeures (Seveso, Bhopal, Tchernobyl) en constituent des exemples sur le plan écologique. Mais le creusement des inégalités sur le plan social, l'explosion du capitalisme financier, la montée de l'intolérance se traduisant par une influence démesurée de courants xénophobes au cœur même de l'Europe auraient paru à l'époque aux courants humanistes, fussent ils de tradition conservatrice, relever du fameux mur à éviter. Nous sommes en réalité en plein dans le bain de la grenouille que l'on ébouillante progressivement pour éviter qu'elle ne saute de la bassine. Nous avons déjà fait un long chemin avec l'inacceptable et paradoxalement notre peur du mur à éviter a pour effet de nous rendre aussi impuissants que le lapin face au boa.

D'où la nécessité d'un renversement de perspective susceptible, en nous rendant beaucoup plus lucide que nous le sommes habituellement sur notre présent et notre passé proche, de nous ouvrir paradoxalement des voies d'avenir plus lumineuses en repérant dans ce mur dans lequel nous sommes déjà bien entrés quelques brèches à élargir pour mieux en sortir.

Certes, le mur en question se présente davantage comme une série de murailles entrelacées que comme une simple barrière à franchir. Et il est vrai que si nous avons rencontré déjà nombre de murets, percuté des murs plus costauds qui ont déjà beaucoup blessé ou tué il y a toujours un ensemble de remparts plus lourds encore qui, dans le gymkana où l'humanité est engagée, peuvent produire encore beaucoup plus de dégâts voire, dans l'hypothèse de la sixième grande extinction, mettre fin à sa brève aventure dans le cosmos. Mais si nous restons dans l'analogie de l'enchevêtrement de murailles plutôt que du mur simple nous pouvons dans le même temps où nous repérons les obstacles les plus dangereux encore devant nous nous diriger vers les brèches et tenter d'entraîner vers des paysages plus doux un maximum de compagnons d'infortune.

Le projet SDM ! « Sortons du mur !» esquissé ici pour provoquer la discussion, l'imagination et l'action se nourrit d'abord de désir dont l'énergie est très supérieure à la peur. Car il existe aussi des brouillards artificiels que nous prenons pour des remparts et ceux-ci sont parmi les principaux obstacles que nous rencontrons car ils nous bloquent à la racine même de tout processus d'imagination alternative. Il s'agit en particulier de l'effet de « sidération » que produit le capitalisme contemporain. Sidération car il provoque une panne d'imaginaire telle que même ce qui reste de révolutionnaires professionnels n'ont pour tout programme que de revenir au bon temps des trente

glorieuses et de sa croissance pilotée par l'état nation [18] . Quant aux plus radicaux des écologistes, tels de nouveaux cathares, ils n'ont pour tout message que de prêcher une décroissance peu propice à mobiliser les énergies. Or quel est le contraire de la sidération. L'étymologie nous renseigne sur ce point. Face au « sidus » de l'immobilité de la voûte céleste à laquelle croyaient les grecs et les latins, la terre et le monde sublunaire étaient le siège de la vie (et de son corollaire la mort) et du mouvement. « Desidere », racine étymologique du mot désir c'était donc être dans une situation inverse de l'éternelle immobilité : la vie et le mouvement. Voilà pourquoi, comme nous le disons dans le cadre du processus international « Dialogues en humanité », nous avons besoin de réinventer du désir, un désir d'humanité. Face aux logiques mortifères, de Thanatos nous avons besoin comme le notait déjà Freud en 1930 de retrouver la force de vie de l'Eros. Il nous faut pourrions nous dire construire la SEM, la « stratégie érotique mondiale »

Cet enjeu renouvelé des logiques de vie face aux sidérations mortifères nous permet de traiter le plus difficile : notre propre barbarie intérieure. Rien n'est plus facile que de se construire un ennemi supposé cause de tous nos maux. Rien n'est plus difficile que d'organiser le travail d'une communauté sur elle-même afin de progresser dans sa qualité d'humanité. C'est la raison pour laquelle les effondrements les plus graves viennent de crises intérieures à des collectivités qui sont alors source de désespoir et pas seulement de défaite ou d'échec. Ce n'est pas la force du capitalisme qui a conduit à l'échec du communisme. Et pour prendre des exemples français récents sur le plan politique, l'échec d'une candidature de la gauche « antilibérale » aux présidentielles, la crise gravissime (incluant la fraude) au sein d'Attac, l'autodestruction du parti socialiste organisée par ses responsables, l'incapacité des verts à porter une question écologique désormais reconnue comme centrale ont pour point commun d'être des phénomènes intérieurs liés notamment à une incapacité à traiter les enjeux émotionnels en leur sein. Toute action transformatrice, surtout si elle se veut radicale, doit donc tenter de traiter la difficulté de la question humaine à sa **racine** et ne pas se contenter de prôner le changement pour les autres.

SEPT PRINCIPES PEUVENT NOUS GUIDER DANS CETTE DIRECTION

1. articuler principe d'espérance et de responsabilité : nous avons à juste titre insisté les uns et les autres depuis le livre majeur de Hans Jonas sur le principe de responsabilité. Mais il nous faut aussi retrouver le principe d'espérance bien repris par Edgar Morin à travers trois modalités qui peuvent nous être très utiles dans les temps chaotiques que nous allons de plus en plus traverser : l'improbable, les potentialités créatrices, la métamorphose.

2. articuler transformation personnelle et sociale : tension dynamique du personnel et du mondial et pas seulement du local et du global. Car le plus difficile n'est pas la production économique mais l'organisation d'un vivre ensemble qui fasse sens et réponde à la demande fondamentale de tout être humain : le désir de trouver sa place dans une histoire qui fasse sens. Là où les économistes croyaient que la question préalable à résoudre était celle de la production abondante face à la pénurie nous voyons bien aujourd'hui que l'abondance est porteuse de dépression si les communautés humaines sont sans repères sur leurs projets de vie.

3. Placer la construction de la joie de vivre au cœur des projets alternatifs non seulement pour résister au mal être et à la maltraitance du capitalisme et du productivisme mais aussi pour échapper aux dérives sectaires et non démocratiques de que l'on pourrait appeler le « militantisme sacrificiel ».

[18] il est significatif de remarquer que les principales mesures prônées par Lutte ouvrière et la LCR aux dernières élections étaient encore mise en œuvre sous Pompidou et Giscard : contrôle des changes, fort secteur public, politique de relance par la consommation etc.

4. Changer notre rapport à la richesse (et à l'argent), au pouvoir, mais aussi à la vie elle-même : l'art de vivre « à la bonne heure » ; opposer la puissance créatrice et la capacité d'émerveillement (et d'indignation !) à la puissance dominatrice et au cynisme désabusé.

5. Promouvoir « la haute qualité démocratique » (à l'instar de la haute qualité environnementale » : construire le conflit comme alternative à la violence, le désaccord fécond comme outil de progression de la discussion dans un débat ; la démocratie étant notamment l'art de transformer des ennemis en partenaires-adversaires ; la pratique des arts martiaux et du « judo de masse » (cf Alinsky) est une école très riche de cette conflictualité non violente.

6. Repérer les potentialités créatrices : il ne suffit pas d'affirmer qu'un autre monde est possible ; en fait une autre manière d'être au monde est déjà là et il nous faut apprendre à voir pour à donner à voir et à mettre en réseau toutes les initiatives de ce que l'on appelle souvent l'émergence des « créatifs culturels »; cela permet d'articuler à l'instar de l'expérience du mouvement ouvrier mutualiste et coopératif au 19ème siècle trois postures complémentaires et non contradictoires : la lutte, la proposition transformatrice (donnant lieu à bataille juridique par exemple) et l'expérimentation sociale (tout ce qui est immédiatement réalisable est entrepris).

7. principe de cohérence : importance de la cohérence de la forme et du fond, et de la capacité à vivre réellement nos valeurs affichées en se souvenant du sens fort du mot valeur : la force de vie !

CHANGER LE MONDE, MODE D'EMPLOI, Jean Pierre CAVALIE

INTRODUCTION

Le titre de ce papier m'a été proposé, alors je le garde, un peu comme défi pour une question tellement ambitieuse qu'elle fait sourire ; et pourtant, je la crois terriblement actuelle et « réaliste ». C'est pourquoi je commencerai par poser la problématique, par dire ce qu'implique pour moi de poser une telle question qui correspond, je pense, à une évolution majeure du monde et de notre idéologie au sens où l'employait Roland Barthes : notre représentation du monde et de notre place et rôle dans ce monde.

Je aborderai ensuite en quoi il y a nécessité de « changer le monde » aujourd'hui, en mettant l'accent sur « l'état d'urgence » de cette situation. Je ferai après une proposition de grille de lecture en exposant les trois principes fondamentaux et les trois piliers sur lesquels fonder une autre mondialisation.

I. QU'EST-CE QU'IMPLIQUE LE FAIT DE POSER UNE TELLE QUESTION ?

Nous pouvons parler de changer le monde parce que :

- Il est en train de changer et même de muter de façon très conséquente
- Il doit changer : A bien des égards, l'ordre actuel du monde est, sur le plan éthique, un désordre inacceptable. Cf : Les quatre scénarios étudiés par le GIEC
- Il peut changer : Le fatalisme, qu'il soit religieux, philosophique ou politique[19], est contraire à la notion de Droits humains, car il est l'allié de fait de toute domination.
- nous pouvons influer sur la nature de ce changement, aussi faible soyons-nous individuellement.
    - Parler de changement, sous-entend que l'on accepte de se projeter dans un avenir qui sera différent. En effet, lorsque je parle de « changer ou repenser le monde » avec des amis ou lors de conférences, on me renvoie régulièrement deux objections :
- *« D'accord c'est très beau tout ça, mais tu fais comment aujourd'hui pour y arriver ? »* ; comme si penser à un lendemain différent empêchait d'agir aujourd'hui. Souvenons-nous que l'anti-intellectualisme a été mis en avant par la Nouvelle Droite au début des années 80, poussant comme dans la publicité, à réagir émotionnellement et surtout pas à réfléchir. Or, l'équivalent de la publicité en politique, c'est la propagande, discours par excellence des totalitarismes. L'activisme peut, en ce sens, être une expression ou une réaction inconsciente d'une forme de totalitarisme.
- La seconde objection c'est le pessimisme : *« Ca ne fait pas de mal de rêver, mais de toute façon rien ne changera vraiment dans le fond. »* Dans ce type de réaction, je trouve pas mal de militants qui survalorisent le pouvoir des magnas de la finance et du commerce, de certains personnages politiques, etc. J'ai appris des anciens que l'on était sûrs de perdre les batailles que l'on ne mène pas. Gandhi disait que c'est notre peur et notre soumission qui font avant tout la force des totalitarismes et des dominations.

Changer le monde est donc une question sens avant d'être une question technique. Alors oui, à l'image de Martin Luther King, « je vais faire un rêve », en se souvenant de la parole du poète nicaraguayen Petre Rezé « c'est seulement un rêve, mais si nous rêvons tous, peut-être demain sera-t-il un jour nouveau ».

[19] Cf : Francis Fukuyama et sa notion de « fin de l'histoire » (article en juin 1989) : Le capitalisme n'est peut-être pas l'idéal, mais l'humanité ne pourra pas trouver mieux.

II. L'ETAT D'URGENCE PLANETAIRE

Une façon de traiter la nécessité de « changer le monde », c'est de parler « d'urgence planétaire », à l'image du collectif associatif du même nom, impulsé par le CRID pour exercer un travail de lobbying avant les dernières élections présidentielles. « Urgence planétaire », deux mots, deux notions qui ne sont pas employées pour l'effet d'annonce, mais parce qu'elles correspondent à une évolution de notre monde.

1- Pourquoi planétaire ?

Je commencerai par la notion de planétaire. Quand on parle de planète, on fait référence à l'ensemble de la terre, ainsi que de l'humanité, mais aussi à une cosmologie, c'est-à-dire une certaine représentation du monde.

Nous vivons aujourd'hui dans le fameux « village planétaire ». Le documentaire brésilien « L'île aux fleurs » est à ce titre très parlant. Il raconte, à partir de l'histoire d'une tomate, celle de la mondialisation, car lorsque l'on tire la pelote de l'alimentation, on tire celle de l'agriculture, de la technologie dont l'industrie utilise les découvertes pour accroître sa production, de la commercialisation et des moyens de transport, du mode de production et des condition de travail, ainsi que des conditions sociales globales, et par là même des régimes politiques qui dirigent les sociétés en questions, sans oublier les types de relation existant entre les sociétés, les modèles de consommation et les questions de santé, les questions environnementales, locales et globales... Bref, toute la pelote de la globalisation qu'on appelle néolibérale.

Nous avons pourtant du mal à sortir dans nos têtes des frontières nationales. Depuis le milieu du 17° siècle, avec les traités de Westphalie en 1648, nous avons été éduqués à vivre dans des Etats-Nations et nous penser d'abord comme des nationaux. A certains égards, les deux grandes guerres mondiales du XX° siècle sont des guerres des Etats-Nations et en même temps elles en ont sonné le glas, car à partir de ce moment-là, nous sommes entrés rapidement dans la mondialisation (même si nous savons qu'on peut la faire remonter bien avant) avec des accords et des structures internationales comme l'ONU, les deux organes des accords de Bretton Woods, la BM et le FMI, la DUDH de 1948, les conventions de Genève sur les Réfugiés, et le Droit de la Guerre, etc. Dans les années 60, la finance s'est internationalisée, puis dans les années 70, ce fut le tour de la production industrielle et des services. Dans les années 80, après deux chocs pétroliers qui n'ont été que des avertisseurs, nous sommes entrés dans ce que l'on a appelé la mondialisation et la globalisation.

En fait, nous avons forgé un monde de plus en plus interdépendant dans lequel les frontières et les souverainetés nationales ont été en grande partie transférées à des instances ou organismes supranationaux. Dans ces années, Albert Jacquard écrit un petit livre emblématique « Voici venu le temps d'un monde fini ». Notre monde a changé, il faut maintenant que notre représentation du monde, notre cosmologie, change également. Car pendant cette période des Etats-Nations, nous avons également été façonnés dans l'idéologie des Lumières et du Progrès sans limite de la science et de la technologie ; et voilà que dans l'euphorie du « sans frontières », nous découvrons progressivement une nouvelle frontière : la planète qui a ses propres limites en ressources et en capacité à assumer les conséquences de nos modes de vie. Les avertisseurs seront la déclaration du Club de Rome en 1970 sur les limites de la croissance et des matières premières, puis le choc de Tchernobyl (1986) dont le nuage radioactif fera le tour du monde.

Nous sommes en train de prendre conscience que toutes les questions essentielles, tous les risques majeurs qui nous touchent ou risquent de nous toucher, se posent au niveau du globe et engagent toute l'humanité. Les solutions et les alternatives se posent donc également à ce niveau. Nous sommes par là même invités à nous penser d'abord comme êtres humains. Notre appartenance au genre humain doit passer aujourd'hui avant nos autres appartenances, qu'elles soient nationales, religieuses, idéologiques, ou autres. Notre citoyenneté doit devenir également et peut-être d'abord cosmopolite. Cela signifie que nous devons devenir « œcuménique », ce qui signifie « comme vivant dans « une seule maison » et devant former une seule maisonnée.

2- En quoi y a-t-il urgence ?

Maintenant, en quoi cette situation est-elle d'urgence ? Tout d'abord en ce que les risques sont devenus globaux et que le temps est semble-t-il compté à court terme.

Les risques globaux majeurs sont : le réchauffement planétaire et toutes ses conséquences, l'avancée de la désertification, la déforestation, l'approvisionnement en eau potable, la pollution, les nouvelles pandémies, les disparitions d'espèces animales et végétales, le contrôle problématique des nouvelles technologies, des OGM aux nanotechnologies, en passant par le clonage, la possibilité d'une crise financière majeure, le contrôle de l'énergie, de nouveaux intégrismes et totalitarismes idéologiques et politiques.

Il ne s'agit pas de céder à l'affolement, mais de prendre conscience que la situation est déjà très sérieuse. Le dernier rapport du PNUE[20], le plus complet en la matière, élaboré par 390 experts et revu par un millier, dit ceci : *"Aucun des problèmes majeurs soulevés dans notre futur commun ne connaît de prévisions d'évolution favorables".* Mais il insiste : *"l'objectif n'est pas de présenter un scénario catastrophe, mais un appel urgent à l'action".* A titre d'exemples : Au cours des 20 dernières années, la communauté internationale a réduit de 95% la production de produits chimiques qui abîment la couche d'ozone ; mais des problèmes demeurent pour le moment sans solution. L'eau douce diminue : d'ici 2025, l'utilisation d'eau devrait selon les prévisions augmenter de 50% dans les pays en voie de développement et de 18% dans le monde développé. Selon GEO-4, *"le fardeau croissant de la demande d'eau deviendra intolérable dans les pays qui connaîtront une pénurie d'eau"*. La qualité de l'eau décline aussi, la contamination de l'eau reste la cause la plus importante de maladies et de décès à l'échelle mondiale. Concernant la biodiversité, les changements actuels sont les plus rapides dans l'histoire de l'humanité. L'extinction des espèces se produit à une vitesse 100 fois supérieure à celle indiquée par les fossiles. Parmi les groupes vertébrés qui ont complètement évolués, plus de 30% des amphibiens, 23% des mammifères, et 12% des oiseaux sont menacés. Par ailleurs, la 8° conférence internationale des 191 pays signataires de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification qui s'est réunie à Madrid en septembre de cette année, affirme que « les 2/3 des terres cultivables pourraient disparaître d'ici 2025 en Afrique, 1/3 en Asie, 1/5 en Amérique Latine, 1/3 des Etats-Unis... si nous ne changeons pas radicalement nos modes de production et globalement de vie.

3- Lire cette crise comme un « kaïros »

Alors, qu'allons-nous faire, face à cette crise que certains pensent majeure ? Nous avons, comme je l'évoquerai plus loin, beaucoup de solutions en mains, mais ils ne faut pas les envisager comme des recettes miracles ; elles ne sont pas les seules, et nous devrons en inventer des tas d'autres. Mais surtout, je crois qu'elles sous-entendent, pour être authentiques et efficaces, une véritable conversion, transformation existentielle : nous devons avoir le courage et l'audace de changer radicalement notre façon d'être, de penser et d'agir, individuellement et collectivement, à l'égard de nos semblables comme de la planète. Antonio Gramsci[21] affirmait que pour changer véritablement le monde, il fallait le penser autrement. Travailler dans ce sens n'est pas perdre son temps, mais un véritable engagement.

La première chose à faire est sans doute, lorsque l'on accepte de regarder la crise en face, de la lire autrement que comme une simple catastrophe inévitable. Les Grecs anciens avaient deux mots pour dire le temps : kronos -qui a donné le mot chronologie- qui est le temps froid de la monde, des minutes qui défilent imperturbablement, quoi qu'il arrive, d'une éternité à l'autre ; et kaïros qui désigne un temps de rupture, un temps de crise majeure qui est en fait une invitation, un appel à un changement radical. Crisis en grec signifie « jugement » ; la crise, comme la douleur, nous dit que quelque chose ne va pas dans notre être, et en cela, elle nous appelle à changer pour que ça aille mieux. Elle peut donc être aussi une chance pour aller vers un mieux être. Les couleurs de l'avenir dépendent de nous, de notre prise de conscience, de notre audace à les façonner comme nous le pensons bon pour toute l'humanité, présente et à venir.

Je voudrais maintenant proposer des pistes pour ré-enraciner nos façons d'être et de faire. Je commencerai par trois principes fondamentaux, comme les fondations de la maison[22], puis par trois

---

[20] Programme des Nations Unies pour l'Environnement.

[21] Dirigeant communiste italien dissident qui, face à l'orthodoxie marxiste privilégiant l'engagement « révolutionnaire » et la maîtrise de l'économie pour changer le monde, affirmait le rôle majeur de l'idéologie.

[22] En grec, cela se dit « oikos » qui a donné les mots économie (la règle de la maison), écologie (la connaissance de la maison), oecuménique (la maison unique).

piliers sur lesquels il serait possible de bâtir les étages de l'économie, de la politique, des modes de vie, etc.

III. LES TROIS PRINCIPES FONDAMENTAUX

Les principes fondamentaux ont pour fonction de rassembler, de concentrer les valeurs qui nous semblent les plus importantes, celles qui ont le plus de chance de nous mener vers le bien être partagé. Je n'ai ni la prétention ni l'intention de remplacer le tryptique républicain qui peut garder toute sa valeur, mais de resituer aujourd'hui, à l'heure des défis majeurs posés par la mondialisation, ces principes. Ils demeurent inspirés par les idéaux contenus dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, mais il importe de les repréciser. J'en retiendrai trois : L'unicité, l'égalité et la responsabilité.

1- L'unicité

L'unicité n'est pas la même notion que celle d'unité ; cette dernière exprime le souhait de former un tout cohérent. Unicité est le substantif de « unique », qualificatif que je voudrais appliquer à l'humanité et à la planète[23].

Parler d'unicité de l'humanité, c'est affirmer qu'il n'y a qu'une seule humanité. L'unicité, c'est le refus inconditionnel de sa division qualitative, que ce soit en soit-disantes races, en groupes sociaux ou en genres hiérarchisés ; en un mot, c'est le refus du racisme, du classisme (domination de classe) et du sexisme. L'unicité relativise tous les nationalismes et autres particularismes régionaux.

Croire que l'humanité est unique, c'est penser que pour avoir un comportement « humain », il faut agir en considérant chaque être humain comme un semblable. Surtout à l'heure de la mondialisation, croire à l'unicité de l'humanité et de la planète, c'est penser que les solutions aux défis majeurs qu'elle rencontre doivent se réfléchir et se réaliser pour l'ensemble de l'humanité et pas seulement au profit des pays ou des personnes les plus riches.

- **Concrètement, je vois aujourd'hui trois traductions concrètes de ce principe :**

- L'unicité de tous les droits humains fondamentaux : les « Droits civiques et politiques », et les « Droits Economiques, Sociaux et Culturels » que l'on appelle les deux piliers des Droits Humains[24].
- La mise en place d'une gouvernance mondiale démocratique et participative, associée à une citoyenneté cosmopolite.
- L'ouverture[25] des frontières, accompagnée de rééquilibrages socio-économiques, dans le style de ce qui s'est fait avec l'Union Européenne, mais avec une priorité donnée au social sur l'économique.

2- L'égalité

L'égalité « en dignité et en droit » est affirmée dans l'article n°1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948. Défendre l'égalité de tous les êtres humains, c'est affirmer que l'inégalité scandaleuse n'est pas celle des modes de vie, mais des moyens de vivre dignement. Parce que nous sommes tous et toutes égaux en dignité, nous devrions l'être également en droit et en fait ; égaux face au droit de travailler dignement, au droit de s'alimenter correctement, au droit de se soigner efficacement, etc... car la misère, l'exploitation, l'oppression, la marginalisation... représentent une rupture du pacte de fraternité humaine, une violation grave des droits humains fondamentaux.

---

23 S'il n'avait été accaparé par les Eglises chrétiennes, nous pourrions reprendre le mot d'oecuménisme qui signifie littéralement « une seule maison » ou « une seule maisonnée ».

24 Il s'agit des deux pactes internationaux adoptés le 16 décembre 1966 par l'assemblée générale des Nations Unies.

25 Mais pas leur disparition, car en droit, « sans frontières » signifie sans droits.

- **Concrètement, je vois aujourd'hui plusieurs traductions de ce principe :**

- L'accès au droit et à la justice ne devrait pas avoir de barrière financière.
- Pour que l'ensemble des Droits humains fondamentaux[26] deviennent universel, il faudrait créer une sorte d'Organisation Mondiale des Droits Humains, dépendant des Nations Unies et ayant pouvoir de contrainte sur les Etats, à l'instar de l'Organisation Mondiale du Commerce.
- L'instauration d'un « revenu d'existence », universel et inconditionnel serait une façon de se donner les moyens de réaliser le principe d'égalité.[27]
- Cela devrait aller de pair avec l'instauration d'un « revenu maximum », car ce sont les grandes fortunes qui sont en grande partie à l'origine de multiples déréglements économiques et de la misère.
- La notion de « biens publics mondiaux » propose que les biens nécessaires à l'ensemble de l'humanité, mais localisés seulement sur certains territoires, soient gérés par des instances supra-nationales pour le bienfait de toute l'humanité, en tenant compte des générations à venir[28].

3- La responsabilité

La responsabilité est littéralement la capacité de « répondre », on dira aujourd'hui d'assurer, face à une situation donnée. Elle devrait être la première caractéristique de tout citoyen et par là même de tout élu. Au sens de la révolution française, le véritable citoyen n'est pas l'adulte qui a la nationalité du pays dans lequel il vit, mais toute personne qui se sent responsable de tout ce qui touche à la vie collective qui l'environne.

Face aux défis majeurs qui menacent l'humanité, les vieux réflex de pouvoir ne me semblent pas adaptés. Comment se sentir responsable dans une situation particulière lorsqu'on a pris l'habitude de se décharger sur d'autres (on appelle ça déléguer) de la gestion de nos affaires communes ? Les élections ne sont-elles pas, en fait, l'organisation de la renonciation à la responsabilité de l'ensemble des citoyens ? La question centrale de la politique ne devrait pas tant être l'exercice du pouvoir que l'organisation et la répartition de la responsabilité collective.

Pour cela, la politique doit changer de logique : Elle doit passer de la logique du pouvoir à celle de la responsabilité. La première vise à acquérir le plus de pouvoir possible pour le garder le plus longtemps possible ; elle est donc en permanence tentée par la violence et le mensonge. La logique de la responsabilité est tout autre ; ses principes de base sont les suivants : exercer des responsabilités à plusieurs, dans un temps limité et un domaine limité, car on ne peut être compétent en tout.

- **Concrètement, je vois aujourd'hui une grande traduction de ce principe :**

- la démocratie participative à tous les niveaux et dans toutes les instances.
- Elle repose sur le débat public et nécessite pour cela un autre ordre de l'information qui garantisse l'impartialité et l'honnêteté, ce qui signifie que l'information ne devrait faire partie des « biens communs de l'humanité » et à ce titre ne plus être considéré comme une marchandise, ni dépendre du marché.
- Elle pourrait se traduire par la mise en place systématique de « conseils consultatifs » parallèles à toutes les instances exerçant un pouvoir de décision, comme cela existe déjà dans certains lieux : municipalités, conseils régionaux et généraux, mais également écoles, collèges et lycées, entreprises, etc... L'idée de base est que toutes les personnes qui le

---

[26] C'est-à-dire les deux piliers adoptés par les Nations Unies en 1966, les Droits Civiques et Politiques, ainsi que les Droits Economiques, Sociaux et Culturels.

[27] C'est la proposition formulée notamment par Yoland Bresson, à l'origine du collectif AIRE qui le situe aujourd'hui à 300 € par personnes, y compris les enfants. L'argumentation est accessible sur internet ; tapez « aire ».

[28] La liste serait bien entendu objet de débats, mais on peut évoquer au moins les énergies, la plupart des matières premières, l'eau... mais aussi l'information, les connaissances...

souhaitent soient informées correctement, voire formées, pour donner leur avis sur les questions traitées par l'instance en question. Ces lieux n'auraient qu'un pouvoir consultatif, mais auraient l'immense avantage de former progressivement des personnes capables d'entrer dans les instances de décision, permettant du même coup une rotation relativement rapide, évitant ainsi l'ankylose politique dûe à sa professionnalisation.

IV. LES TROIS PILIERS

En lien avec ces trois principes, je propose trois piliers : la paix, la limite et la subsidiarité dont je vais expliquer le contenu avant de voir comment ils peuvent se concrétiser.

1- La paix

La paix... Existe-t-il un mot plus banal ? Et pourtant il est incroyablement alternatif, tant la conception guerrière de la vie s'est imposée dans quasiment tous les domaines : La vie personnelle est perçue comme un combat ; pour se faire une place, il faut savoir se battre ; ce que l'on appelle l'économie de marché et la libre concurrence sont en fait une véritable guerre qui fait quantité de dégâts matériels et surtout de victimes ; dans le domaine politique, la démocratie est conçue comme la « victoire » d'un « camps » sur l'autre, et les partis ressemblent souvent à des armées en « campagne »...

Pourtant, si le but de la guerre est la victoire des plus forts, peut-on réellement penser qu'elle est conciliable avec la démocratie, dans le sens de « gouvernement du peuple » ? Question plus délicate encore : L'état de guerre permanente et totale est-il compatible avec la situation d'urgence planétaire actuel ? Peut-il y avoir une conception pacifique de l'économie, de la politique... et tout simplement de la vie ?

Oui, car la démarche de « société », c'est la paix. Voici l'histoire de hostis et de hospes :

La relation à l'autre est quelque chose de fondamental, d'attirant, de vital, mais aussi d'angoissant ; l'altérité est difficile, car l'autre, tout autre, est d'abord perçu comme potentiellement hostile, en latin on disait «hostis». Deux alternatives se présentent alors : la guerre ou la société.

La logique de la guerre, c'est « ou toi ou moi » ou « ma vie sera ta mort » (l'inverse revient bien entendu au même) ; c'est une logique du sacrifice qui peut être tout aussi bien militaire que politique, économique ou religieuse. Dans cette démarche, le bonheur des uns est inenvisageable sans le malheur des autres.

La logique de la société, c'est « toi avec moi » ou « ma vie sera ta vie » ; c'est une logique de solidarité qui signifie que l'on est plus solide ensemble. Celle-ci est ancrée dans l'éthique ou la philosophie de la faiblesse. La conscience de la faiblesse peut être le lieu du désespoir, mais peut aussi devenir le choix de la solidarité : c'est parce que je suis faible que j'ai besoin de l'autre. C'est là le fondement de la société, mot tiré du latin « socius » qui désigne « l'autre avec lequel je passe un accord pour un vécu commun ».

La logique de guerre ne voit en l'autre que « hostis », l'ennemi, réel ou potentiel. La logique de la société voit en l'autre « hospes », l'hôte, mot extraordinaire qui désigne tant l'accueillant que l'accueilli, peut-être parce que dans toute société qui se respecte, chaque membre doit être alternativement l'un et l'autre. La société est ainsi basée sur le changement de regard porté vers l'autre : l'ennemi potentiel, l'étrange autre, l'étranger peut devenir un hôte, un allié, un partenaire.

Une expérience a peut-être favorisé cette conversion du regard : l'asile ou l'accueil du réfugié, de la victime des guerres et des persécutions. Le réfugié est en effet une figure particulière et contradictoire, car il est à la fois perçu un danger potentiel en tant qu'autre (hostis), et il est lui-même en danger. Ainsi, l'accueillant potentiel et l'accueilli en demande, se retrouvent faire la même expérience de la peur de l'autre ; ils se découvrent alors semblables « craignent avec raison d'être dépouillés » de leur dignité, de leurs biens ou de leur vie. Tous les deux deviennent alors des hospes, des alliés « pour un vécu commun ».

L'hospitalité est l'alternative à la guerre, elle constitue le mouvement de base de la société, de toute société. Cela se traduira par des expressions comme « Tu es ici chez toi », « Fais comme chez toi »,

« Tu seras toujours chez toi », car l'hospitalité chasse les frontières temporelles et spatiales ; il n'y a plus de « chez toi » ou de « chez moi », mais un « chez nous » commun qui fait de l'humanité une même famille et de la terre une seule maison.

2- La limite

Comme je l'ai abordé à propos de l'urgence planétaire, l'idéologie des Lumières a fait de l'illimité une valeur : absence de limites dans les domaines de recherche et ses applications[29], dans la possibilité d'accumulation de capitaux et de biens, dans l'utilisation des ressources de la nature[30]... et voilà qu'à partir des années 70, nous allons découvrir que l'absence de limites devient problématique et même source de nombreux risques majeurs pour l'humanité, que ce soit la sur-exploitation des ressources, source de pollutions, ou la sur-accumulation, source de crises financières, ou la superposition de pouvoirs, source de totalitarismes...

Nous sommes en train de nous rendre compte que le domaine de l'humain, c'est la limite et la faiblesse ; et qu'au contraire, l'infini est le domaine du divin -que l'on y croit ou pas-. Lorsqu'il veut se situer lui-même dans ce domaine de l'infini -infini de l'avoir, du pouvoir, du savoir...- l'être humain se prend pour une divinité et devient irrémédiablement (sans mauvais jeu de mots) démoniaque et totalitaire[31].

Au fond, nous faisons l'expérience que si «notre liberté s'arrête là où commence celle d'autrui », la limite est la condition essentielle de la liberté, la seule qui mérite ce beau nom : la liberté de faire le bonheur des autres, de tout autre.

3- La subsidiarité

Le principe de la subsidiarité a deux aspects :

- Il consiste tout d'abord à essayer de résoudre les problèmes au niveau où ils se posent. Cela signifie par exemple que nous n'allons pas demander à Bruxelles de résoudre des problèmes locaux de voisinage, et qu'à l'opposé les risques majeurs qui se posent à l'ensemble de la planète doivent être posés au niveau d'une instance mondiale.
- Il invite également à n'utiliser tel ou tel moyen que dans la mesure où l'on en a besoin, où il est véritablement nécessaire. Ainsi en est-il de la monnaie, de telle technologie, de tel moyen de transport, etc.

La subsidiarité est en fait une façon de créer un autre rapport aux choses en les utilisant en fonction des besoins, au lieu de les exploiter au maximum pour les transformer en richesse financière, à l'image des alchimistes du Moyen Age ; un autre rapport aux biens, en les empruntant le temps nécessaire, au lieu de se les approprier pour la nuit des temps. Il s'agit de sortir de la culture infantile et infantilisante du désir-roi, du désir nombriliste et souvent égoïste qui atrophie notre relation à autrui. Le désir et le plaisir sont avant tout un cadeau offert à l'autre ; leur fin est le bonheur partagé ; ils sont pervertis dès lors qu'ils sont instrumentalisés pour le profit.

La subsidiarité est une voie pour sortir de la relation fétichiste au monde qui se traduit par le fait que nous sommes possédés -dans le sens religieux du terme- par ce que nous voulons posséder. La subsidiarité est, en ce sens, un chemin de libération et d'émancipation.

---

[29] A propos des limites souhaitables et au moins à débattre, on peut évoquer par exemple la bombe nucléaire ou à fragmentation, le klonage... Les divers comités éthiques essayent aujourd'hui de palier ce manque.

[30] Il ne s'agit pas pour moi de prôner un nouvel obscurantisme, mais le principe de précaution et d'humanité, c'est-à-dire la primauté du bien-être de chaque humain sur la recherche, la technologie, le commerce, l'enrichissement...

[31] Hannah Arendt, dans sa remarquable étude sur le totalitarisme, dit que l'essence du totalitarisme n'est pas de penser que tout est permis -ça, c'est le voyou-, mais que tout est possible, ce qui est un pouvoir divin en soi.

EN CONCLUSION

Quand nous parlons de changer le monde, nous nous engageons à changer d'échelle pour aborder les défis majeurs qui menacent l'humanité.

- Les solutions se posent en termes globaux ; il ne s'agit pas simplement de changer de modèles économiques, ni seulement politiques, mais de modes de vie ; il faut tout repenser.

- Les solutions se posent ici et là-bas ; elles ne sont pas d'abord à dimension nationale, même si elles passent aussi par ce niveau. Les notions de frontières et de souveraineté nationales sont complètement à revoir.

- Les solutions passent par des changements, des efforts demandés à tout le monde, même s'ils n'auront pas la même portée pour chacun. Il est évident que les plus aisés, les plus pollueurs, auront le plus à changer, mais les comportements à risque concernent aussi les plus pauvres sur la planète[32].

V. LES ETAGES DE LA MAISON COMMUNE

Outillé de ces principes qui sont comme les fondations d'une maison (oikos en grec, qui se retrouve notamment dans éco-nomie = la règle de la maison et éco-logie = la connaissance de la maison), et de ses piliers, nous pouvons essayer d'en bâtir les étages. J'en ai retenu cinq importants, mais ça n'est pas limitatif ; il faudrait y rajouter les étages de l'éducation, de la culture... et d'autres encore. Chacun peut s'y essayer.

En termes de démarche, j'ai essayé d'appliquer à chaque étage la règle des principes et des piliers. Pour chaque domaine, je me suis demandé : Que donne les principes d'égalité, d'unicité et de responsabilité ? Comment peut s'appliquer la règle de la limite, de la paix et de subsidiarité ? On comprend bien que ces principes et ces piliers sont interdépendants et cohérents entre eux. Ils sont en même temps complémentaires par colonne : La subsidiarité permet l'exercice de la responsabilité (je rappelle qu'elle est une alternative à la logique de pouvoir dont souffre actuellement le politique), tant au plan local que mondial. La notion de limite permet de faire de celle d'égalité autre chose qu'une bel idéal ; on la retrouve dans l'affirmation que notre liberté s'arrête où commence celle d'autrui. La paix est sans doute l'unique moyen d'arriver à vivre heureux sur une même planète, et membre d'une même humanité.

S'agit-il là d'un « système » ? Oui dans le sens où c'est un ensemble qui veut être cohérent ; mais je sais que les « systèmes » font peur à juste titre, après les expériences totalitaires du XXème. C'est pourquoi je précise bien que je n'ai pas choisi des principes pour les appliquer ensuite à la réalité ; j'ai eu au contraire une démarche inductive, c'est-à-dire que j'ai essayé de voir, à partir des expériences et recherches alternatives que je connaissais, quels étaient leurs ressorts, leur socle. Par ailleurs, je ne crois que l'on puisse penser en dehors de tout cadre de référence, philosophique, éthique, voire religieux. Rolland Barthes disait que tout le monde regardait le monde et la vie avec des lunettes idéologiques, c'est-à-dire à partir d'une certaine représentation du monde et de notre place dans celui-ci. Le problème n'est donc pas l'idéologie en soi, mais l'idéologie qui justifie la domination, le malheur des autres, fussent-ils une minorité. Si c'est un « système », il est complètement ouvert et provisoire, il a la fonction que Paul Ricoeur attribuait au symbole : « aider à penser », ce qui est une façon d'être humain.

Avant de bâtir les étage, je dois en dire quelques mots, car le « système de référence » que j'ai présenté leur donne un certain sens. J'entends par :

– Mode de vie, l'art de rechercher son propre bonheur en faisant celui des autres.

– Politique, l'art de gouverner les biens communs en tenant compte de tous et en associant tous ceux qui le souhaitent.

– Economie, l'art de faire des économies -de temps, d'énergies, de matières- pour gérer les biens

[32] La pauvreté est l'une des causes de la déforestation et de la désertification.

universels en vue du bien être collectif, présent et à venir.

- Finance, l'art de favoriser les échanges économiques, culturels et relationnels, au moyen d'outils multiples et maîtrisables, permettant de franchir les distances spaciales et temporelles .
- Sécurité, l'art de créer et préserver la paix dans la justice.

VI. « JE FAIS UN REVE »

A la façon de Martin Luther King, mais sûrement pas avec autant de brio, j'aimerais avec vous faire un rêve en rajoutant, avec le poète nicaraguayen Peter Rezé : « C'est seulement un rêve, mais si nous rêvons tous, peut-être demain sera un jour différent ».

1- La vie personnelle

- On ne travaille plus que 20h/semaine.

D'après Roger Sue[33], les Français ne consacrent plus, en moyenne, que 14% de leur vie éveillée à un emploi salarié. Par ailleurs, un groupe de chercheurs français et allemands affirmaient, à la fin des années 80, qu'au rythme actuel de la hausse de la productivité, 14h, voire 12h/semaine et par actif seraient nécessaires pour faire fonctionner nos sociétés occidentales.

- On met en place un « revenu d'existence » inconditionnel qui complète le salaire et permet à terme le partage de l'emploi.

Il permet de ne pas peser sur les entreprises, et maintient -dans certains cas augmente- le pouvoir d'achat et par là même l'économie. Cela réduit également les écarts de revenus puisqu'ils se jouent sur la base d'un mi-temps par rapport à aujourd'hui.

- Le temps non-salarié est consacré à l'auto-production et l'échange, l'engagement dans une ou des associations, un syndicat, un parti, sur le quartier et au-delà, (à la famille, à soi-même sous la forme de pratiques diverses (sport, musique, lecture, études, etc...).

Cela représente un apport important pour la vie économique, et retisse les liens sociaux.

- On promeut un mode de vie basé sur la simplicité de vie (le « vital » + le « luxe nécessaire » comme l'art, le sport, l'engagement...) ; sur l'utilisation collective d'appareils et outils ;

2- La vie politique

Elle est favorisée par la baisse du temps de travail salarié

- A côté de toutes les instances de décision, sont mise en place des conseils consultatifs ouverts à tous les citoyens qui le souhaitent.

Cela favorise la rotation des responsabilités, évite de nombreux dérapages, responsabilise et permet un meilleur contrôle de la réalisation des décisions.

- Le système du budget participatif expérimenté à Porto Alegre peut être étendu à quasiment toutes les formes d'organisation.
- La citoyenneté repose sur la résidence effective ; les étrangers y ont donc accès.
- La démocratie reposant sur le débat public, un nouvel ordre de l'information est créé ; les médias ne sont plus de l'ordre du marché.

[33] Dans « Temps et ordre social »

COMMENT AGIR ENSEMBLE POUR CONSTRUIRE UN MONDE SOLIDAIRE, SOUTENABLE ET FRATERNEL

VISION DE MME CLAIRE VILLIERS, Vice présidente de la région Île-de-France

L'éducation populaire est au cœur du dialogue entre l'individuel et le collectif. On inscrit les désirs dans une perspective collective.

La deuxième chose qui est extrêmement importante, c'est que l'éducation populaire se dit populaire. Or le peuple est un agent politique. On assiste aujourd'hui à une dictature des experts qui ont un rôle idéologique.

La troisième chose que je voudrais dire : ce souci que vous avez de lier l'action concrète à la construction d'un projet plus global et le levier d'une concertation qui se construit [par en bas]

Nous devons avoir la conscience de l'urgence dans laquelle nous sommes.

Il ne s'agit pas de construire de l'utopie. L'utopie c'est de [croire que le marché va réguler la planète]. Alors qu'on est en train de détruire la planète, [d'accroître formidablement les inégalités, de multiplier les exclus]. Il faut répondre à l'urgence par un projet plus général.

Il ne s'agit pas seulement d'un projet politique et d'un champ politique. La défiance par rapport au politique [est liée à cela]. La crise est une crise des représentations politiques.

Les hommes politiques peuvent faire ce qu'ils disent. C'est une bonne leçon pour les citoyens.

Le champ politique n'est pas un chaud partisan. Nous faisons de la politique tout le temps.

Il y a une conception de la démocratie à reconstruire. Cela passe par un projet, un programme, des hommes politiques. Nous devons avoir l'ambition de reconstruire.

Enfin les citoyens peuvent agir.

VISION DE GUSTAVE MASSIAH, ATTAC, CRID, CEDETIM

RECIT agit pour le renouvellement de l'éducation populaire, de l'éducation citoyenne, ce travail à fédérer un grand nombre d'actions. Ce travail trouve son sens dans une perspective de transformation de la société, car ces actions répondent à des situations insupportables. C'est contre ces situations insupportables qu'on décide d'agir. La mise en lien, la mise en perspective de ces actions, c'est un projet que peut porter RECIT.

Nous devons prendre conscience des liens entre toutes ces situations insupportables. Elles participent à un même système et ce système est toujours du mondial.

Quelles sont les forces antisystémiques, celles qui s'opposent au système et ne se contentent pas d'en atténuer les effets ? Ma proposition est que ces forces sont représentées aujourd'hui par le mouvement altermondialiste. Pas seulement par une organisation particulière, mais par l'ensemble de ceux qui ne considèrent pas ce système comme inéluctable, qui pensent qu'il peut être dépassé et qu'une autre mondialisation est possible. En disant cela nous refusons la fin de l'histoire nous pensons qu'il est possible encore de l'écrire. Cette démarche est possible à différents niveaux : local, national et mondial.

Le mouvement altermondialiste s'inscrit dans une perspective qui est celle des luttes sociales depuis deux siècles, du mouvement ouvrier, de la décolonisation et du mouvement de mai 68. Que ces mouvements sont porteurs des libertés et de la démocratie. Il s'inscrit dans cette perspective et il la renouvelle, car la situation est nouvelle.

Ce qui est important c'est cette convergence autour d'une orientation commune, que vous organisez au niveau des actions menées par chacun, mais qui doit s'organiser à différents niveaux. Cette même convergence est celle des forums sociaux mondiaux. Elle repose sur un refus de la régulation par le

marché, l'accès aux droits pour tous. La question de l'accès aux droits est une question centrale. Elle se traduit par une création collective, pour savoir vers quelle démocratie nous allons. La construction du projet démocratique et l'affaire de tous. Nous sommes tous des créateurs. La question de l'expertise citoyenne, que vous soulevez à juste titre, ouvre de ce point de vue des perspectives importantes.

En conclusion, je voudrais souligner que votre action est porteuse de sens. Elle doit s'inscrire dans une histoire qu'elle contribue à écrire. Nous devons travailler tous ensemble pour savoir dans quelle histoire nous voulons nous inscrire.

CONCLUSIONS DES RENCONTRES PAR FRANÇOIS AUGUSTE, Vice président de la Région Rhône-Alpes

Je voudrais d'abord féliciter les responsables de RECIT d'avoir pris cette initiative des troisièmes rencontres de l'éducation citoyenne, qui se tiennent cette année à Grenoble. Je veux aussi les remercier de m'avoir invité à les conclure. Cela est en lien direct avec la qualité des relations que nous avons nouées ensemble et des convergences fortes que nous avons établies sur la conception du monde et de la démocratie participative. J'ai pu le constater lors de nos discussions, en lisant les principes de votre charte et à travers les débats de vos rencontres.

Je suis assez d'accord avec Patrick VIVERET lorsqu'il dit que la victoire de la droite à l'élection présidentielle est une victoire par défaut. La situation actuelle s'explique par un double phénomène :

- d'une part cette droite a montré une capacité, une intelligence à saisir les aspirations de nos concitoyens en matière de pouvoir d'achat, de travail, de sécurisation, d'une nouvelle manière de gouverner, etc., tout en apportant à ces aspirations des réponses soit de façade, soit régressives, ultralibérales. Mais tout indique que les yeux vont s'ouvrir progressivement au fil des reniements et des dégâts de cette révolution conservatrice en cours.

- d'autre part, effectivement, on constate en face une absence d'alternative et de perspective progressiste vraiment transformatrice et rassembleuse, une incompréhension des causes profondes de l'échec de 2002. Que nous disent les Français depuis 2002 ? Qu'ils préfèrent l'original à la copie. Autrement dit toute velléité de vouloir aménager, réguler le capitalisme pour soi-disant l'améliorer est vouée à l'échec. L'alternance ne fonctionne pas si elle n'est pas une alternative.

Je suis également d'accord avec Jean-Pierre CAVALIE quand il parle d'une crise majeure qui appelle un changement radical, tout en montrant que les bouleversements en cours sont aussi une chance pour pouvoir construire du neuf. Des pistes se sont dégagées de la multiplicité des expériences et des actions. Je pense que ce qui est important ce n'est pas seulement de construire des contre-pouvoirs, c'est de parvenir à partager les décisions et le pouvoir. Jean-Pierre CAVALIE insiste sur le respect de la diversité est aussi sur la nécessité d'une union dans la diversité. La question de l'unité des exploités, des précaires est devenue décisive face à un pouvoir et des patrons très proches, qui s'emploient avec l'aide des médias à diviser les salariés entre eux, les Français et les étrangers, le public et le privé, les précaires et ceux qui sont stables, les jeunes et moins jeunes, etc.

Pour construire une alternative, il faut un projet de transformation en rupture avec le capitalisme et son système politique. Là aussi je suis sensible à ce qu'a dit Patrick VIVERET sur la question du rapport au pouvoir. La démocratie participative peut constituer un nouveau projet politique. Elle est susceptible d'inventer un nouveau système de représentation fondé sur un partenariat entre trois légitimités : celle du suffrage universel, avec ses élus, celle des citoyens organisés (syndicats, associations, partis politiques) et celle des citoyens non organisés, pour lesquels il faut inventer de nouveaux espaces de participation.

La construction de cette nouvelle République repose sur trois piliers :

- la démocratie sociale, surtout les lieux de travail. Il y a beaucoup de progrès à faire de ce point de vue.
- la démocratisation des institutions : parité, proportionnelle, non cumul des mandats, statut de l'élu, rôle accru du Parlement, etc.
- la démocratie participative du local au mondial :
  - dans la gestion de toutes les collectivités territoriales
  - dans une élaboration citoyenneté loi est une pratique régulière des référendums
  - dans notre contribution à l'impulsion de la démocratie participative en Europe et à l'échelle mondiale.

Cela implique de se battre, ici et ailleurs, pour obtenir un nouveau droit fondamental : le droit des citoyens à participer aux décisions qui les concernent, jusqu'à son inscription dans la Constitution et dans les lois. Cela s'appelle le partage du pouvoir avec le peuple. Dans ce sens, je pense que la démocratie participative est porteuse de radicalité, de rupture, de construction d'alternatives. Nous ressentons tous le besoin de ne pas en rester au local, d'articuler notre pensée et notre action à tous les niveaux où se prenne des décisions, depuis la commune, la région, jusqu'au plan national, européen et mondial.

Au début de mon mandat, en 2004, il y avait beaucoup de scepticisme par rapport à la démocratie participative, aussi bien chez les élus que parmi les habitants de la Région. Je crois que nous avons démontré, en peu de temps, que la Région est un espace pertinent pour créer et développer des chantiers de démocratie participative avec les citoyens, dans les territoires, à l'échelle régionale même mondiale, comme l'a montré la rencontre mondiale de la démocratie participative qui vient de se dérouler à Lyon avec 1500 participants. Cela est encourageant, car si on réussit au niveau d'une Région, on peut également réussir en France, en Europe et dans le monde.

Ce dernier point me servira de conclusion : l'action au niveau mondial devient indispensable. Vous ne vous êtes pas trompés de thème en vous donnant comme objectif de « devenir citoyens et acteurs d'un monde solidaire ». Je pense même que la démocratie participative, la participation des citoyens à la décision publique va devenir une question mondiale et peut-être la voie principale d'une alternative.

SYNTHESE ET NOTE D'AMBIANCE A L'ISSUE DES ATELIERS

Par Paul BRON, directeur de l'ADATE

TENDANCE ET LIGNES DE FORCE ENTRE LES ATELIERS

Nécessité de réapprendre l'utopie.
Acquérir une éducation qui forme à l'action, mais qui est aussi un lieu d'affrontement.

Richesse et complexité du travail en réseau
Qui donne de la force dans le plaidoyer et qui offre d'autres façons de travailler et où les hiérarchies sont horizontales et non pas verticales.
La complexité du travail en réseau due aux facteurs interculturels, la distance, la difficulté de pérenniser l'action dans la durée.
Mais trouve une nouvelle façon de travailler et de permettre la transparence dans les enjeux, transforme la difficulté des réseaux en atouts. Cependant, il ne faut pas confondre responsabilité et pouvoir.
LE travail en réseau peut permettre le multipartenariat menant à une action plus pertinente en prenant en compte les ressources locales, les besoins et les ressources disponibles.
Espace de rencontre
Le travail dans les ateliers était un temps de convivialité, de participation, de mixité qui permet de changer le regard et de reconsidérer ses propres représentations.
Et cela que ce soit des rencontres entre journalistes et associations au niveau des médias ;

- Que ce soit des rencontres des jeunes ;
- Que ce soit des échanges d'expériences entre parents, enseignants et enfants pour rétablir une confiance réciproque ;
- Que ce soit pour renforcer les passerelles intergénérationnelles.

Nécessité de la formation

Organiser des cycles de formation à l'interculturel en direction des institutions ;
Organiser la formation d'échange et de réflexion sur les médias avec trois regards et trois postures différentes, celle des associations, celle des journalistes et celle des intellectuels.

Importance de la pratique culturelle
Pour permettre une relation à soi, aux autres et au monde, gage d'une éducation citoyenne prenant en compte les dimensions relationnelles, émotionnelles et de l'imaginaire.

Besoin d'outils et de textes fondateurs, nécessité de capitalisation

Elaborer une charte pour l'action dans le domaine de l'économie solidaire ;
Constitution d'un agenda 21 scolaire auprès des maternelles avec des passerelles parents et acteurs locaux ;
Besoin d'une charte de référence porteuse d'émancipation et de transformation sociale ;
Site web/blog qui servent de répertoire, de lieux de référence.
Espaces ressources de diffusion d'informations et d'outils ;
Nécessité de capitaliser les expériences pour éviter tous les 5 ans d'avoir à réinventer des pratiques et permettre une appropriation par les générations suivantes.

Quelques pistes fortes à l'issue des réflexions en ateliers

La démocratie est un processus toujours en danger, à réinventer, à construire et à protéger en permanence qui associe le gouvernement (décisions) et la gouvernance (propositions des personnes concernées, consultation, transversalité et réseaux). Elle exige du temps et donc une nouvelle perception de l'organisation.

Pour favoriser les propositions, il faudra créer :

- Des conseils consultatifs ;
- Des conseils économiques et sociaux (conseils de développement) qui peuvent rassembler des acteurs économiques et associatifs pour faire remonter les propositions.
- Créer des instances de consultations populaires.

L'action sociale pour être citoyenne doit être repositionnée dans un tryptique entre politiques, professionnels et usagers.
Ce qui interroge les pratiques professionnelles : horizontalité de la relation entre citoyens et usagers ;
Ce qui interroge le risque démocratique, la coopération avec les usagers peut apporter visions, analyses et propositions différentes des représentations.

L'interculturel passe par la rencontre spontanée ou volontariste avec ou sans médiation.
Comment créer les conditions de cette rencontre ?

- En amont : Respect des deux parties prenantes de la rencontre et tenir compte du désir et des besoins de chacun dans la réciprocité. Importance de la préparation et du sens de la rencontre.
- Pendant : Ecoute et adaptation permanente à la situation, accueil de l'imprévu qui peut reconditionner le projet. Trouver la bonne distance pour que la rencontre soit possible. Acter ce qui émerge et laisser une trace.
- En aval : Accepter la non maîtrise de qui s'approprie quoi et la fécondité qui en résulte. Accepter de faire le choix de ne pas avoir d'exigence et de résultat systématiques. Créer les conditions pour que les expériences circulent et soient accessibles et puissent permettre à chacun de recréer, de réinventer et non de reproduire.

Consommer responsable ne veut pas dire équitable. Il y a besoin d'une transversalité entre les différentes thématiques : agriculture, énergie, alimentation, santé. Nécessité de clarifier la complexité de notre approche globale qui intègre différentes dimensions.
S'appuyer par exemple sur une plateforme de la consommation pour que les institutions puissent identifier une tête de réseau (exemple la plateforme genevoise 'Apus').

Les phrases et expression qui ont le plus frappé

- On est sûr de perdre les combats qu'on n'a pas mené ;
- Les citoyens ont le droit et le devoir d'ingérence sur les pratiques des entreprises ;
- Allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté ;
- Bouger dans l'espace pour bouger dans sa tête ;
- L'interculturel c'est la fécondité ;
- Traiter le social par le social permet de subsister, traiter le social par le culturel permet d'exister ;
- LE pouvoir d'achat et le non achat est une pouvoir d'action ;
- Vivre simplement pour que les autres puissent simplement vivre ;
- La transmission c'est le transfert, la transformation c'est l'énergie et le mouvement ;
- « Comment pouvons-nous devenir des femmes et des hommes merveilleux ? » Albert JACQUARD ;
- « Le droit de vivre debout dans la vie est central bien plus que tous les autres risques de la planète » Patrick VIVERET

ATELIERS PRATIQUES, ARTISTIQUES

ATELIERS PRATIQUES

1. OUTIL PEDAGOGIQUE POUR EDUCATION A LA PAIX, Séverine AMIAUX, Ecole de la paix, Grenoble

Cet atelier exploratoire d'initiation à la régulation des conflits a rassemblé 25 participants lors des rencontres.

Le pôle "Education" de l'association intervient dans le domaine de la prévention de la violence en milieu scolaire de l'école primaire au lycée. Pour cela, nous proposons des outils pédagogiques et des formations. Nous nous servons de l'imaginaire dans notre pédagogie pour concourir à l'enrichissement des représentations mentales de chacun. Ainsi que ce soit à partir de nos outils pédagogiques ou de nos formations, l'objectif est de favoriser l'expérience afin de construire de nouvelles images mentales donnant naissance au processus de symbolisation, source de la capacité à penser.

Deux outils disponibles : "le sentier de la guerre ou comment l'éviter" pour les 10-14 ans et "j'y vais, j'y vais pas" pour les 7-10 ans.

Quant à nos formations, nous intervenons en écoles primaires sur les thèmes de "la loi et l'autorité" et "les comportements sexistes et violences sexuelles", il s'agit d'un projet copiloté avec la ville de Grenoble depuis 2004. Au collège et au lycée, la demande s'accentue sur les violences verbales. Un module de formation a été co-crée avec une équipe pédagogique de lycée professionnel en 2006/2007. Nous continuons à former les équipes pédagogiques et animons (avec des enseignants déjà formés) ce module auprès des secondes pour cette année. Ce module a été adapté pour des 4èmes de collège.

Pour consulter des fiches d'expériences je vous propose le dossier de l'Ecole de la paix sur le site www.irenees.net ainsi que le site de l'association : www.ecoledelapaix.org

2. LOGICIELS LIBRES, Samuel CHOPIN, EVE, Grenoble

Un **logiciel libre** est un logiciel dont la licence dite libre donne à chacun le droit d'utiliser, d'étudier, de modifier, de dupliquer, de donner et de vendre le logiciel. Richard Stallman a formalisé la notion de logiciel libre dans la première moitié des années 1980 puis l'a popularisée avec le projet GNU et la *Free Software Foundation* (FSF).
Depuis la fin des années 1990, le succès des logiciels libres, notamment de Linux, suscite un vif intérêt dans l'industrie informatique et les médias[1]. Les logiciels libres constituent une option face à ceux qui ne le sont pas, qualifiés de « propriétaires ».

3. ATELIER DE LECTURE, Smaille BENTALLAH, EVE, Grenoble

L'objet de l'atelier de lecture consiste, par la lecture des passages les plus importants du texte de lois lui même, de permettre de débattre afin de se forger une opinion personnelle et argumentée. Bref, de détenir les outils pour agir en toute connaissance de cause.
Ainsi il sera mis en place un atelier de lecture sur la récente loi de prévention de la délinquance (à titre d'exemple mais aussi car cette loi est très importante pour les travailleurs sociaux et toutes les organisations d'éducation populaire liées à cette thématique). Cette loi modifie de nombreuses pratiques institutionnelles et associatives, elle donne de nouveaux pouvoirs aux élus locaux et mets en place un contrôle social inquiétant car basé sur la délation et la soumission des travailleurs sociaux aux élus et aux institutions.

4. STRETCHING POSTURAL ET QI GONG, Antoine VALABREGUE, Ecole du possible, Paris

Corps et esprit ne sont que les facettes d'une même chose. La citoyenneté que nous imaginons passe par la responsabilité, qui s'applique notamment à la gestion de son corps. Le Qi gong et le stretching postural sont de puissants outils de bien être, dont nous aborderons quelques facettes.

5. ATELIER EXPERIMENTAL DE VOCALE CHIMIE Guilhem GABORIAU et Michel ARISTIDE, Paris

Comment assurer la juste participation de chacun dans nos groupes d'appartenance et d'action. Pas toujours facile de laisser de la place à l'autre, de prendre pleinement la sienne ou de se laisser enrichir par la rencontre pour créer ensemble. Au cours de cette expérience exploratoire et ludique, nous chercherons à ressentir cette justesse par la rencontre de nos voix, sans parole, sans effet, ou le moins possible mais avec des jeux de vibrations mimétiques, d'accordéon-nous et d'improvisations vocales.

6. QUARTOKOD, Dominik PICOUT, APTE, Poitiers

Découvrez les cartes d'information : un outil simple, utilisable par tous, pour réfléchir et organiser, collectiviser des informations, visualiser des phénomènes complexes, permettre l'expression de tous(tes). Venir au choix avec un papier/un stylo ou ordinateur portable

7. AQUAGRAPHIE, Maryse du SOUCHET ROBERT, RECit, Viroflay

L'aquagraphie est une technique d'aquarelle sur papier très mouillé. L'intérêt pédagogique de cette technique que l'on peut rapprocher du "jeu des nuages" est qu'elle éduque le regard et l'imagination à partir d'une proposition de création artistique. Celui qui peint réalise lui même ses 'images'.Il est actif, il apprend à voir à partir de taches colorées. L'aquagraphiste est invité à écrire un court texte (haïku par exemple) en relation avec l'aquarelle (selon la technique des ateliers d'écriture).

8. ATELIER PHILO, Sylvie BREL, Asphodèle, Paris

Dans un atelier philo, nous choisirons une question à discuter. Chacun prend part à l'animation : rechercher des définitions, rechercher des exemples et contre-exemples, rechercher des raisons, entre autres. L'objectif est d'apprendre à penser par soi-même, non pas d'apprendre des concepts philosophiques.

ATELIERS ARTISTISTIQUES

DECOUVERTE DU SLAM présenté et animé par Bastien Mots Paumés.

Le Slam est à la mode, mais de quoi s'agit-il ? Est-ce qu'on parle tous de la même chose ? Démonstration de SLAM, histoire, éthique, philosophie, enjeux citoyens et politiques d'un mouvement, d'une pratique.

Cette séance a regroupé une centaine de participants qui ont manifesté un grand intérêt au slam comme moyen d'expression. Bastien a pris le temps d'expliquer la pédagogie du Slam et a invité plusieurs participants à exprimer des réflexions, des envies, des colères à travers cet outil interactif et facile pour la compréhension et la transmission des émotions.

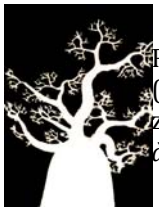
THEATRE ABSURDE ET DECALE : « DOMINO / É » présenté par la compagnie KOLEXI.

interventions artistiques tout terrain
KOLEXI

Création théâtrale sur le thème des rapports de domination à partir de textes de Louis CALAFERTE, Alejandro JODOROWSKY, Eugène DURIF : *« C'est un peu comme un jeu de dominos. Il y a de courtes scènes qui s'enchaînent et se répondent, quatre personnages qui changent de rôles au gré des situations. Il y a des dominants, des dominés, et ceux qui suivent le mouvement. Il y a des suites logiques, des ruptures inattendues et, parfois, ça s'effondre. Il y a des cartons, quelques bouts de tissus et du polystyrène expansé. C'est un peu comme un jeu de dominos, mais dans un univers d'humour grinçant à tendance acide. »*

Cette représentation a été un véritable succès lors des rencontres. Des artistes professionnels mettant en scène des problèmes concrets de tous les jours a suscité lintérêt des participants et leur a permis d'avoir envie de mettre en pratique cet outil indispensable aujourd'hui pour toucher tous les publics avec toutes leurs sensibilités.

CONTES DU MONDE présentés par Rahila Hassane



Rahila a développé des registres différents de contes : contes orientaux (Les mille et une nuits...), occidentaux (Barbe Bleue, Le Petit Poucet ...) et les contes africains. Elle raconte particulièrement les contes haussa et zarma (deux ethnies dont elle est métisse) adaptés de son Niger natal. « *Du merveilleux à l'éducatif et du sage à l'horrible, l'Univers de ses contes et de ses chants fait rêver petits et grands* ».

ATELIERS THEMATIQUES

A3. DEVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE DES TERRITOIRES ET PARTICIPATION CITOYENNE

Animation et préparation : Camille LENANCKER-FLANDRIN, UNADEL - Carrefour des Pays Lorrains ; et Daniel ROYER, Trait d'Union. Avec la contribution de : José DHERS, IDELIF – IRDSU ; Serge DEPAQUIT, ADELS ; Maurice JAKUBOWICZ ; Yves GORGEU, Mairie Conseils.

De quels nouveaux enjeux est porteur le développement durable des territoires ? A quelles conditions celui-ci est réellement porteur de participation des acteurs et des habitants ? Quelle éducation citoyenne nécessaire pour cela ? Avec quels besoins de travail en réseau ?

Cet atelier a réuni 20 personnes d'horizons divers dont trois Brésiliens, deux Québécoises et un Suisse, engagées à des degrés divers (institutionnel, associatif, bénévole ou professionnel,…) dans des politiques locales de développement durable : conseils de développement, associations de développement local, d'éducation à l'environnement, de droit au logement, agentes de développement rural, développement social urbain, agendas 21…

Les débats animés ont alterné avec des temps en petits groupes et des présentations d'expériences afin de suivre une progression entre les trois temps d'atelier : notre définition du DD et des valeurs que nous plaçons derrière, échanges d'expériences autour de trois témoignages et discussion sur les clés qui permettent de passer d'une prise de conscience des enjeux à un changement dans les actes, avant de conclure avec une « bourse d'échanges » sur les besoins et les richesses de chacun en termes d'informations et de contacts.

1. Définition et Valeurs

Après un tour de présentation qui nous a permis de mesurer la diversité des parcours, nous avons commencé par un travail en groupes sur ce que représente pour les participants le développement durable, en tant que personne, en tant que citoyen(ne) impliqué(e) dans des actions collectives et en tant que professionnel(le). Ce ne sont ici que des éléments de définition, notre objectif étant de partir de nos pratiques et non d'une définition canonique.

Pour le groupe, le développement durable :

- ⇨ s'inscrit dans le **temps** : ne pas détériorer la qualité de vie des générations futures, préserver les ressources de la planète en visant un **développement humain** (santé, éducation, développement du territoire, …) avec une qualité de vie pour tous => la « sobriété heureuse » peut être un moyen (incontournable ?)
- ⇨ **approche globale** : ce n'est pas seulement prendre en compte l'environnement mais bien en même temps et à égale importance les aspects économiques, sociaux (notamment culturels) et environnementaux de toute question
- ⇨ le **pouvoir d'action du citoyen** est énorme : importance de la sensibilisation et de la participation des citoyens et du sentiment d'appartenance à une communauté
- ⇨ la **volonté politique** est une condition sine qua non à toute réalisation
- ⇨ les progrès technologiques doivent profiter à chacun et au développement durable des territoires.

A suivi un exercice collectif sur les valeurs que nous portons à travers le développement durable, avec la méthode des post it : chacun écrit 3 valeurs sur 3 post it puis l'animateur les lit en essayant de les rapprocher.

Les deux valeurs les plus citées sont la **solidarité** et la **responsabilité**. Puis viennent le respect et l'éducation, la conscience, la participation et le partage (voir annexe 1).

2. Implication de la société civile, organisée et non organisée

Méthode des Rendez vous de l'éducation citoyenne : Témoignages d'expériences et questionnement collectif : contenu, impacts et méthodes

La société civile organisée :

Comment les associations peuvent elles prendre part au développement durable de leur territoire ?

- Jean François MERLING, le Collectif d'associations du quartier de la Villeneuve les Salines, La Rochelle

Le quartier de Villeneuve les Salines est le dernier quartier populaire construit à la périphérie de La Rochelle. Construit dans les années 70, il « bénéficie », au niveau de l'urbanisme, des erreurs commises dans la construction des grands ensembles des années 50. Sa particularité en ce qui nous concerne est que la municipalité de l'époque au lieu de le munir d'une « maison de quartier » a préféré financer une structure sans murs, un « Collectif des associations », qui a pour mission d'aider les groupes à se structurer, à mettre en œuvre des projets, à créer des liens entre les associations autour de leur territoire commun, pour un mieux être des habitants du quartier.

Ce collectif, association 1901 employant 4 personnes, publie un journal mensuel depuis 30 ans. Il réunit les associations signataires de sa Charte de Valeurs tous les mois sur des questions concernant le quartier (en moyenne 20 sont présentes sur 45) et organise chaque année pour la St Jean une grande fête avec les associations et les habitants (plus de 200 bénévoles en 2007).

En 2005, confronté à des difficultés et une baisse de participation, le collectif a centré son séminaire annuel sur la redéfinition de ses missions**. Identification des dysfonctionnements, définition d'actions correctives et objectifs à 3 ans** ont mené à la formation d'un groupe de suivi dont la mission est l'évaluation des progrès. Il s'agissait, **à partir d'outils d'évaluation partagés, de développer une vision partagée de l'évolution du collectif** et de ses relations avec les associations.

Jean François MERLING est membre du bureau de ce collectif et plus particulièrement chargé d'animer ce groupe de suivi. Le groupe s'attache à produire des outils permettant aux associations d'avoir une « vision partagée » de ce qui se fait et de la progression dans l'atteinte des objectifs définis, voire de rediscuter de leur pertinence. Jean François a partagé avec nous le sentiment qu'**autour de cette dynamique se développe plus de citoyenneté et de solidarité**. Les résultats de cette démarche sont là : hausse de la participation aux réunions et du nombre de bénévoles autour des actions du collectif.

Après ce travail sur la participation et l'évaluation en interne, le collectif souhaite maintenant travailler sur l'intégration de critères environnementaux dans ses activités. Après le succès de la fête de la St Jean 2007 organisée avec une association environnementaliste autour de la gestion des déchets, les associations ont sollicité des actions sur la sensibilisation à l'environnement en 2008.

« Capaciter » et reconnaître la maîtrise d'usage des citoyens

A quelles conditions un projet porté par une ville peut il être ouvert aux acteurs du territoire ?

- José DHERS, le Programme de Développement Social de Territoire du secteur Plateau Nord du Havre

En tant que responsable de ce programme de développement social urbain mené par la ville du Havre, José Dhers devait élaborer un plan d'action de manière concertée avec les acteurs du territoire … en un mois ! Dès le passage de la commande par la ville, la **contradiction** était visible **entre les valeurs affichées dans le projet et la réalité des moyens** consacrés par la ville à leur concrétisation.

Le temps est un ingrédient indispensable à la mise en place d'une démarche sincère de développement local durable, la réussite d'un tel projet dépend avant tout de la manière avec laquelle il sera mené. Les moyens d'animation d'un tel processus sont également supérieurs à ceux d'une élaboration en « huis clos administratif », ce que les commanditaires n'assument pas toujours,

ne mesurant pas à quel point **cette « perte de temps » sert à gagner du temps, de l'argent et de la légitimé dans la réalisation du projet.**

Un délai d'un an a été obtenu en optant pour une réelle concertation avec les acteurs organisés et institutionnels du quartier, relais auprès de l'ensemble de la population. Par contre les moyens matériels n'ont pas été suffisants. La définition du projet s'est basée sur un travail sur les valeurs des 120 représentants participants, aboutissant à 4 axes structurant le projet : éducation, environnement et cadre bâti, emploi et formation, vie associative et démocratique.

Les élus, qui ont au final le pouvoir de décision, n'ont pas entériné ce projet élaboré collectivement, preuve de l'importance d'une volonté politique dans tout projet, qu'il soit ou non directement porté par une collectivité. Néanmoins **le processus mis en place a créé des liens entre acteurs du territoire que les suites du projet n'ont pas pu défaire**. Et en interne à la collectivité, cette expérience a permis de faire reconnaître la compétence de « manager territorial » et de créer un poste sur les autres quartiers.

Quel rôle les associations peuvent-elles jouer pour stimuler le débat public et la « capacitation citoyenne » ?

- Daniel Royer, les débats citoyens à Mennecy, par l'association Trait d'Union

Créée depuis une vingtaine d'années, l'association a pour objet de **contribuer à l'animation de la vie publique locale** : organisation d'échanges, de rencontres et de débats publics ; édition du périodique "Trait d'union" ; site internet, … tout cela sur fonds propres (adhésions) et sans subvention aucune, dans un souci d'indépendance.

Créée pour soutenir les élus municipaux d'opposition (gauche), elle joue un **rôle d'observateur vigilant et de critique stimulant** vis-à-vis du conseil municipal de Mennecy et du conseil de la Communauté de communes du Val d'Essonne. **Porteuse d'éducation citoyenne**, elle s'attache à promouvoir dans la cité les principes qui animent toute action publique à finalité humaniste, sociale et démocratique ayant pour objectif un **meilleur "vivre ensemble"**.

Depuis 2001 ses missions ont évolué, avec notamment l'organisation de **débats publics**, sous forme de confrontations argumentées, entre le "citoyen moyen" de la commune et des catégories de citoyens mal ressentis ou mal intégrés, le tout avec la participation effective de la municipalité et des forces vives de la société civile. C'est ainsi, par exemple, que des débats fructueux ont été organisés sur trois sujets sensibles :

- les habitants sédentaires et les gens du voyage (participation d'un groupe de gitans) ;
- les handicapés dans la ville (témoignage de plusieurs handicapés moteurs) ;
- le monde des jeunes et le monde des adultes (préparation du débat public au sein du collège et du lycée, à l'aide de questionnaires élaborés par les élèves eux-mêmes).

Avec des résultats dans les têtes et sur le terrain : une aire de stationnement créée pour les gens du voyage ; mise en place d'une commission extra-municipale sur les difficultés des personnes à mobilité réduite à circuler dans la ville et les équipements publics avec des travaux en cours à la mairie.

Par ailleurs, à l'occasion de l'adoption du Plan local d'urbanisme (PLU), *Trait d'union* a pris l'initiative d'organiser un débat public sur ce thème, après dépouillement d'un questionnaire conçu par l'association et distribué dans tous les foyers de la ville. Pour enrichir le débat entre la municipalité présente et les habitants de Mennecy, *Trait d'union* avait fait appel, d'une part, à l'expertise technique d'urbanistes et d'autre part au témoignage de l'association *Regards d'habitants* de Grande-Synthe rencontrée à *RECit*.

Après les élections municipales, Trait d'Union veut organiser un débat public avec la future municipalité sur l'intérêt de lancer une démarche participative exemplaire pour l'élaboration d'un **Agenda 21 du développement durable local**. L'association s'est déjà rapprochée d'une association environnementaliste de la ville pour travailler ensemble sur ce projet, ce qui a permis de faire évoluer le partenaire vers la promotion du développement durable en général, au-delà du seul environnement. En amont, les différents candidats seront interpellés sur ce point au cours de la campagne électorale.

Comment sont gérées les démarches participatives au Brésil, dans des villes bien plus peuplées qu'en France ?

- Pompilio CANAVEZ, Maire de la « petite » ville d'Alfenas (100 000 hab.), région de Minas Gerais : exemple du budget participatif

Le BP est une partie du budget municipal dont l'affectation est décidée par la population de manière plus directe. A Alfenas, le BP représente 1% du budget municipal. Cela ne parait pas énorme mais il faut savoir que la constitution brésilienne impose un certain nombre de dépenses aux communes (25% pour l'éducation, 15% pour la santé) : il reste peu pour l'investissement.

Pour décider de la répartition du BP, la ville est divisée en 10 secteurs sur lesquels la population élit 2 délégués qui les représenteront dans les négociations. Ensuite les habitants peuvent présenter des projets, un sera sélectionné par secteur (vote). Une association aide à l'élection des délégués.

« Capacitation » des délégués : tous les citoyens sont sensés pouvoir participer à ce processus, quel que soit leur s moyens financiers et intellectuels. De ce fait, pour « capaciter » les délégués comme on dit au Brésil, un **partenariat** est signé par la ville avec l'Université pour les former au fonctionnement d'un budget municipal et d'un BP.

Afin de développer parmi les délégués une vision d'ensemble du territoire communal et des différents problèmes qui existent hors de leurs quartiers, ils sont emmenés en bus faire le tour des quartiers. Cela facilite une **vision globale du territoire** pour prioriser les projets selon les besoins, d'autant plus que beaucoup d'habitants ne sont jamais sortis de leur quartier. Enfin, la ville compense la perte de revenu en prenant en charge la formation et pourvoir aux besoins du délégué pendant son mandat.

La pérennité de ce dispositif au-delà des alternances politiques a été assurée par son inscription dans la « loi municipale ».

Qu'en est il de la participation des habitants au Québec ?

- Jacinthe MAILHOT, agente de développement rural, Québec :

Le « Pacte rural » québécois, qui concerne toute la province sauf les trois principales villes depuis 2002, oblige les municipalités à constituer des comités de citoyens s'ils veulent obtenir des financements de l'Etat (jusqu'à 80%). Les citoyens sont sensés porter les projets.

Les projets sont décidés lors des réunions mensuelles, après **un diagnostic du territoire, mené par les habitants** eux-mêmes (sondages, visites,…). Les agents de développement sont là pour accompagner ces groupes et leur apporter des outils (prendre des notes, organiser des réunion, présenter son projet,…). Toute **la difficulté réside dans la création d'un langage commun et le dépassement des intérêts particuliers** parfois contradictoires pour aller vers l'intérêt général.

3. Place de l'éducation et du travail en réseau :

Comment contribuer au développement durable des territoires ?

Nous avons déjà dépasser la « ligne rouge » au niveau écologique et le développement durable est peut être déjà un concept dépassé pour les pays occidentaux. Comment réagir face à l'urgence ? La sensibilisation est elle suffisante ? Dans quelle mesure ne faut il pas aussi prendre des mesures contraignantes pour faire face à l'urgence ?

Les mesures contraignantes doivent trouver leur place en parallèle d'un travail d'éducation individuelle car on est vraiment au pied du mur. Néanmoins il faut rester vigilant à **ne pas céder aux sirènes de la dictature écologique** dont la fin justifierait les moyens. Et ne pas oublier que si le développement durable nous propose de répondre à cette urgence, c'est uniquement dans le respect du bien être et des droits des générations présentes autant que des générations futures, dans le respect des valeurs démocratiques. Contredire ces valeurs dans les faits nous mettrait en incohérence avec les fondements du développement durable, au risque de sortir de notre « humanitude », comme le dit Albert Jacquard. En effet, ce n'est pas la planète qui est en danger, c'est

l'humanité. La planète a vécu des millions d'années sans humains et le fera encore longtemps. La question est : veut on poursuivre l'aventure humaine et dans quelles conditions ?

Alors quels sont les leviers d'action en tant que citoyens ?

Pour agir sur les pouvoirs publics/élus, les élections sont des moments propices pour **solliciter les élus** sur leurs engagements dans ce domaine. De même les pays et organismes internationaux ont tous des stratégies de développement durable, et de plus en plus de collectivités ont un agenda 21 local. Ces documents les engagent, permettent d'évaluer les actions menées et sont un cadre pour en proposer d'autres. Il est par exemple important de veiller à ce que les collectivités qui ont un agenda 21 inscrivent leur définition du développement durable dans les **cahiers des charges de leurs commandes publiques**.

La condition sine qua non de tout projet de développement local durable, c'est la volonté politique des élus. **Sensibiliser et former ces élus** est indispensable à l'évolution des politiques publiques. Mais c'est insuffisant. Après la décision politique, la mise en oeuvre dépend du bon vouloir et des compétences des services techniques en charge des projets. Du secrétaire de mairie au haut fonctionnaires, les « technocrates » ont en France le premier pouvoir de blocage des décisions politiques (cf. « Vous ne pouvez rien faire Mme la Ministre » de Corinne Lepage). **Former et sensibiliser les agents publics** est donc tout aussi incontournable.

Au niveau individuel, nous citoyens devons être force d'action, de proposition voire d'opposition et **créer des lieux de pouvoir citoyen** au besoin. Chacun a d'abord le devoir de **profiter des opportunités**, professionnelles et personnelles, quand on occupe des positions clé pour faire levier sur le développement durable.

Dans le même sens, il est important de commencer par **investir les instances démocratiques existantes**, afin de profiter de leur potentiel. Un certain nombre sont en effet sous investies et n'offrent donc pas tout le dynamisme démocratique qu'elles pourraient. C'est le cas des conseils de développement à l'échelle des pays, qui regroupent des représentants « de la société civile » en majorité non élus pour travailler sur les actions des pays.

De quoi a-t-on besoin dans un projet de développement durable ?

Au niveau individuel comme au niveau collectif, nous avons besoin **de repères, d'indicateurs d'évaluation** des progrès accomplis et des progrès à faire. Ils sont indispensables pour mesurer les impacts des projets de développement durable et ainsi pouvoir réorienter ou renforcer un choix, communiquer et sensibiliser à l'importance de cette approche. Des **indicateurs prospectifs**, et non statiques, qui prennent en compte toutes les dimensions d'une action (pas seulement les chiffres financiers, comme le fait le PIB). **Des outils à créer collectivement** pour nous donner une vision globale du chemin à suivre et des avancées réalisées.

Les définitions multiples et non fixées du développement durable permettent de toucher le grand public et toutes les composantes de la société en évitant l'image révolutionnaire qui fait peur. En même temps cette « indéfinition » implique une extrême **vigilance** chez ses promoteurs dans ce qui est qualifié, parfois à tort, de développement durable. En effet, certains projets disent prendre en compte « les trois piliers » (économique, social et environnemental) mais en considérant que l'un prime sur les deux autres et/ou en oubliant la démarche démocratique ou la finalité de développement humain.

Mise en réseau : bourse d'échanges

Afin d'amorcer la suite aux échanges de cet ateliers, nous avons terminé la dernière séance par une bourse d'échanges où chacun était invité à présenter au groupe les ressources (outils, savoir, savoir faire) qu'il peut partager, et celles qu'il recherche.

Ont ainsi été proposés des informations et outils sur la création et l'animation de comités de citoyens sur un territoire, des jeux et méthodes participatives (gestion associative, animation,…), une invitation à la mobilisation autour du Forum Social Mondial 2009 à Belén, Brésil, des documentation et outils de la Chaire de Recherche en développement territorial de l'Université du Québec en Outawais…. Ont été notamment demandés des informations sur le fonctionnement et les

compétences des collectivités locales, sur l'agriculture périurbaine, des échanges avec la France et le Québec, un rapprochement entre membres de conseils de développement participant à RECIT, etc.

Les fiches d'évaluation des participants soulignent leur intérêt pour les échanges d'expériences, notamment avec les Brésiliens et Québécoises, même si ces échanges auraient pu être plus approfondis, notamment pour faire d'avantage ressortir les éléments de méthodologie transférables à d'autres projets. Les participants sont conscients qu'il s'agissait là de l'amorce d'échanges qui doivent et qui vont se poursuivre au-delà.

ANNEXE 1 : Nos valeurs dans le développement durable

Valeurs « Cardinales » Attitudes (24)

- ⇒ SOLIDARITE/SOLIDAIRE (8) (…basée sur l'entraide)
- ⇒ RESPONSABILITE (7) (…individuelle)
- ⇒ EGALITE
- ⇒ EQUITE
- ⇒ PARTAGE (2)
- ⇒ RESPECT (3) (…de [des] l'Autre-s –
- ⇒ ECOUTE
- ⇒ VOLONTE

Valeurs de Participation citoyenne (13)

- ⇒ PARTICIPATION (2)
- ⇒ INTERVENTION du CITOYEN
- ⇒ CITOYENNETE
- ⇒ EDUCATION (3) (…populaire)
- ⇒ FORMATION
- ⇒ CONSCIENCE (2) (prise de … - …personnelle)
- ⇒ CONSCIENTISATION et CROISSANCE
- ⇒ SENTIMENT d'APPARTENANCE
- ⇒ IDENTITE CULTURELLE

Valeurs liées directement au Développement Durable (11)

- ⇒ VIE (4) (qualité de... - milieu de ... planète en danger – choix de ...)
- ⇒ VIVABLE (soc/env)
- ⇒ VIABLE (éco/env)
- ⇒ VIABILITE
- ⇒ EQUITABLE (soc/éco)
- ⇒ SOUTENABLE
- ⇒ POSSIBLE
- ⇒ RESPECT de la NATURE

Valeurs de « Gouvernance/Organisation » ? (10)

- ⇒ DEMOCRATIE
- ⇒ INTERET GENERAL
- ⇒ ORGANISATION
- ⇒ GLOBALITE/TRANSVERSALITE
- ⇒ LOI
- ⇒ JUSTICE SOCIALE
- ⇒ POUVOIR de CHANGEMENT
- ⇒ MILIEU de VIE et DYNAMIQUE
- ⇒ REFLEXION + ACTION COLLECTIVE
- ⇒ INTERCONNEXION (moderne)

ANNEXE 2 : Présentation de l'Union pour l'Habitat Populaire du Brésil

José Abraão et Donizete Fernandés appartiennent à l'Union Nationale pour l'Habitat Populaire (UNMP). Abraão est coordinateur de l'UNMP pour l'état de São Paolo, et Donizete est coordinateur fédéral (le Brésil est un état fédéral de 26 provinces).

L' UNMP est un mouvement populaire urbain qui se mobilise depuis les années 80 (issu du mouvement de la théologie de la libération et de Paolo Freire) pour que les personnes vivant dans des conditions précaires puissent accéder à un logement et à un niveau de vie décent. Cette réponse à un besoin vital des «Sans-Toit» s'inscrit cependant, dans une logique plus large. La recomposition du tissu social et communautaire, l'appropriation de pratiques collectives autogestionnaires et coopératives ainsi qu'une plus grande participation populaire au sein des politiques publiques sont autant de priorités défendues par l' UNMP.

Leur lutte, pour un monde sans exclusions sociales et pour le droit au logement pour tous, se traduit au quotidien par des négociations permanentes avec les pouvoirs publics. Parallèlement, l'occupation d'immeubles inutilisés et la construction collective de logements (mutirões) sont des moyens d'action courants.

La grande capacité de mobilisation et les valeurs fortes qui caractérisent le mouvement représentent un réel potentiel d'action. En l'espace de 10 ans, 30'000 logements ont pu être construits pour et avec les habitants des favelas, rien que dans l'Etat de São Paolo. La revalorisation du travail de chaque individu dans le respect de sa personne et de ses compétences, les liens de solidarité tissés entre les personnes marginalisées sont autant de facteurs qui permettent à de nombreuses familles de retrouver une place au sein d'une société qu'ils rêvent plus juste. En s'unissant et se mobilisant, il est possible d'apporter, une réponse concrète aux problèmes sans cesse croissants de l'habitat en milieu urbain.

Au Brésil les villes sont saturées et il y a un besoin impérieux de réforme urbaine pour une meilleure qualité de vie.

São Paulo c'est 17 millions d'habitants, 2 millions de chômeurs, 2 millions d'habitants vivant dans les 2010 favelas.

Pour Abraão et Donizete, dans les villes le développement durable ne peut se concevoir qu'à travers la qualité de vie de chacun (logement et environnement urbain et social). Pour cela, Donizete insiste sur l'importance de construire un nouveau type de citoyen, respectueux de l'environnement et qui profite aussi dans sa vie des avancées de la technologie. L'UNMP fait donc un travail d'éducation populaire pour la démocratie et pour une prise de conscience des enjeux de la mobilisation citoyenne.

Et le lien avec la campagne ?

Au Brésil, 80 % de la population est urbaine et c'est sur ce terrain que l'UNMP agit. En milieu rural ce sont les mouvements Campésino et des Sans Terre qui luttent pour obtenir une réforme agraire qui se met en place doucement depuis 15 ans. L'objectif est de maintenir 15 à 20 % des paysans à la campagne. L' UNMP soutient les réformes agraires et la lutte du Mouvement des Sans Terre par des manifestations quand c'est nécessaire. La communication est beaucoup assurée par des radios alternatives, communautaires.

L'organisation est financée par les contributions des membres, « les sans toits », par celle des universités, celle des communautés religieuses,... Ses statuts interdisent tout lien avec les partis politiques par autonomie, indépendance.

Pour plus de détail, voir la fiche expérience sur le site de RECIT, rubriques Expériences, www.recit.net.

A4. LE TRAVAIL EN RESEAU AU NIVEAU INTERNATIONAL, DIMENSION ESSENTIELLE DE L'EDUCATION CITOYENNE

Animation et synthèse : Charles MARCOS (LAFI BALA) ; Delphine LEROUX-ASTIER (Mondes Plurielles)

Synthèse des travaux sur les réseaux

Qu'est-ce qu'un réseau ? Quelles sont les difficultés que l'on rencontre lorsque l'on travaille en réseau ?

Réseaux internationaux d'éducation citoyenne

Condition d'existence :

- Problème à résoudre
- Compréhension des enjeux par tous les partenaires pour pouvoir répondre aux besoins réels
- Rencontres physiques
- Compréhension mutuelle ; idéal commun ; pouvoir échanger pour répondre aux besoins réels
- Bases communes
- Outils de travail pour échanger travailler à distance / échange d'expériences / partager des outils

Intérêt du réseau :

- Construire ensemble
- Force : plaidoyer, lisibilité, énergie
- Libérer la parole
- Horizontalité vs. Hiérarchie
- Valorisation du travail fait individuellement : donne du sens à ce que l'on fait dans son coin ; permet de diffuser des informations ; donne de la fierté à ce que l'on fait
- Coopération
- Permet d'éviter les erreurs par l'échange d'expériences

Difficultés du travail en réseau :

- Problème du financement des ONG et des réseaux
- Concurrence entre associations et entre personnes (ego vs. Collectif)
- Gérer la complexité du nombre, de la distance
- Motivations parfois différentes
- Non réciprocité dans les relations avec les partenaires du Sud (visas, accès à Internet etc.)
- Enjeux de pouvoir : récupération du réseau par quelques uns / appropriation / lutte politique / lutte de pouvoir ; rétention d'information ; abus de confiance (fraude)
- Difficile de faire fonctionner un réseau dans la durée ; stabilité du réseau, engagement collectif sur le long terme
- Difficultés de communication : interculturel, distance, langues étrangères

Théâtre forum : Suite à cette réflexion sur les réseaux, un jeu de théâtre forum a été mis en place pour illustrer les complexités et les difficultés de travail dans un projet de développement Nord-Sud. Le théâtre-forum est un outil au service du travail en commun, une méthode qui permet de mettre en oeuvre de façon critique les relations humaines entre les divers acteurs.

Découverte d'un autre outil : le Q-Sort

Le Q-Sort est une méthode pédagogique destinée à faire prendre conscience des préjugés, des représentations sur un concept donné. Il donne lieu à un échange sur les divergences et les convergences et permet une mise en débat.

Celui que nous avons fait portait sur « alimentation et développement durable »

Conclusions : L'atelier a abouti aux conclusions suivantes :

- il faut trouver de nouvelles façons de travailler en réseau : transparence des enjeux, formation de tous les acteurs sur les enjeux
- transformer des difficultés des réseaux en atouts
- modifier les rapports de force pour transformer les inégalités structurelles du système mondial
- co-opération réelle atour des besoins du sud et du nord

La question du lien entre action et réflexion revient sans cesse : on dit « il faut agir », « passer à l'action » ; or réfléchir est aussi une action. La réflexion est indissociable de l'action.

A5. L'ENGAGEMENT DES JEUNES : LES CONDITIONS D'IMPLICATION AU PROJET FINALISE

Des conditions d'implication au projet finalisé. A quelles conditions la réalisation d'un projet peut permettre de participer à la construction du monde et de se construire soi même ?

Animation et synthèse : Laurent LANYI, élu jeunesse La Verrière ; Abdesslam BADID (Centre social La Verrière) ; Laura LE GUEN (CRIPS –IDF) ; Maud DELEVAUX

1/ Comment les jeunes s'engagent aujourd'hui et quelles sont les conditions et modalités d'implication à l'échelle locale, nationale, mondiale, comment se mettent ils en mouvement ?

- **TOUR DE TABLE : présentation de chacun et explication sur les raisons quant à l'inscription à cet atelier.**
- **TOUR DE TABLE : sur la définition du terme jeunesse.**

Introduction générale

Je voudrais débuter mon propos en vous donnant une définition du terme jeunesse trouvé dans le petit Larousse : jeunesse : période de croissance et de développement, caractère de choses nouvellement crées ou établies et qui n'ont pas encore atteint leur plénitude.

La jeunesse c'est bien cela, une phase incontournable de la construction personnelle, et essentiel pour la construction humaine.

La jeunesse est un concept qui a travers les âges n'a eu de cesse d'évoluer, ainsi au moyen age la jeunesse se situait elle entre 11 et 20 ans, à 25 ans on était déjà un ancien. L'espérance de vie augmentant en même temps que les durées de formations le terme jeune a lui aussi subi toute une phase d'évolution. Jeune aujourd'hui c'est quoi de 11 à 35 ans de 10 à 40 ans ? d'ailleurs pour éluder ce débat on aime à dire ici et là que la jeunesse au fond c'est une question d'état d'esprit..ainsi on ne limite plus dans la durée le terme jeune.

A quel moment la jeunesse prend elle fin : le fait de quitter le domicile familiale constitue t'il le rite de passage via l'âge adulte ? le fait de commencer à travailler est il lui aussi le rite de passage qui permet d'accéder au statut d'adulte ?

Bref vous l'aurez compris on peut donner moult sens au terme jeune…

A chacun de s'approprier la meilleure définition..

Introduction de la sous thématique

On aime à dire que les jeunes sont plus spectateurs qu'acteur de leur destin et que par extension ils ne veulent pas s'engager..Est ce bien juste, ne voit on pas ici et là nombre de jeunes qui se mobilisent ouvertement sur les grandes questions de société exprimant ainsi une capacité de révolte face à ce qui peut paraître injuste tout en parvenant à promouvoir des solution alternatives.

Mais être acteur ça ne se décrète pas ça se construit mais avec qui et comment, là est tout le débat.. Dans les relations intergénérationnelles laisse t'on suffisamment de place au jeune public ? dans les relations décideurs – jeunes ne faut il pas imaginer une redéfinition de ce lien ? voilà une série de question qu'il serait bon d'aborder sans tabou.

Plus simplement comment se structure l'engagement des jeunes et sous quelles conditions et avec quelles modalités s'organise-t-il ?

Et même comment s'opère la mise en mouvement ?

L'intérêt de notre atelier vous l'aurez compris c'est en nous appuyant sur les expériences des uns et des autres d'avoir un début de réponse à toute ces questions..

Début de la discussion

De manière générale chaque participant admet le fait que les jeunes sont impliqués (dans la société) dans des formes qui peuvent être diverses, même si aujourd'hui on constate que l'implication est plutôt pragmatique. Exemple on « s'oppose » à quelque chose comme contre Le Pen en 2002, mais après comment fait on pour maintenir la dynamique.

Le débat a tourné pour partie sur l'implication réelle du politique dans les actions vers les jeunes. Même si on constate une amélioration de ce point exemple conseil municipal des jeunes, Conseil Régional des jeunes… on s'aperçoit tout de même qu'un véritable manque en terme de portage politique est constaté particulièrement dans la durée.

La notion de vitrine, la politique de saupoudrage a été constatée dans cette relation avec le politique….

La question du lien entre acteurs ciblant le public jeunes : la superposition de structures rend parfois illisible les actions réelles vers les jeunes. Cela renvoie aussi au problème de l'information qui passe mal auprès de ce public (problème d'identification ?).

Décloisonnement des quartiers et développement des liens intergénérationnels sont des éléments essentiels de l'action vers les jeunes.

Concernant la mise en mouvement

Les jeunes peuvent se mettre en mouvement spontanément ou à défaut cette implication peut être suscitée en démystifiant les risques en mettant en avant leurs compétences (mise en confiance du jeune). Exemple les jeunes de Passerelles et le projet Madagascar.

Le tutorat peut être aussi un outil pour permettre l'aide à la mise en mouvement, à Québec l'expérience donne de bons résultats.

La mise en mouvement et son résultat :

L'implication des jeunes peut permettre la gestion par eux même d'espaces et de lieux, exemple la gestion d'un espace J par les jeunes du quartier mais organisé en association.

Autre résultat de cette mise en mouvement : le fait de s'impliquer peut permettre l'émergence d'une orientation professionnelle ex Justine de Passerelles.

Multiplier les débats et discussions entre jeunes et moins jeunes entre citoyens et élus permettrait de lever un certain nombre de barrières.

Le fait de s'impliquer une première fois permet l'autonomisation du jeunes qui s'impliquera plus facilement dans d'autres expériences.

L'implication crescendo des jeunes doit permettre aussi une meilleure appropriation du politique sur ces questions.

Un certain nombre de freins ont été soulevés la deuxième partie de la journée sera consacrée à cette question

2/ Comment lever les obstacles et les freins pour favoriser les dynamiques et la réussite des projets ?

Rappel des grandes lignes et des principaux points abordés le matin qui ont permis de pointer quelques freins

Qu'est-ce qu'on peut faire face à ses freins pour lever les obstacles ?

Réflexion sur thématique relation jeunes/décideurs

-Développer le lien entre techniciens, élus et jeunes pour permettre une mise en confiance : exemple un espace géré par les jeunes eux-mêmes structurés dans le cadre d'une association

-Généralisation du concept de maisons des associations, espaces de ressources qui permet un recensement efficient des structures associatives intervenant

dans la collectivité permettant ainsi de créer le lien entre jeunes et associations.

Généralisation des contrats d'objectifs et de moyens

D'avoir dans chaque commune un élu de la vie associative

La création maison culturelle à vocation sociale par quartiers

Comment mieux intégrer et faire une place aux jeunes pour lui permettre d'avoir envie de s'engager. ?

Leur fait –on confiance ?

Comment les responsabiliser ? : L'accompagnement et le tutorat

Développer les actions visibles et positives

Promouvoir des actions de formation et développer l'information

Rendre crédible l'image du jeune en développant des actions visibles et positives

Réformer les modes de fonctionnement associatif pour les rendre plus attrayants

Réinventer les initiatives pour attirer les jeunes, revoir les comités de quartier.

Comment améliorer l'image et l'estime de soi ?

Rendre naturel le fait que les jeunes peuvent exprimer leur avis : Développer les rencontres dans l'espace public

Valoriser l'engagement positif et démontrer le fait que c'est totalement reconductible.

Ne pas stigmatiser le fait d'être jeune : ex : le fait de dire « *je ne participerai pas à telle chose parce que je suis jeune… ».*

Prendre conscience qu'au quotidien et de part les comportements on peut avoir des actions réellement engagées et militantes.

Temps et mobilité

Proposer des services intégrant les réalités de temps et mettre l'accent sur les proximités.

Décalage entre la vision de l'engagement par les jeunes et celle de la génération antérieure.

Deux initiatives : atelier d'avenir, démarche participative sans cadre, sans engagement obligatoire.

Si on veut que les jeunes s'engagent, il faut accepter leur mode de fonctionnement et ne pas imposer la vision de leurs aînés tout en respectant les règles de la société.

Une initiative pour permettre la création d'un lien porté par les habitants eux-mêmes :

L'animation dessine ton quartier.

Sortir du modèle exclusif de l'association : mise en place d'actions hors du mouvement associatif, volonté de garder une indépendance il est proposé en exemple la création de conseil ville voisinage, un espace où tous les habitants peuvent émettre des proposition pour améliorer leur quartier ou organiser des échanges pouvant même aborder des sujets au-delà du quartier.

Intergénérationnel

Favoriser les rencontres entre générations en créant des contextes réguliers permettant la convivialité et l'échange où la parole est donnée à chacun, et que celle-ci soit écoutée.

(conseil voisinage…fête de quartier, conseil des jeunes et aînés, maison des jeunes)

Décloisonner tous les conseils (regrouper tout le monde)

Au sein des structures ou associations, qu'il y ait des personnes/relais-médiateurs pour faire le lien entre les générations et favoriser la compréhension.

L'idée du mentorat.

3/ Quelles propositions d'action ou de mobilisation et quels outils pour promouvoir une citoyenneté active durable ?

Reprise des points forts de la session précédente notamment la notion de proximité, des relations interpersonnelles et de la construction progressive de l'engagement.

Nous rappelons aussi divers « niveaux » ou stades d'engagement qui sous-tendent des problématiques spécifiques :

- Personnes pas du tout engagées, qui n'y pensent pas, ne le souhaitent pas ou ne se sentent pas concernées : comment les sensibiliser à la notion d'engagement ?
- Personnes avec l'envie de s'engager mais pour qui le passage à l'action comporte des difficultés diverses ; Comment les aider ou les accompagner pour effectuer cette transition ?
- Personnes déjà en action de manière plus ou moins ponctuelle ; comment renforcer leur action, maintenir et faire évoluer l'engagement ?

Il est proposé de reprendre certaines pistes d'actions énoncées dans la session ultérieure et de les décortiquer afin d'en dégager des méthodes et des outils.

Proposition pour changer le regard que les gens porte sur l'engagement des jeunes en mettant en valeur des démarches d'engagement déjà existantes et portées par des jeunes ;

- audiovisuel, faire un reportage des actions (exemple de la vidéo des jeunes de Umagnyterre) et le faire partager avec le tout public ou des groupes de scolaires afin de susciter une réflexion, une ouverture d'esprit qui pourraient déboucher à un engagement
- mettre en place des collectifs ou groupes de structures qui se mobilisent pour faire valoir des actions portées, notamment en achetant des espaces publicitaires dans les médias ou en sollicitant des médias associatifs, militants et alternatifs
- faire des interventions en milieu scolaires en prenant appui d'initiatives de jeunes.

- Montrer le processus, l'historique, l'évolution qui ont mené à l'action, à la fois sur la construction du projet mais aussi le trajet personnel (toujours pour démystifier)

Ces actions ont un double objectif, celui de changer le regard des « anciens » sur les jeunes afin de leur laisser plus de place au sein des associations et de leur faire confiance ainsi que celui de montrer aux jeunes qu'ils peuvent aussi agir car d'autres l'ont fait (démystifier la complexité de l'engagement et des actions). De plus, le fait de valoriser des actions de jeunes peut mobiliser plus de jeunes car ils se reconnaissent davantage dans ces actions.

B2. LES CITOYENS ET LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES

Comment le citoyen, individuellement et collectivement, peut agir pour amener les entreprises à être socialement plus responsables ?

Animation et synthèse : Michel TISSIER (RECit) ; Benoît MOLLARET (MCAE, Grenoble) ; Joël HUTA (RECit Isère)

Introduction

RECit se saisit de la question de la Responsabilité sociale des entreprises dans l'objectif de donner des moyens aux citoyens d'influer sur le comportement des entreprises. Cet objectif concerne à la fois les grandes entreprises et les plus petites.

Avant de préciser les actions concrètes que nous envisageons et proposons de conduire, nous avons explicité pourquoi et pour qui nous voulons organiser l'action sur ce sujet.

Les bénéficiaires de l'action sur la RSE

L'enjeu global d'un comportement plus responsable des entreprises concerne l'humanité dans les trois volets du développement durable : réponse aux besoins fondamentaux des populations, préservation des ressources de la planète et reconnaissance des droits civiques, économiques, sociaux et culturels.

Sont aussi bénéficiaires les parties prenantes directes de l'entreprise : salariés, riverains, consommateurs locaux, fournisseurs locaux, collectivités locales.

Les entreprises sont elles-mêmes bénéficiaires car elles ont intérêt à organiser leur activité dans la durée, à fidéliser leur personnel, à préserver leur réputation. Ce point a été débattu dans le groupe, certains considérant que les entreprises peuvent réussir avec un comportement cynique.

Les principes sur lesquels nous nous accordons

- L'entreprise doit être un lieu de la citoyenneté individuelle et collective. On peut aussi dire de façon équivalente que le salarié peut et doit exercer ses droits fondamentaux au travail : être informé, s'organiser collectivement, négocier sur ses conditions de travail et d'emploi, engager sa responsabilité professionnelle personnelle.
- Il est possible d'influer sur le comportement des entreprises pour les amener à prendre en compte les impacts économiques, sociaux et environnementaux de leurs activités.
- Cette capacité d'influence passe par une action avec l'ensemble des parties prenantes : les salariés (pas seulement les dirigeant et les cadres, mais tous les salariés), les syndicats, les consommateurs individuels, les organisations de consommateurs, et toutes les autres parties prenantes : les collectivités locales, les associations de défense du cadre de vie, de protection de l'environnement, de défense des droits humains, les actionnaires et les investisseurs, etc.
- La responsabilité sociale des entreprises se joue aussi dans leur capacité à développer des relations mutuellement avantageuses avec leurs clients et leurs fournisseurs.

- La capacité d'influence des citoyens s'exerce par l'information (veille sur les pratiques et valorisation des bonnes pratiques) et le dialogue avec l'entreprise.
- Les administrations et établissements publics sont aussi concernés par la RSE, à la fois parce qu'ils ont eux-mêmes un impact sur leurs salariés et leur environnement et parce qu'ils sont parties prenantes des entreprises privées.

Principal projet d'action sur lequel a travaillé l'atelier : Organiser un dispositif local de regards croisés sur la responsabilité sociale des entreprises

(Un groupe sur Grenoble serait disposé à engager une initiative pilote)

Objectif général

Organiser sur un territoire (bassin d'emploi et de vie) un dialogue entre les citoyens et les entreprises sur leurs pratiques de responsabilité sociale

Pour ce dispositif local, il faut trouver un nom (*court et dynamique !)*

On a parlé de « Conseil de surveillance » en critiquant le terme comme trop agressif.

Autres termes employés : observatoire local des pratiques de RSE, veille, dialogue, regards croisés, réciprocité, mise en valeur des bonnes pratiques, exemplarité positive.

Référence a été faite aux Agendas 21, tout en soulignant la différence entre la gouvernance d'une collectivité locale et celle d'une entreprise.

La dénomination reste à trouver.

Sur le processus pour avancer, proposition d'un parcours en 3 temps, à tester sur Grenoble :

1. Un premier noyau de quelques personnes décrit par un texte assez général ce que les citoyens attendent des entreprises (amorce du cahier des charges du référentiel - valeurs et principes)
2. Ceci fait, on constitue le groupe porteur du projet avec des acteurs du territoire
3. Ce groupe, après avoir validé ou amendé le cahier des charges proposé, rédige les questions précises que l'on veut poser aux entreprises (le référentiel proprement dit, prenant en compte les autres référentiels déjà existants).

Plusieurs questions sont à préciser :

- Quels acteurs met-on autour de la table (dont certains peut-être dans le premier noyau) ? On a cité les syndicats, des élus locaux, des associations de consommateurs et du cadre de vie, des associations de défense de l'environnement, de défense des droits de l'homme, des associations d'éducation populaire. On n'en a pas parlé, mais on peut aussi se demander si l'on fait aussi appel aux citoyens individuels.
- A quel stade interviennent des entreprises volontaires ? dès le départ, une fois le projet précisé avec les organisations de citoyens ? Participent-elles à la rédaction du référentiel ?

Un débat a eu lieu **sur l'approche à développer vis à vis des entreprises** : Faut-il surtout avoir une approche positive en identifiant et valorisant les bonnes pratiques ? Ou doit-on mêler cette approche avec une autre plus critique, qui souligne aussi les problèmes que les pratiques des entreprises posent du point de vue du développement durable ?

On a souligné qu'un tel lieu ou un tel dispositif permettrait de travailler particulièrement sur les relations entre les grandes entreprises et les moyennes, petites et très petites ; sur les relations entre les entreprises « à but lucratif » et celles de l'économie sociale et solidaire ; sur les relations entre ces entreprises et les administrations.

On a mis l'accent sur le fait que le processus engagé devait permettre **l'expression des salariés** des entreprises concernées, quel que soit leur niveau de responsabilité hiérarchique. Il doit contribuer à renforcer la capacité des salariés à prendre la parole dans leur entreprise.

On a pas mal parlé aussi, sans rentrer dans le vif du sujet, du **« référentiel »,** c'est-à-dire de la grille de questions ou d'objectifs ou d'attentes relatifs à un comportement responsable des entreprises, à la contribution des entreprises au développement durable. C'est certainement un passage obligé. On peut travailler sur ce sujet en étudiant les référentiels existants, mais il faut aussi faire attention à rester simple pour que tous les citoyens puissent comprendre ce dont on parle et participer au dialogue.

Autre projet évoqué lors de l'atelier : La charte du citoyen pour agir sur la responsabilité sociale des entreprises.

Il s'agirait de pouvoir plus facilement :

- se positionner individuellement en tant que citoyen, plus qu'en expert,
- prendre en compte la diversité des situations des entreprises, y compris celles de tension et de crise (risques de délocalisation, etc.),
- identifier les groupes et personnes sous représentées (= parties prenantes « faibles »),
- décliner l'impact d'une approche de la RSE dans nos différents rôles : salarié, parent, voisin, consommateur, électeur, adhérent d'une association, etc.

C1. QUELLE EDUCATION A LA CITOYENNETE POUR LES JEUNES A L'ECOLE ET HORS DE L'ECOLE

Comment construire des lieux, dans l'école et dans la ville, qui permettent le vivre ensemble, et développer l'entraide, la réflexion commune, la coopération de tous les acteurs éducatifs en rapport avec les mêmes jeunes?

Animation et synthèse : Bruno MATTEI (ATD, Nord Pas de Calais); André BÉRANGER (Déclic 38), Maud CESBRON (MRJC)

La question posée dans l'introduction de notre atelier peut se résumer de la façon suivante : étant donné l'usage large et très libre de la notion « d'éducation à la citoyenneté » qui est fait un peu partout, demandons-nous à quelles conditions (et à quel prix) on peut soutenir avec quelque clarté et rigueur un engagement réel dans une éducation à la citoyenneté ? Il s'agit de situer cette problématique et donc de nous situer dans les enjeux actuels de cette éducation réclamée à corps et à cri un peu partout (et d'abord par l'éducation nationale).

Ces enjeux sont ceux d'une société et d'une culture qui a bien du mal à transmettre un message de vie à la génération qu'elle entend former et éduquer. La vague du néolibéralisme, qui envahit à peu près tout, a bien du mal à faire croire quelle est en consonance avec d'authentiques pratiques sociétales démocratiques. Et le retour d'un fort courant autoritariste qui fait alliance avec le libéralisme n'est certainement pas compatible avec une éducation à la citoyenneté qui nouerait le lien social autour des valeurs universelles d'une république humaniste. Si elle n'est pas un retour mythique à un passé imaginaire ni le fruit d'un « laisser-faire » régulé par la seule sphère économique, l'éducation à la citoyenneté doit se frayer un chemin semé d'embûches pour ne pas servir de caution ou de couverture à des projets contre éducatifs et fort peu humanisant.

Le travail en petit groupe de trois pour dire et dégager les conditions favorables, nécessaires pour installer la scène à l'éducation de la citoyenneté nous a permis de produire une grille de travail déclinée en quatre points :

- quelles vérités derrière les mots ?
- quelles valeurs sont constitutives de l'éducation à la citoyenneté ?
- quels sont les pratiques pédagogiques en rapport avec elle ?
- quels liens avec les institutions et donc leur rôle dans cette affaire ?

Les pratiques, innovations, évoquées ou décrites par les participants ont été en quelque sorte le terrain expérientiel qui a permis de faire fonctionner cette grille pour avancer dans les éclaircissements dont nous avions besoin.

1/ Ce qu'il y a derrière les mots

C'est le vieux Kant qui disait déjà en son temps : « il ne faut pas laisser les mots penser à notre place ». L'éducation qui est un éveil à soi, aux autres et au monde n'a rien n'a gagné, mais tout à perdre, si en se donnant pour objet la citoyenneté elle se sédimente en slogan ou cherche à attirer la jeunesse rebelle dans une sorte de service d'ordre ou de contrôle social. Il y a donc dans la relation éducative un travail personnel pour tout éducateur pour savoir là où il en est lui-même dans ses offres d'éducation à la citoyenneté qui ont été (re)programmés à l'école en 1985 ; un éducateur qui serait lui-même tellement conditionné par la « servitude involontaire » pourrait répondre sans vergogne et sans s'en apercevoir à des demandes qui n'ont avec l'éducation à la citoyenneté que des rapports, au mieux, d'analogie.

Est-il légitime et juste de parler « d'éducation à la citoyenneté » quand celle-ci prétend à la dignité d'une discipline avec horaires et programmes ? Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il y a des ambiguïtés possibles. Cela pourrait inciter à croire que la citoyenneté serait réservée à un temps précis et ne serait pas à l'œuvre dans le continuum de la classe et de l'école. Pour lever cette ambiguïté il nous apparaît préférable de parler « d'éducation citoyenne », dès lors que le citoyen est non seulement celui qui est regardé et reconnu comme une personne (avec l'égale dignité qui s'attache à toute personne) mais qui a aussi des droits fondamentaux imprescriptibles. Concernant la jeunesse ces droits – des droits civils – existent depuis 1990 lorsque la France a ratifié la convention internationale des droits de l'enfant (articles 13,14, 15, 16 sur le droit de penser librement, le droit d'expression, le droit de réunion et le droit d'association) donc de vrais droits, corrélés bien sûr avec des devoirs en regard de chacun d'entre eux. Ces droits citoyens s'imposent à tout éducateur dans l'organisation démocratique de l'école et doivent avoir des effets sur la conception même des apprentissages : la question est posée, qu'est-ce qu'apprendre en citoyen ? Il est clair alors qu'il ne s'agit pas de contrôler, de formater, mais d'ouvrir à l'émancipation individuelle et collective.

La citoyenneté se vit dans l'école, comme dans la classe, en continu au regard de pratiques pédagogiques qui apprennent l'émancipation à travers des savoirs, des savoirs faire et des savoirs êtres. Cela ne va pas sans des contradictions à assumer entre le fonctionnement réel de l'institution et ce qui s'impose à l'éducateur ; des contradictions ou du moins des tensions qui sont le lot quotidien de l'éducateur pédagogue.

2/ Les valeurs de la citoyenneté

On voit que l'interrogation sur le sens et le contenu des mots nous amènent assez logiquement à nous interroger sur les valeurs constitutives d'une éducation citoyenne. Là aussi ne faisons pas comme si ces valeurs nous étaient connues ou innées. On a coutume de faire « comme si » et là encore l'éducation nationale donne le (mauvais) exemple. Dans la loi d'orientation pour l'avenir de l'école de 2004, dite loi Fillon, celui-ci étant alors ministre de l'éducation nationale, l'article premier dit que « *la nation fixe à la communauté éducative comme objectif prioritaire de l'éducation donnée à chaque élève la conscience de ce que chacun doit aux valeurs fondatrices de la République* ». On nage ici comme souvent dans l'implicite. Mais même si les rédacteurs de la loi votée par la représentation nationale avaient consenti à dire par exemple que ces valeurs fondatrices étaient la liberté, l'égalité, la fraternité, et sans doute aussi la laïcité, encore aurait-il fallu se pencher sur le sens de ces vocables. Dans le fascicule n° 2 publié par Récit : « *Quels projets pour une éducation à la citoyenneté (février 2003), on peut lire à la page 6 dans le chapitre premier intitulé : « quelle*

éducation pour quels citoyens » : « il s'agit de redonner un contenu réel aux mots liberté, égalité, fraternité ». Voilà une tâche à laquelle on ne peut se soustraire sans dommages.

Les valeurs constitutives de la citoyenneté à l'école ne peuvent être bien différentes des principes et des valeurs de la république, si celle-ci ne veut pas se renier. Mais qu'en est-il du contenu réel et par conséquent du sens ? Nous pensons que ces trois principes, dès lors qu'on les investit comme valeur - en donnant à valeur son sens plénier de ce qui rend vivant, ce de qui fortifie, donc humanise, nous donnent déjà beaucoup à penser et à intégrer à notre substance humaine imparfaite. Il y a d'abord une question de lecture. Accordons que la lecture de cet ensemble complexe doit procéder d'une approche systémique, soit « liberté-égalité-fraternité » en un seul souffle de mot. Et non pas comme on le lit ordinairement liberté, puis égalité, puis enfin hissons-nous s'il nous reste quelques forces au firmament de la fraternité… Ce qui n'est pas sûr du tout étant donné on le sait que la fraternité a toujours été considérée comme le parent pauvre de la devise républicaine (ou bien on la reléguait dans la sphère privée et religieuse ce qui montre en particulier la difficulté que la république et donc son école ont eu et ont toujours avec la fraternité).

Nous n'entrerons pas ici dans ce qui, au-delà d'une amorce de débat, nécessite une vraie réflexion qui n'aurait pas peur de « perdre du temps pour en gagner », mais considérerait le temps du débat comme le premier temps, celui des fondations d'une pratique authentique d'école citoyenne. Notons aussi que la liberté qui entendrait se penser sans la fraternité et qui n'accorderait à l'égalité qu'une attention formelle serait une liberté libérale réduite à des droits accordés à des individus placés les uns à côté des autres qui n'auraient que peu à voir avec la liberté fraternelle. Au surplus cette liberté libérale aurait aussi un rapport faussé avec l'égalité qui ne serait plus l'égalité des droits, comme cela est pourtant dit en particulier dans la déclaration universelle des droits de l'homme, mais « l'égalité des chances », avec ses chanceux et ses malchanceux de l'égalité produits d'une compétition où chacun est le rival et l'adversaire de l'autre ; soit le spectacle de l'école actuelle. Dans cette école comme le dit justement Albert Jacquard « les gagnants sont des fabriquants de perdants » et donc « les perdants (il en faut bien !) sont des fabriquants de gagnants ». La fraternité qui est attention universelle à chacun (chaque un singulier) et l'école de la fraternité visent la réussite de tous donc une promotion collective et non pas individuelle. D'autant que la réussite individuelle dans l'école libérale a peu à voir avec la réussite ou l'accomplissement humain.

Tout cela reste à approfondir bien sûr, pour garantir des fondations solides à l'édifice de l'éducation citoyenne et aussi pour permettre aux éducateurs d'avoir le sentiment qu'ils participent bien à une œuvre commune, ce qui n'est guère le cas aujourd'hui.

3/ Les pratiques pédagogiques

Bien entendu les pratiques pédagogiques doivent s'ancrer dans les valeurs mentionnées pour les incarner. Elles n'existent pas « en soi et pour soi » et ne sont pas non plus une poudre magique chargée de résoudre à coup de méthodes chaque fois plus « modernes » les problèmes posés à l'école et par l'école. Ce pourquoi notre atelier n'a retenu que les pratiques pédagogiques fondées sur la coopération en réduisant la compétition à la portion congrue, ce qui n'exclut pas l'émulation bien au contraire dans la mesure où dans l'émulation chacun se mesure d'abord à soi-même dans la stimulation que nous procure les autres apprenants de concert avec nous. Retenons aussi les pratiques qui prennent en compte la réalité psychique, sociale, culturelle, des enfants et des jeunes. Des pratiques qui accordent par principe un potentiel et un désir d'apprendre à chacun, ce que vérifie d'ailleurs l'expérience universelle. Un des promoteurs de l'école expérimentale de Mons en Baroeul (une école Freinet dans le Nord) a résumé ainsi l'axe central de l'approche pédagogique de l'école : faire une vivre une organisation coopérative.

Ce qui nous donne à penser qu'une école citoyenne est possible même dans l'institution en usant de toute sa conviction et des marges de manœuvre que l'on peut conquérir.
Un autre point est aussi à relever : les expériences évoquées par les uns et les autres, aussi bien à l'école que hors de l'école, font apparaître la nécessité d'impliquer les jeunes dans des projets qui ont à voir avec une transformation sociale.

4/ Le rapport aux institutions

Ce rapport est important à élucider tant à l'école qu'en dehors de l'école. L'institution éducation nationale d'abord peut, comme on l'a vu, freiner voire dénaturer l'éducation citoyenne ou bien encore la minimiser, même si des textes officiels peuvent donner à penser que les « bonnes intentions » sont là. Le rapport à l'institution consiste d'abord à utiliser toutes les marges de manœuvre possibles pour étendre autant que faire se peut une éducation citoyenne. L'exemple de Mons en Baroeul, parmi d'autres, le montre bien. Il faut aussi compter sur des conjonctures favorables dans la hiérarchie administrative qui rendent possible une école citoyenne. Tout en sachant que l'édifice est fragile et peut-être remis en cause en fonction de changement d'humeurs administrativo/politiques.

Concernant le hors école, des associations, notamment d'éducation populaire, ont également à faire à des institutions pour une éducation hors scolaire. Il est de bon ton de parler aujourd'hui de « partenariat » entre associations et institutions. Soit, mais ce qui paraît important, au regard de l'éducation citoyenne, c'est de faire de ce partenariat un outil au service d'une cause et donc des valeurs citoyennes et non une fin en soi. Il s'agit bien de produire de l'éducation citoyenne sur un territoire avec tous les acteurs concernés, en s'assurant bien que les uns et les autres servent les valeurs fondamentales de la république et qu'il ne s'agit pas d'un contrôle social déguisé, et élargi pour être plus efficace. Ce pourquoi les institutions, comme les associations, doivent s'interroger et ceux qui les représentent ne sont pas plus exempts que les éducateurs d'avoir à faire un travail sur soi, un travail assurément de transformation personnelle en rapport avec les valeurs pour dégager des attitudes qui permettent la réalité d'une transformation sociale en profondeur. Une tâche infinie sans doute dans la mesure où les institutions sont là pour défendre un ordre établi et d'abord le leur. Toutes sortes de conditions doivent être réunies et si l'on veut commencer à changer les choses, le dialogue (la circulation des paroles, l'écoute) est sans doute la condition première. Un dialogue a égalité où les savoirs et les pratiques des uns et des autres sont reconnus. Aller vers l'autre en faisant en sorte de l'aider à s'autonomiser et à s'émanciper est une œuvre de conviction et non de suspicion ou de domination des uns par les autres.

Comment agir ensemble ? Les quatre points de réflexion qui ont été esquissés dans l'atelier sont assurément autant de vecteurs d'action et implique l'invention de « communautés éducatives fraternelles » pour aller vers un ensemble social, humain, meilleur.

C2. UNE EDUCATION POPULAIRE PORTEUSE DE DEMOCRATIE, D'EMANCIPATION ET DE TRANSFORMATION SOCIALE

Comment articuler l'éducation populaire et l'éducation citoyenne ? Comment peut elle promouvoir des formes de démocratie qui impliquent les citoyens ? A la lumière des actions menées sur le terrain, quelles sont les formes d'action qui répondent aujourd'hui le mieux aux besoins fondamentaux des citoyens ? Comment agir ensemble, dans le contexte de crise actuelle pour construire ensemble une éducation populaire porteuse de transformation sociale et d'émancipation ? Quelles sont les formes d'éducation populaire qui répondent aujourd'hui aux besoins fondamentaux des citoyens ?

Animation et synthèse : Alain MANACH (FNFR) ; Marc LACREUSE (EP&TS) ; Gilles LE BAIL (FFMJC), Agnès ROUSSEAUX (MRJC)

I. Mini débat

- Précision comment on inclut dans l'éducation populaire le pouvoir de l'apprenant.
- La question du label pose des questions : financement. Le label est une coquille vide. Un combat à mener pour redonner un sens à l'éducation populaire.
- Troublé par le fait un accent trop mis sur les valeurs… Elles se retournent à leur contraire.

- Le rapport au politique dans nos pratiques. Tension entre assurer les financements et les contre pouvoirs.
- La question de la transformation sociale
- Est-ce qu'on sait évaluer. Qu'est ce qui fait qu'une action locale peut être une action de transformation sociale. Tant qu'on n'aura pas de réponse sur la question de l'évaluation
- Multitude d'engagements divers dans la proximité des préoccupations, plus par résistance ou par d »faut. La transformation sociale Je ne vois pas ou il y a de l'utopie les engagements me servent à tenir dans le quotidien. Comment les engagements individuels nourri le collectif.
- On perçoit la diversité des champs dans lesquels on intervient. Action sociale etc. Il y a une première chose c'est la diversité des champs d'acteurs… A un moment donné je fais de l'éducation populaire…
- Derrière les mots être acteurs etc.

Quelques questions qui méritent d'être éclairées :

- La question de la transformation c'est quoi ? Laquelle et de quoi ?
- Éducation populaire et association Il n'y a pas que les associations qui font de l'éducation populaire ; Économie sociale et solidaire.
- Le rapport aux politiques

Intervention sur le politique et l'instrumentalisation…

Aujourd'hui l'éducation populaire n'est ce pas apprendre a gérer le rapport entre le savoir et le pouvoir

Travail en groupe sur quatre questions :

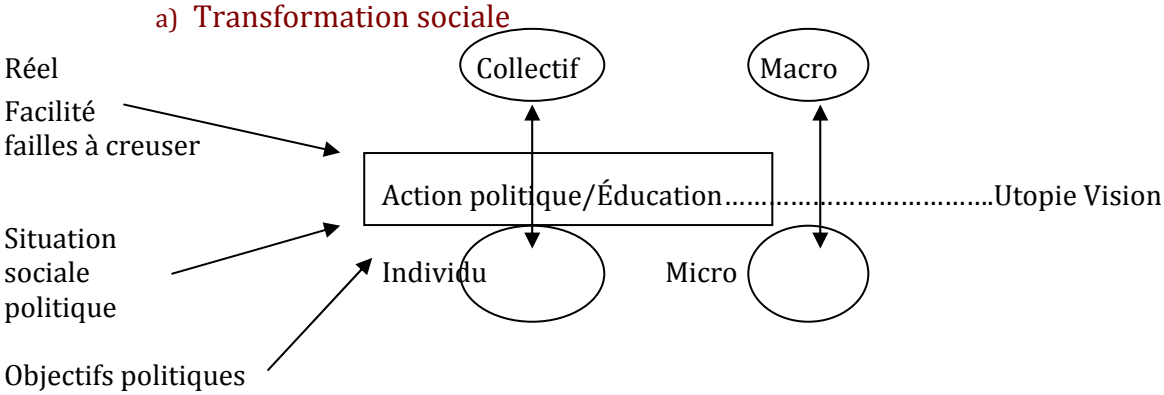
- La question de la transformation sociale
  - Processus ou finalité ?
  - Vos définitions…
- Quelles spécificités des acteurs de l'éducation populaire
  - par rapport à d'autres corps intermédiaires syndicats, partis politiques ou autres…
- Quelles relations on envisage aux pouvoirs publics ?
- Quelle présence dans l'espace public ?

Objectif : avoir une production écrite par groupe réponse de 5 à 10 lignes pour chaque question. EN petit groupe de 4/5 personnes

Résultat des travaux des groupes

I. Premier groupe :

a) Transformation sociale



b) Spécificité

Nous sommes tous des acteurs de l'éducation populaire

- De terrain
- De population
- de temps d'intervention
- de finalité politique
- de prudence, de réserve dans le positionnement

- Relations aux pouvoirs publics
  - Nécessité d'indépendance politique
  - Devrait être n service public
  - Actuellement inféodée aux pouvoirs publics
- Présence dans l'espace public
  - Éducation populaire présente tous les lieux réunissant du public ex école.

II. Deuxième groupe :

a) La transformation sociale

Société c'est un état de fait. La transformation sociale c'est la transformation des rapports sociaux, à la fois processus et finalité (au pluriel) L'enjeu c'est donc pas de changer la société mais de maîtriser, d'orienter les processus

b) Nos spécificités

L'éducation populaire permet aux gens de réfléchir pour prendre des décisions en connaissance de cause ; elle ne donne pas de mots d'ordre/

c) Relation complexe

- Dépendance financière
- Influence sur le développement des politiques publiques par son pouvoir de mobilisation et d'innovation et de lobbying
- Entre contre pouvoir et co-pouvoir.

d) Quelle présence dans l'espace public

L'éducation populaire doit rester vigilante, experte, garder la parole pour garder la parole pour témoigner, aller chercher les gens dans l'espace privé, pour être reconnue dans l'espace public.

III. Troisième groupe

a) La transformation sociale

C'est la mise en œuvre d'une force dynamique naissant de la prise de conscience pro active de la participation et la capacitation[34] citoyenne, dans le respect (valeurs) de la dignité des personnes en vue d'une émancipation collective (sens).

C'est un processus.

Il y a des processus

b) Nos spécificités

L'éducation populaire n'a pas les mêmes finalités

Pas de projet de société pré défini ni aboutit/

L'éducation populaire explore les moyens les valeurs et le sens

c) Relation avec les pouvoirs publics

[34] Capacitation : capacité d'agir sur sa situation et son environnement concept brésielein qui n'existe pas en français

Le rôle de l'éducation populaire est de :

- S'approprier les ouvertures existantes dans les textes et organismes publics
- Infléchir les politiques publiques
- Risque d'instrumentalisation des organismes d'éducation populaire et de sous-traitance de missions de service publics

d) Quelle présence dans l'espace public

- Facilitateur par l'acquisition de savoirs/pouvoirs pour s'approprier l'espace public.
- Valorisation des pratiques expériences vécus sociaux et collectifs.

e) Quatrième groupe

- La transformation sociale

Changer les rapports sociaux de domination

Transformation personnelle et collective et inter personnelle reconnaissance de l'autre

La transformation est toujours en cours, il s'agit de l'infléchir dans un sens « d'autres mondes sont possible » (Société plus humaine et moins marchandisée, moins agressive vis-à-vis de l'environnement

Cela passe par :

- Des prises de conscience
- des prises de paroles collectives et personnelles
- de résistances à toutes les formes de pouvoir

f) Nos spécificités

Une vision de démocratie participative

Finalité :

- émancipation des personnes (différence par rapport aux partis politiques
- Formations d'acteurs politiques (futures élites)
- Il ne s'agit pas de convaincre les partis

Un rapport au temps différents (pas la même pression on peut plus travailler sur du long terme)

Pas la vocation à prendre le pouvoir (même si il y a des rapports de pouvoir à l'interne, comme toute organisation)

g) Rapport aux pouvoirs publics :

- Problème de légitimité d'autant plus fort que :
- Dépendance financière
- Instrumentalisation
- Marchandisation (appel d'offre)

Les associations n'ont pas réussi à convaincre qu'elles pouvaient être une ressource sur certaines questions

- Difficulté de communication

L'éducation populaire n'est pas vendeur

Les associations vivent en autarcies

Image ringarde des anciens mouvements et nouvelles associations trop marginales pour être connues.

I. Reprise des éléments de la veille proposée par Agnès :

La transformation sociale

C'est :

- Transformer les rapports sociaux
- Orienter/ infléchir les processus de changement
- Permettre l'émancipation personnelle et collective
- Vers une utopie, une vision, d'autres monde possibles

Ça passe par :

- Des transformations personnelle inter personnelles et collectives
- Des prises de conscience (pro active)
- De la participation et de la capacitation citoyenne
- Des prises de parole collectives
- Des actions sur le plan MICRO et MACRO

En prenant en, compte :

- La situation sociale et politique
- Les problèmes, les failles de cette situation
- Les marges de manœuvres.

Il peut y avoir des démarches spécifiques :

- Pas de projet politique de prise de pouvoir, mais peut être un projet de société prédéfini
- Pas de mot d'ordre
- Pas de prise de pouvoir politique
- L'action se fait dans la durée
- En faisant participer le maximum de personnes
- En formant d'éventuels acteurs politiques/citoyens
- Et avec une plus grande réserve dans nos positionnements personnels

Éducation populaire et Pouvoirs publics

- les forces
  - - Influer sur les politiques publiques (en mobilisant, en innovant…)
  - - Jouer un rôle de service public en complémentarité
  - - Jouer un rôle de contre pouvoir et de co-pouvoir
- Les faiblesses
  - - Dépendance financière
  - - Instrumentalisation
  - - Marchandisation
- Les enjeux pour l'éducation populaire :
  - S'approprier les ouvertures existantes (programmes…)
  - Montrer qu'elle peut être ressource sur de nombreuses questions)

Être présent dans l'espace public c'est :

- Être présent dans tous les lieux où il y a du public
- Permettre l'appropriation de l'espace public par tous
- Être plus visible et mieux communiquer
- Témoigner, valoriser des pratiques et des expériences

II. Proposition un travail en petit groupe : une question :

Comment dans la diversité de nos champs d'action et de nos statuts (militants associatifs, salariés élus, etc.) pouvons nous avancer ensemble vers cet objectif commun d'émancipation et de transformation sociale ?

a) Premier groupe

- Une charte de référence (principes et valeurs)
- Un site Web qui sert de répertoire sur un lieu donné (et de lieu d'échange)
- Une maison de l'Éducation populaire ou de la citoyenneté (lieu de rencontre, de ressource, de visibilité, d'échange). Maison ouverte aux scolaires,…
- Lieu d'échange mobile (bus, roulotte,…)
- Organisation de forums, temps forts pour se rencontrer

b) second groupe

- Se connaître et se reconnaître. Découvrir les ressources, les savoirs-faire et réflexions collectives
- Les bonnes conditions de cette coopération à travers un projet commun, objectifs et modes de faire, synergies et travailler sur ces objectifs. Adhérer ensemble à un objectif commun.
- Mutualisation des ressources à travers la connaissance et la valorisation de l'existant.
- Communiquer, mettre en place un suivi et une évaluation pour influer les décisions
- Agir, penser le lien entre le macro et la micro, l'individuel et le collectif

c) Troisième groupe

- S'inscrire dans une histoire (Éducation populaire, économie sociale et solidaire). Formation pour que chacun puisse connaître et reconnaître les courants dans lesquels il s'inscrit.
- Favoriser la mise en réseau et le croisement entre les petites structures, le repérage de ces structures
- Favoriser les connexions interpersonnelle, préalables au collectif. *
- Favoriser la convivialité, le plaisir de faire ensemble, prendre le temps pour lever la tête du guidon.
- Mutualisation : des réflexions autour du sens, des objectifs politiques de la stratégie, mutualisation de la communication (avec les médias alternatifs), des ressources réciproques (avec monnaie qui facilite ces échanges inter associatifs)

d) Quatrième groupe

- Travail ensemble à l'échelle d'un territoire, en décloisonnant
- Décloisonnement de nos actions, en permettant à différentes catégories d'acteurs (habitants, professionnels,…) de travailler ensemble.
- Attitude du professionnel :
  - Se décentrer par rapport à son public, créer du vide pour que des initiatives voient le jour.
  - Donne la parole aux personnes elles-mêmes et ne pas se constituer soi-même en porte-parole.
  - Accepter le temps de maturation des groupes, des gens impliqués, au risque de perdre des financements. Ne pas se laisser embarquer par l'exigence des appels d'offre, des dispositifs…
  - Encourager le bénévolat, la responsabilité de personnes qui ne sont pas des professionnels, ou des gens ayant une culture associative

➢ Fragilité de ce positionnement, risque, humilité.

Échange :

- Question de la professionnalisation, tendance actuelle à confondre compétence et professionnalisation.
- Importance de la mémoire
- Il faut que les bénévoles s'investissent dans la formation des professionnels
- Le lien professionnels/élus a toujours été en question : est-ce un problème interne à nos mouvements ou une question liée à l'éducation populaire ? Est-ce que cela interroge nos pratiques associatives ?
- Importance de connaître l'histoire, les courants, pour savoir vers quoi on peut aller ensemble.
- Aller vers des personnes en situation de difficulté aussi pour chercher des bénévoles.
- Difficile de trouver des temps pour réfléchir ensemble entre bénévoles et salariés (impression qu'ils perdent du temps)
- Échange de savoirs est essentiel. Valoriser les richesses humaines, les bénévoles.
- Le rapport bénévoles/Salariés est incontournable. C'est un conflit fécond et permanent, qu'il faut savoir gérer.
- Du temps dégagé pour les responsables associatifs pour leur engagement (comme les syndicalistes).
- Nécessité d'organiser la conflictualité au sein des mouvements d'éducation populaire.
- Tendance à soutenir en France le bénévolat pas militant.
- Exemple du Congé Cadre Jeunesse expérimenté dans le passé : pourquoi ne pas le relancer, financé par les Conseils régionaux.
- Question de l'auto organisation : pourquoi les bénéficiaires ne deviennent pas bénévoles ?
- Plutôt que maisons de l'éducation populaire, rencontrer sur les Bourses du travail.

C3. LE ROLE EDUCATIF DES PARENTS

Parents et éducation citoyenne : acteurs ou figurants ?

Animateur *:* Dominik PICOUT (APTE)

Objectifs de l'atelier :

- Se connaître, partager nos expériences
- Réflexion sur « quelle éducation ? »
- Perspectives d'action ensemble

1. Nous avons déploré que :

- les parents ne s'impliquent pas - ou pas assez à notre goût - dans l'école ou bien les centres de loisirs
- il y a souvent des tensions entre parents et professionnels car chacun a du mal à trouver sa place
- les établissements scolaires ne laissent pas de place - la place qui leur revient - aux parents, et, en particulier, aux parents délégués.
- Les parents qui se font élire n'ont souvent d'intérêt qu'à la scolarité de leur propre enfant
- Les parents ne connaissent pas l'institution scolaire, les dispositifs existant pour leur participation.
- On ne regarde plus la télé en famille, les parents en savent pas ce que regardent leurs enfants
- Les enfants n'ont pas les moyens de faire des liens entre tout ce qui leur est déversé dessus par la télé

2. Nous nous sommes présenté des expériences :

- Une enseignante filme sa classe pour montrer aux parents comment la vie s'y passe
- Aider les enfants à exprimer la violence par des mots, à partir d'une histoire
- Participation de parents à des activités de la classe, cuisine, jeux de société, contes, … qui leur donne le sentiment d'être utile à l'école, leur donne l'occasion de mieux appréhender comment fonctionne la classe,…
- Café des parents le samedi matin : des parents délégués se relayent pour accueillir les autres parents. Une maîtresse de classe d'adaptation invite les parents des élèves qu'elle suit, à cette occasion. Ce jour-là ils peuvent aussi rencontrer les enseignants, la directrice. Que se passera-t-il avec la suppression arbitraire du samedi matin ?
- Des habitants ont ouvert un café associatif, lieu de rencontre où il est souvent question de l'école. Des débats doivent être organisés avec les associations de parents d'élèves et les enseignants. Ce cadre extérieur à l'établissement devrait favoriser l'échange car l'ambiance y est plus détendue.
- Education des enfants aux médias, à la fabrication et l'utilisation des images en fonction de ce qu'on veut leur faire dire. Analyse critique des programmes, en classe ou avec les parents et, en dernier ressort, intervention de l'association Point Virgule qui traite de l'addiction aux médias.
- Exposition des œuvres réalisées par des jeunes qui avaient eu affaire à la justice, action risquée mais très appréciée : elle permet une certaine renarcissisation des parents.

3-Nous en avons tiré quelques pistes pour mieux nous situer et des questions à approfondir :

- Développer l'échange d'expériences et le soutien, au niveau horizontal déjà, entre parents, entre enfants, entre enseignants ou autres professionnels, puis des expériences de communication réussie.

Par exemple, pour lever des malentendus par rapport à l'école, il peut être utile de favoriser l'échange entre parents, l'expérience des uns bénéficiant aux autres et participant à leur valorisation, en complément de l'information donnée par les enseignants. Ou bien, un enseignant en difficulté avec une famille, un élève, peut demander à un collègue de prendre le relais.

- Pour arriver à réfléchir ensemble, il faut un cadre où la place de chacun soit bien définie et respectée par tous. Cela sécurise pour pouvoir partager ses questionnements.
- Pour ne pas bloquer la communication, veiller à ne pas juger, ce qui est parfois implicite, involontaire ou inconscient, de parler en donnant des leçons. Il n'est pas toujours possible de savoir ce qu'on mot ou une expression va toucher chez quelqu'un : l'agressivité sera peut-être une forme d'expression de sa souffrance ou de sa peur.
- Il n'existe pas de bon/mauvais- parent/professionnel. Chacun a des défauts et des qualités.
- Veiller à reformuler ce qu'on a entendu ou demander à l'interlocuteur de reformuler pour vérifier que les mots ont le même sens pour tout le monde, pour être sûrs qu'on se soit compris.
- Etre attentifs à inviter, plutôt que convoquer, à découvrir les productions des enfants, à participer à des projets fédérateurs, qui permettent de modifier le regard des uns sur les autres et à mobiliser sur des causes collectives pour faire émerger des représentants du collectif.

D2-D4. EGALITE, DIVERSITE CULTURELLE , ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS.

Quels sont les espaces déjà existants où la parole se libère et le dialogue se construit?

Animation et synthèse*: Smaïlle BENTALLAH (EVE, Grenoble) ; Paul BRON (ADATE et RECIT Isère) ; Daniel DERIOT (Emmaüs 71 ; Agnès RIGAUDIERE REAL (Sur le Pont des Echanges, le monde change) ; Denise MAIL (RECit) ;* Fatima MAZARI (Atelier Rubens); Jean Louis VIGNEAU (APAJH) ; François LUXEREAU (RECIT, Paris)

Pourquoi cet atelier ?

« Article 2 de la Constitution : La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances.. »

Au moment où se clôture l'Année européenne de **l'Egalité des chances** pour tous, pour laisser place à l'Année européenne du **dialogue interculturel**, nous constatons qu'un long chemin reste à faire dans une société malade où le rejet de l'autre devient monnaie courante, nous empêche de vivre en harmonie et vient miner la cohésion sociale.

Si la doctrine de l'égalité des chances s'impose comme une figure souveraine de l'égalité et nous fait la promesse d'une justice sociale parfaitement ajustée aux exigences de l'individualisme moderne, nombreuses sont les injustices commises en son nom. Il faut la repenser pour qu'elle ne soit plus telle que nous la pratiquons aujourd'hui, un facteur décohésion sociale, mais une égalité des chances soutenable.. *(Patrick Sauvadet , Président de l'Observatoire des inégalités « Repenser l'égalité des chances »)*

L'Egalité est le fondement de notre République, mais n'est pas une réalité pour des millions de femmes et d'hommes, relégués, stigmatisés, en marge d'une citoyenneté pleine et entière.

C'est donc bien **l'égalité des droits qu'il faut conquérir le plus complètement possible.** Parce l'Egalité est la base du « vivre ensemble », elle est fondamentale, aujourd'hui, ici comme ailleurs. (* *L'Union Européenne vient d'installer son Agence des droits fondamentaux dont les compétences sont désormais élargies à toutes les formes de discriminations)*

Quand une société maintient dans ses rapports sociaux, les facteurs de discrimination, elle peut difficilement faire la leçon à ses citoyens et pour nous, citoyens, acteurs d'un monde solidaire, les actions que nous sommes amenés à réaliser constituent l'essentiel de la pédagogie.

C'est pourquoi le travail de réflexion mené dans l'atelier « Egalité, Diversité culturelles et lutte contre les discriminations » s'est appuyé sur la richesse des expériences et la motivation des participants.

La question de **la lutte contre toutes les formes de discrimination** est cruciale, (origines, santé handicap, genre, âge, apparence physique, orientation sexuelle, situation familiale, opinions

politiques , appartenance religieuses, quartiers, activités syndicales. ..)Elle est aussi complexe et ne saurait se satisfaire de pansements.

Il faut **cesser de penser qu'elle se distingue de la lutte contre l'exclusion.**

La coagulation des discriminations et des facteurs les plus graves de dissociation sociale que l'on observe actuellement fait peser sur l'ensemble de la société une menace de sécession. Ce n'est qu'en restaurant les conditions d'exercice d'une **pleine citoyenneté politique et sociale** que l'on pourra la conjurer « *(Robert Castel - Une république multiculturelle est-elle possible ?)*

Nous savons bien que la volonté et l'engagement citoyen sont nécessaires mais ne suffisent pas. Pour les combattre avec la plus grande énergie, il faut que tous les acteurs d'un territoire prennent le problème à bras le corps, pour promouvoir un véritable traitement à parité tenant compte de toutes les composantes de la population et que chacun puisse chacun puisse être acteur de sa propre vie, parcours personnel, professionnel ou social, quelle que soit sa singularité.

Ce travail requiert que l'on conjugue à la fois :

- sur le long terme la transformation des structures, car nous sommes bien passés de l'action sociale à l'accès aux droits, et le non accès aux droits, c'est la non citoyenneté.(Texte de J.P CAVALIE)

- changement des mentalités, regards et représentations multiformes …on ne peut pas les modifier par un texte. C'est un travail de longue haleine.

Il n'existe pas de solution simple ou de levier unique mais les multiples actions de tous les acteurs sur les territoires permettent d'entrevoir de nombreuses pistes d'action commune.

En effet, bon nombre de collectivités, d'institutions se sont déjà engagées avec la société civile dans le combat pour l'égalité, clé de voûte du vivre ensemble (exemples : Nord Pas de Calais, Ville de Grenoble, Communauté d'Agglo de ST Quentin en Yvelines ….) en mettant en place des plans locaux de lutte contre les discriminations.

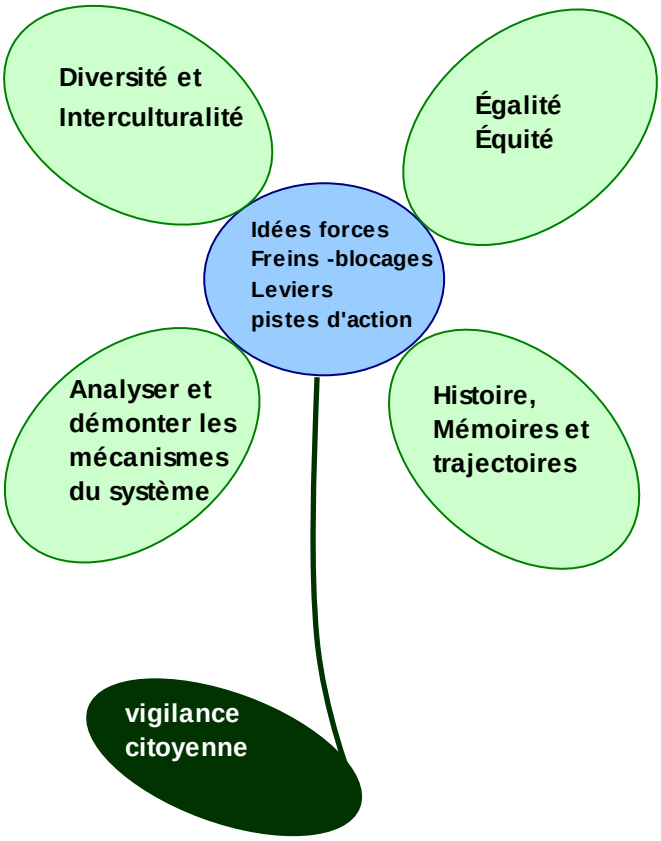
I - DEROULEMENT DE L'ATELIER

Il s'agit de rencontres « nutritives » destinées à ce que nous nous enrichissions collectivement.

Proposition de travail en trois temps se décomposant comme suit :

- Fonctionnement de l'atelier, présentation des participants et de leurs expériences.
Travail en groupes -analyse de situations
- Mise en commun des travaux – Débat.

Quatre groupes de travail se sont constitués :



II - TRAVAUX DES 4 GROUPES

EGALITE ET EQUITE

Idée Force

Egalité = respect des droits républicains + respects des droits humains fondamentaux, accès aux biens communs nourriture, eau, habitat, santé, éducation, famille et mariage, culture. Il faut se battre en permanence pour les affirmer, les défendre, veiller à ce qu'ils soient réellement appliqués et les étendre.

Equité = justice sociale ce qui suppose de corriger les inégalités de départ.

Exemple de l'école : l'égalité c'est de revendiquer 25 élèves par classe, l'équité c'est de revendiquer en plus des traitements spécifiques adaptés : travail en petits groupes, accompagnement individuels....

Freins

- Inégalités dans la petite enfance >> création de crèches, d'accueil dans les maternelles....
- Trajectoires personnelles, histoires de familles >> nécessité d'un travail de mémoire et d'expression.

- Pauvreté, habitat, ghettos...
- Chômage qui entraîne des « économies parallèles » avec risque de petite délinquance, la plus stigmatisée
- Illettrisme, ignorance de la langue du pays d'accueil.
- Regard des autres sur la lutte contre le racisme, l'exclusion ; apprendre la tolérance
- Violences conjugales.

Leviers

- Vitalité des associations
- Mobilisation citoyenne et médiatique : enfants de Don Quichotte, DAL, RESF...
- Mobilisation des institutions religieuses
- Appel aux collectivités locales pour appui aux actions et subventions
- Conventions internationales, européennes, chartes des droits de l'homme . Les faire appliquer, les améliorer, éviter les dérives
- Financement par les collectivités locales, l'Europe, les Fondations, les Entreprises (???)..
- Collectifs de défense (les personnes concernées se prennent en charge)

Pistes d'Action

- **Croiser les réseaux d'Associations, les recenser, les publier**
- **Assistance juridique : « Droits d'Urgence », collectifs d'avocats..**
- **Mobilisation citoyenne**
- **Implication des divers courants philosophiques et spirituels**
- **Utilisation des médias et d'Internet**
- **Actions européennes**
- **Se garder du temps pour prendre du recul et réfléchir au fond.**

HISTOIRE, MEMOIRES ET TRAJETOIRES

Idées Force

- Légitimité de tous les parcours
- Etre conscient que l'histoire est un objet construit, support d'un projet idéologique et donc politique qui est réévaluable.
- Croire à la plus-value de l'action collective

Freins

- Nos représentations, idées préconçues, clichés, images véhiculées,
- Le contrôle de l'histoire à travers le pouvoir politique (manuels scolaires)
- Des crispations sur les cultures

Leviers

- L'éducation citoyenne, l'école
- La production d'outils de référence communs

Pistes d'action

- **Vivre l'expérience, le « faire ensemble », favoriser une culture du débat, quitter le consensus mou, rechercher le compromis**
- **Rendre visibles nos pratiques, les banaliser**
- **Construire un rapport d'égalité : égale dignité des cultures et des personnes**

- **Travail de reconnaissance des mémoires et des cultures.**
- **Remise en perspective des systèmes qui nient les individus**

ANALYSER ET DEMONTER LES MECANISMES DU SYSTEME

Idées Force

- Le politique est partout, il fait système et nous impose une vision (la politique)

  Tout est marchandisé (le productivisme tue le politique, rupture épistémologique) ce qui influe sur tous les comportements, y compris la culture et le monde associatif via les subventions (charge de travail administratif)
- Situations de déliaison sociale, création d'antagonismes ; mouvements sociaux organisés plus en mesure d'action (jeunes des quartiers)
- Construction du système par les hommes, invisibilité des femmes dans l'espace publique et politique

Freins

- Diviser pour régner : « ceux d'en haut, ceux d'en bas », les régimes spéciaux....
- Détournement par le systèmes d'actions nouvelles (ex : bio, démocratie participative....)
- Hiérarchisation, rapports sociaux de sexe dans l'entreprise
- Lois. Politique de la ville > subventions par projet, évaluation en fonction des résultats. Prévention de la délinquance > fichage des enfants dès 3 ans Dossier médical > lobby pharmaceutique...

Leviers

- Education au sens critique. Penser autrement la politique. Réfléchir à ce que l'on veut « groupes d'action utopiques ». Faire de la politique
- Mettre en place des initiatives de groupe et de quartier
- Créer des réseaux, utiliser Internet.

Pistes d'action

- **Travail de mémoire (migration, colonisation, histoire des femmes)**
- **Échanger des savoirs**
- **Chercher l'information contradictoire, historique**
- **Aider à la « conflictualité » (rapports de voisinage), éviter la judiciarisation**
- **Prouver l'utilité de l'associatif**
- **Déconstruction des identités féminines/masculines**
- **Engagement dans les institutions démocratiques**
- **statut des élus associatifs et politiques**
- **repenser le bénévolat**

DIVERSITE ET INTERCULTURALITE

Idées Force

- Trouver les « personnes ressources »
- Interroger nos pratiques associatives au niveau du pouvoir
- Ne pas négliger les détails (peut tuer la confiance, ex : viande hallal)
- Nécessité d'un temps de parole pour se ré-approprier les pratiques
- Attention à nos propres projections, « faire avec » et respecter les places individuelles ; attention aux étiquettes
- Avoir des projets transversaux
- Nécessité d'une formation à la différence
- aller/retour/réciprocité.

Freins

Concernent trois catégories d'acteurs : les personnes (le public), les structures associatives, les institutions

- La personne :

  Statut de la victime, une représentation de la relation à l'autre.

  Précarité sociale, dévalorisation de soi, intériorisation d'une image négative de soi par rapport à sa condition

- Institutionnels et Structures associative

  Mécanisation des cultures, Financement des projets, transversalité, freins au financement. Le pouvoir et les limites du partenariat dans les structures associatives

Leviers et pistes de réflexion

- **Démarche de projets interculturels, création de lieux d'échange**
- **Création d'espace de communication respectueux des différences, prendre en compte le feed back, ne pas oublier le ressenti des individus**
- **Favoriser la parole**
- **Démocratie participative gage de respect de la diversité**
- **S'inscrire dans un réseau associatif**
- **Partenariats institutionnels, l'institution doit être l'interface du public et du réseau**
- **Formation des institutions, des acteurs, des financeurs à comprendre les spécificités, l'interculturalité. Création de médiation auprès des institutions (comité de pilotage)**
- **Nécessité d'un financement pluriannuel et de fonctionnement**

E1. DES EQUIPES LOCALES LIEUX DE PAROLE, DE DEBAT ET D'ACTIONS COMMUNES ET DE CONSCIENTISATION

Comment le dialogue au sein de petits groupes permet d'entrer en relation, d'acquérir des points de repère face aux événements ? Comment réaliser des actions concrètes, même limitées ?

Animation et synthèse: Catherine BRETON (La Vie Nouvelle, Lyon), Didier MINOT (RECIT)

L'atelier réunissait une douzaine de personnes y compris les deux animateurs (Catherine Breton et Didier Minot). Après un rapide tour de table où chacun s'est présenté et a exposé brièvement les raisons de sa participation à cet atelier, chacun a noté par écrit ce qui, pour lui, pouvait relever de la problématique de l'atelier.

Le tableau suivant restitue l'essentiel des problématiques exprimées.

Autour de l'écoute et de la communication	Autour du fonctionnement démocratique
- Comment favoriser une écoute véritable, comment échanger, partager ? - Comment assurer une hétérogénéité générationnelle ? - Comment permettre aux "sans voix" de participer ? - Comment prendre en compte le voisinage immédiat ? - Comment garder la sérénité quand il n'y a plus d'espoir ?	- Comment s'organiser sans hiérarchie ? - Comment s'appuyer sur ce qui existe, le dynamiser, le valoriser, sans multiplier les structures ? - Comment promouvoir la participation sans utiliser les structures d'une société qui est responsable de la marginalisation ? - S'interroger sur les raisons pour lesquelles les gens maintiennent leur implication dans un groupe. - Comment fédérer des gens autour d'un projet ? - Comment promouvoir une participation non institutionnelle à la vie civique ? - Comment faire tomber les résistances aux associations communes ? - Quels outils pour aider au travail des équipes locales ?
Autour de la réflexion, de la prise de conscience	**Autour du passage à l'action et de sa légitimité**
- Comment travailler sur le sens des mots ? Comment créer du questionnement qui dépasse les réactions émotives ? - Comment travailler sur les représentations, comment sortir des idées reçues, comment nourrir la réflexion des groupes ? - Comment la réflexion d'un groupe peut-elle retourner à la population ? - Comment acquérir des points de repère par rapport à l'actualité ?	- Comment passer de la parole à l'action ? - Au nom de quoi mobiliser ? - Comment saisir les institutions des aspirations des populations ? - Comment prendre en compte les problèmes des personnes et notamment ceux des populations en grosses difficultés ? - Comment motiver les gens pour qu'ils s'impliquent dans la durée ?

A l'issue de ce travail collectif, nous organisons le travail de l'après-midi : trois groupes de 4 et 5 personnes qui travailleront sur trois questions suivantes.

1ier groupe : Quelle légitimité et quelle pertinence y a-t-il à créer des équipes qui cherchent à changer les choses ?

2ième groupe : Comment constituer une équipe locale ? Comment travailler ? En réponse à quels besoins de ses membres et de la population ?

3ième groupe : Quelles actions, ? Quels modes d'organisation ?

Compte-rendu des groupes de travail du samedi 05/01/08 après-midi

1ier groupe : Quelle légitimité et quelle pertinence y a-t-il à créer des équipes qui cherchent à changer les choses ?

La réflexion s'est appuyée sur l'exemple du groupe « Ecoute Accueil Viroflay »

Les éléments de légitimité suivants ont été retenus .

- S'appuyer sur le terrain.
- S'appuyer sur des personnes connues.
- Préférer le dialogue à la transmission d'un message, éviter les projets ficelés.
- Partir des préoccupations des personnes.
- Offrir des possibilités d'implication variées.
- Laisser tranquilles ceux qui ne souhaitent pas s'engager.
- Aller vers ceux qui n'osent pas répondre, recueillir leurs vœux.

La question des outils n'a pas été abordée et devra faire l'objet d'une réflexion le lendemain.

2ième groupe : Comment constituer une équipe locale ?

Les principes

- Une équipe locale implique les citoyens touchés par la problématique en jeu.
- Les équipes permanentes ne sont pas les seules à être légitimes. Un "espace spontané" ou/et un "espace temporaire" peut avoir sa légitimité.
- Dans une équipe locale, on ne procède pas par questions et réponses à priori mais avec une ouverture d'esprit qui autorise les gens à générer leurs propres réponses.

La pratique

- Nécessité de trouver les lieux où les problèmes se posent, d'identifier les gens touchés par la problématique en jeu.
- Ménager des rencontres physiques et travailler la relation entre la parole des experts et la réception des intéressés "tout venant".

3ième groupe : Quelles actions, ? Quels modes d'organisation ?

- Nécessité d'établir rapidement un document écrit qui note ce qui rassemble les gens et qui comporte des valeurs.
- Organisation de moments de convivialité pour se connaître.
- L'écoute, le respect de toutes les paroles, une attitude empathique fondent la communication au sein de l'équipe.
- Mise en place les outils de fonctionnement démocratique et collégial (ordres du jour écrits et communiqués en avance, listes de diffusion, comptes-rendus, souplesses de fonctionnement et rigueur des mandats, responsabilités et tâches tournantes).
- Proscription de la règle de la majorité stricte (51%, 49%) pour les prises de décision. Le consensus est souhaitable.
- Les équipes locales peuvent être des groupes permanents ou éphémères. Dans l'un ou l'autre cas, il est nécessaire de se poser de temps en temps les questions suivantes. Pourquoi continue-t-on ? Comment termine-t-on ?

La question de la labellisation RECit a posé problème. Le passage de la réflexion à l'action n'a pas (ou peu) été abordé. Ces deux questions devront faire l'objet d'une réflexion le lendemain.

A propos du « label » RECit

RECit ne se définit pas comme une organisation mais comme un « espace » qui implique l'adhésion à une charte. Le lien entre les équipes locales est celui d'un réseau de savoirs et de pratiques.

Il s'agit d'un fonctionnement en réseau où chaque adhérent, qui peut être une personne physique ou morale apporte et reçoit et qui n'implique pas le renoncement à une appartenance.

On peut distinguer 3 cas de figure.

- Un groupe constitué souhaite participer à la dynamique offerte par RECit (exemple d'ADVOCACI Paris).
- Des groupes nouvellement constitués se reconnaissent dans la charte.
- Un regroupement, au niveau local, de groupes déjà constitués (SEL, AMAP, collectifs, associations) décident de constituer une espace RECit.
- Aucun modèle n'est privilégié. De l'opportunité et de la demande dépendra le cas de figure adopté.

Quelques précisions

RECit comprend actuellement 2 salariés et 500 adhérents dont environ 70 personnes morales et ne cherche pas à grossir sachant que les rencontres sont l'occasion de créations de réseaux de groupes constitués.

Les outils RECit

On peut les classer en trois rubriques : objectif de parole, réaction à l'événement, pour mener des actions concrètes.

- Un répertoire des actions envisageables sans moyens. (actions concrètes)
- Les rendez-vous de l'éducation citoyenne. ½ journée dans l'expérience d'un groupe. (actions concrètes)
- Le pélican (réaction à l'événement).
- Documents audio-visuels propres à initier des débats. (objectif de parole et de réflexion)
- 14 publications ou guides. (mener des réunions, témoignages selon des domaines d'intervention ...)

Témoignages

Pour terminer son travail, le groupe tente d'approcher le processus créatif d'un espace de mobilisation à travers quelques témoignages des participants.

L'association PILE ou l'émergence et le suivi d'un groupe local

- Des petits déjeuners solidaires sont organisés un samedi matin par mois dans un café (publicités par le biais de tracts et de communiqués dans la presse locale). 6 à 7 personnes qui se sont connues à l'occasion de ces petits déjeuners organisent la projection d'un film sur les SEL et la monnaie en présence d'un des auteurs : d'un événement régulier a émergé un petit groupe de militants qui a pu organiser l'événement d'où une association pérenne est née.

Tentative de création d'un lieu de parole dans une commune d'île de France

- Une habitante isolée voudrait créer un lieu de parole dans un village résidentiel d'île de France. Elle s'adresse en vain aux quelques groupes existants mais peine à préciser son projet. A regret, elle finit par se tourner vers la MJC de Rambouillet, la commune voisine de plus grande importance. Dans un autre contexte, un groupe d'habitants (dont un bon nombre de jeunes femmes) réuni autour de questions de qualité de la vie, bénéficiant de l'appui de la municipalité s'est constitué en groupe stable. Au vu de ces deux témoignages, il semble qu'il a manqué au premier cas un petit noyau, un réseau de sociabilité. Le projet initial était sans doute un peu flou.

Emergence de l'expression d'une opposition dans une municipalité de droite

- Témoignage de « Trait d'union », une association de participation à la vie locale (association de gauche), dans une commune acquise à la droite. Outre l'attribution d'une salle, l'association a obtenu un volet d'expression de l'opposition dans la publication municipale qui paraît trois fois

par an. L'association organise une fois par an un débat public auquel des élus participent et qui sont suivis d'effets (en terme d'aménagements par exemple).

Mobilisation sans suite durable sur les questions d'éducation

- Dans un quartier périphérique de Grenoble, les habitants de ce quartier classé en REP se sentent insultés les propos du principal du collège relatés par la presse locale. Suit une importante mobilisation de particuliers et d'associations qui s'organisent en collectif et définissent leurs objectifs. Des contacts sont pris avec la nouvelle principale du collège mais la mobilisation retombe et ne permet pas l'implication des « forces vives du quartier » dans le domaine éducatif alors même que le classement des établissements scolaires du quartier en **R**éseau **A**mbition **R**éussite le recommande. Chaque association « revient à ses moutons » et cesse de faire des questions d'éducation une priorité. Peut-être a-t-il manqué des événements conviviaux ou médiatiques (fête, conférence). Peut-être ce groupe ne devait-il pas se pérenniser et le classement en RAR était-il un résultat de cette mobilisation.

Bilan de travail du groupe

Les participants s'accordent pour dire qu'ils ont progressé dans l'analyse du processus créatif d'un espace de mobilisation et expriment leur satisfaction sur la qualité de réflexion qu'a permis le fonctionnement du groupe : les écueils du bavardage et de l'activisme ont été évités. Personne ne dit avoir été gêné par l'expression encombrante de l'ego de l'un(e) ou de l'autre.

E5. TRANSMETTRE ET VALORISER DES PRATIQUES DE COOPERATION ET DE PARTICIPATION CITOYENNE

Comment s'y prend-on pour transmettre, valoriser des pratiques de coopération et de participation citoyenne ?

Transmettre, c'est aussi ….Faire naître, faire émerger ; passer le relais ; informer ; transposer ; constituer la mémoire ; donner l'envie, l'appétit ; partager ; aider à faire mouvement.
La transmission, c'est aussi …La transformation ; la contamination positive ; la courroie ; le lien ; l'énergie ; le transfert

Introduction

Résumé de l'objectif initial proposé pour l'atelier

Les savoirs « coopératifs », les compétences « démocratiques » sont peu promus dans l'environnement actuel. Pourtant, à travers de multiples espaces et expériences, dans des domaines très divers, des pratiques se développent et sont productrices de « mieux-disant » politique, social, démocratique, en permettant aux citoyens de mieux se situer et d'agir sur leur environnement. Comment procédons-nous pour formaliser des pratiques de coopération et de participation citoyenne, les faire connaître et les transmettre vers d'autres ?

Résumé du bilan de l'atelier

Un petite quinzaine de personnes ont participé à cet atelier.

Ce thème n'avait jamais fait l'objet de réflexion collective dans un contexte du type de ces rencontres, où l'on a une grande hétérogénéité d'acteurs, tant dans les terrains d'action que dans les positions des personnes (professionnel, habitant, bénévole…). De fait l'atelier a contribué à « débroussailler » la manière dont on pouvait aborder ce thème de la transmission qui s'avère assez vaste et que l'on peut aborder sous des angles bien différents.

De ce point de vue, s'il n'est pas allé au cœur des questionnements initiaux, il nous livre un certain nombre d enseignements intéressants pour aider à travailler à l'avenir sur la transmission de nos savoirs citoyens.

Les principaux éléments qui ont été retirés des échanges durant cet atelier portent sur les trois points que voici :

1) *Comment aborde-t-on l'apprentissage, l'appropriation de nouvelles manières de faire ?*
2) ***Que retire-t-on d'une expérience qui concerne la transmission d'expériences ?***
3) ***Que mettons nous en avant pour décrire, communiquer à d'autres des démarches citoyennes ?***

COMMENT ABORDE-T-ON L'APPRENTISSAGE, L'APPROPRIATION DE NOUVELLES MANIERES DE FAIRE

S'informer, se former pour se mobiliser

Dans un monde de surinformation, chacun peut chercher à se former et acquérir des connaissances s'il a un intérêt à creuser.

Quatre modes d'acquisition des savoirs existent et peuvent de mixer dans nos trajectoires (source Christian Hermelin du collège coopératif)

- l'hétero didactie : le savoir est transmis par ceux qui savent à d'autres
- L'auto-didactie : je vais chercher mes sources. Il s'agit d'un savoir que je m'approprie
- la socio-didactie : la production des savoirs du fait d'être en collectif, d'être ensemble
- l'éco-didactie : il s'agit des savoirs liés à notre milieu, notre culture ; par les rencontres, l'échange, le fait aller chez les autres

Ces différentes configurations sont complémentaires, et représentent un **processus**:

"*Quand je veux obtenir des informations sur une expérience, je vais sur Internet ou dans des colloques. Ensuite, je vais à la rencontre des expériences, des gens, sur leurs sites. C'est incontournable. Rencontrer les gens permet : d'acquérir des usages, faire des liens, créer de la confiance entre les structures et personnes, diffuser la démarche, s'en inspirer ou de créer autre chose"…*

Tout le monde est expert !

Dans une situation d'échange ou d'apprentissage collectif, il faut faire attention à ce que chacun se sente à sa place et que les capacités de chacun ne soient pas muselées. C'est une question essentielle est donc **savoir conjuguer les savoirs** et de ne pas en mettre certains sur un piédestal. Tout le monde a des capacités, il est intéressant de savoir s'en servir. Il faut faire en sorte qu'il n'y ait pas de hiérarchie dans la parole, que tout le monde puisse être sur un pied d'égalité sur ce plan.

Pour certains, l'animateur peut être un expert, qui introduit des nouvelles connaissances, des pratiques innovantes ; le regard d'experts, de personnes spécialisées peut venir enrichir la connaissance mais il est important avant tout de créer des espaces d'échanges, dans lesquels le défi est de s'approprier des connaissances.

Chacun est en fait expert de sa propre expérience, et peut apporter quelque chose à la réflexion.

La confiance à instaurer

Au delà de l'égalité, les rapports de confiance entre les gens sont également essentiels pour s'approprier collectivement des choses. **Il y a des dimensions très affectives dans la participation** qui impliquent d'obtenir cette confiance.

« Les gens d'une entreprise coopérative de la Drôme pratiquent l'exercice de "l'autobiographie raisonnée", pour faciliter l'instauration d'un climat de confiance entre des gens qui seront amenés à travailler ensemble. »

C'est grâce à cette confiance que l'on va pouvoir expérimenter et tester des pratiques innovantes. En effet, l'apport d'éléments nouveaux, de changements implique une certaine forme d'insécurité, il s'agit d'aller vers l'inconnu, de "faire le deuil" de ce que l'on sait faire. Or, nous ne sommes pas formés à ce type d'usage du changement, ni dans notre environnement, ni dans ce que nous a légué l'Education Nationale où les enfants ne sont pas acteurs de leur propre apprentissage!

L'apprentissage par l'expérience

Vivre les choses est le meilleur moyen de changer ses manières de faire: voir et expérimenter permet de changer ses propres pratiques.

L'action est une source d'apprentissage.

"Dans une mise en situation autour du jeu dans le cadre d'une formation, je me suis rendu compte que mon comportement n'était pas en cohérence avec mes envies, plus proches de la compétition que de la coopération. 6 mois après, cette formation m'a servi pour changer ma manière de voir les autres."

De même que dans la position où l'on cherche soi même

" L'école de l'éducation nouvelle propose aux professeurs de créer d'autres manières de transmettre et leur fait vivre des situations de collaboration et d'égalité. Au lieu de se mettre dans la position du chercheur, ils sont dans celle de chercher".

Les modes variés de transmission

Plusieurs types d'outils peuvent ainsi être utilisés pour partager et transmettre des savoirs et des manières de faire.

On peut **privilégier l'échange verbal**, la parole collective, pour faire avancer les choses.

« Le réseau REPAS est ainsi un espace d'échanges entre 50 personnes autour de questions communes aux membres du réseau. Les questions d'une structure se posent à tous. Ainsi, on ouvre notre structure au regard des autres ; Ils nous bousculent avec leurs questions. »

On peut également recourir à des **jeux**, moyens plus ludiques de formation.

« Pour apprendre à se connaître, il y a par exemple un jeu où chacun se définit un rôle dans un lieu précisé. Les échanges entre les gens se tissent dans cet univers fictif. Au bout d'un temps déterminé, on reprend le cours de l'histoire avec notre statut dans la réalité. Cela permet de connaître les gens de façon différente, de connaître des traits de caractères. »

Enfin, la **transmission par écrit** est également un élément important du processus. Il faut veiller alors à que les gens soient **acteurs de leur communication**.

*« Le site Internet Alpes Solidaires est significatif dans la démarche **d'appropriation collective de la communication**. Chaque association est mise en position de maîtriser sa communication. Il y a une procédure pour intégrer progressivement les structures. Au 1er niveau, chacun écrit un article sur sa propre association. Ainsi l'association maîtrise sa propre communication. Au 2ème niveau, l'association écrit un article sur ce qui se produit sur le territoire. Actuellement, il y a 200 contributeurs. Cette méthode a progressivement permis aux acteurs locaux de s'approprier l'outil, et de devenir un outil de communication par et pour tous. « C'est essentiel pour contribuer à une culture commune*. »

QUE RETIRE-T-ON D'UNE EXPERIENCE QUI CONCERNE LA TRANSMISSION ?

L'apport des **livrets du réseau Capacitation Citoyenne**

Capacitation Citoyenne propose de prendre le temps pour que les gens du collectif se disent, se racontent, ainsi que leur fonctionnement, leur champ d'action, leur cheminement personnel et collectif. Nous leur disons que leur expérience est importante et qu'elle intéresse d'autres collectifs qui sont comme eux, même si leur champ d'action est d'une autre nature. Cela aboutit, au bout de trois ou quatre rencontres, à élaborer un livret qui reprend tout ce qui a été partagé et dont le but est de le communiquer à tous ceux qui font partie du réseau. Chaque groupe, qui réalise un livret, propose de se tenir disponible avec tel ou tel autre groupe qui en a déjà réalisé un, pour que son expérience puisse éclairer et aider d'autres »

Le partage collectif des difficultés et des aspirations permet à chacun de se réaliser un peu, de briser l'isolement, de dépasser les cassures de la vie, de découvrir que l'on a des talents et qu'il y a, caché dans chaque vie, des immenses pépites d'espoir. La vie associative permet cette découverte,

provoque des cheminements individuels et collectifs étonnants et élargit le regard. Chaque groupe prend le temps de réfléchir à des questions autour de son dispositif. Cette démarche contribue à s'approprier une histoire, à donner du sens à l'action collective.

Pour situer la production des livrets au sein du réseau Capacitation citoyenne :

Les **livrets Capacitation Citoyenne** permettent de faire une auto-évaluation collective de sa propre pratique. Chaque groupe prend le temps de réfléchir à des questions autour de son dispositif. Cette démarche contribue à s'approprier une histoire, à donner du sens à l'action collective. Le livret est aussi un premier pas du groupe qui participera ensuite aux différentes rencontres. Les rencontres plénières rassemblent une fois par an l'ensemble des groupes pour notamment définir le programme d'actions pour l'année suivante. Les rencontres thématiques sont des temps d'échanges qui rassemblent des groupes voulant travailler sur des sujets particuliers.

Chaque livret est issu d'un dispositif différent et élaboré dans un contexte particulier, mais sa constitution suit le même cheminement. Lorsque le groupe est intéressé par le réseau, il réalise son livret. Il choisit les personnes qui vont participer aux 3 à 4 séances nécessaires à sa réalisation. Après un premier temps de description de l'action effectuée par le groupe, on répond collectivement et contradictoirement à une série de questions ouvertes. Les animateurs, français et belges, extérieurs au groupe, ont pour mission d'animer ces réunions et de consigner par écrit ce qui s'y dit, puis, à la séance suivante, on relit l'intégralité des textes ensemble. On prend alors le temps de modifier, préciser, amender la formulation. Le groupe choisit les illustrations qui ponctueront le livret. Il reçoit ensuite une cinquantaine de livrets qui lui permettent de s'en servir comme carte de visite, plaquette ou document de présentation et de réflexion.

L'ensemble des productions du réseau, livrets et vidéos, est consultable et téléchargeable sur le site internet, www.capacitation-citoyenne.org

La production des petits livrets a démarré en 1999. Depuis, plus d'une quarantaine ont été réalisés. Chaque livret est édité à 500 exemplaires.

De cette expérience, il ressort plusieurs enseignements :

Sur des conditions qui favorisent la réussite

- *Le fait de rester au plus près de la parole des personnes dans les livrets*
- *Un cadre défini qui s'applique à chaque livret avec 2 grandes parties : l'une concernant la description de l'action ; l'autre concernant les questions posées par Capacitation (qui sont les mêmes pour toutes les actions)*
- *L'engagement pour les collectifs concernés à venir aux rencontres collectives du réseau*
- *La mobilisation de moyens financiers dans différents cadres qui sont mutualisés pour faire vivre cette action*

Sur des effets produits, repérés dans les groupes concernés

- *En terme de valorisation : la fierté par rapport à ce qui est fait ; le voir écrit dans le livret confirme la valeur de ce qu'on fait*
- *En terme d'échanges : permet de communiquer avec d'autres ailleurs ; de nourrir les rencontres collectives dans le réseau Capacitation ; d'établir des liens directs avec des personnes qui mènent des actions proches*

Sur les obstacles à la réalisation

- *Le blocage vis à vis de la forme utilisée (ici l'écrit) ; la tentation à vouloir rester dans l'oral*
- *Le fait que cette démarche ne répond pas nécessairement un besoin spontané*

QUE METTONS NOUS EN AVANT POUR DECRIRE A D'AUTRES DES PROJETS CITOYENS ?

Une séquence de l'atelier a permis d'entendre des témoignages sur les actions que voici :

- Le sommet citoyen organisé par le centre d'écologie urbaine de Montréal (www.ecologieurbaine.net)
- L'expérience des chantiers du hameau coopératif le Viel Audon en Ardèche depuis une trentaine d'années (http://vielaudon.free.fr)
- Le réseau Capacitation Citoyenne (www.capacitation-citoyenne.org)
- L'expérience d'aide à la création d'associations à Grenoble (www.grenoble.fr/jsp/site/Portal.jsp?page_id=135)
- Les fiches DPH alimenté par Ritimo, (http://base.d-p-h.info/fr/fiches/organisme/index.html)

Pour avoir des informations concernant le contenu différentes actions, voir les sites indiqués.

La présentation de ces expériences, très différentes, a permis de dégager, à travers les différents aspects mis en avant, les principales rubriques qui peuvent aider à structurer, décrire et transmettre vers d'autres des actions qui intègrent la dimension citoyenne de la participation. Les voici classées et présentées sous forme du tableau que voici.

Les registres du projet	Les aspects concernés
Identité et Finalités	- Origine, statut du groupe porteur - Finalités, changements visés par la démarche (économiques, sociaux, environnementaux, urbanistiques, démocratiques)
Contexte et évolutions du projet	- Genèse (l'histoire) et évolution de la démarche dans son contexte (opérationnel, stratégique, géographique, ..) - Registre de l'action : sensibilisation-conscientisation, mise en synergie-organisation de moyens, construction de propositions - changements de rapports de force ; etc… - Jeux d'acteurs locaux, les entités en présence, accueil de la démarche par la population, - Leviers, les soutiens déterminants, les freins
Principes et lignes de conduites structurant la participation	- Valeurs et principes généraux de la démarche - Conception du rôle et de la place de chacun dans le processus collectif (capacité d'expertise, autonomie…) - Dispositions de fonctionnement : règlements intérieurs, règles du jeu, chartes, orientations … conditions de leur production - Liens avec d'autres expériences, collectifs, réseaux - Niveau de participation du collectif dans son environnement (info, consultation, concertation, co-opération, décision)
Organisation, jeu collectif, esprit collectif	- Acteurs "parties prenantes" participants et invités à participer (diversité, nombre, origine, statuts, qualité) / le degré de partage des enjeux - Organisation : la structure ; modalités de fonctionnement ; les fonctions et les rôles / le partage des responsabilités et des taches ; - Règles d'entrée et d'appartenance au collectif, degré de volontariat, - Niveau de pouvoir de participation des participants (en interne), - Modes de décision ;
Les moyens et ressources pour mobiliser	- Stratégies de mobilisation (supports matériels ou événementiels, médias, relais de communication) pour donner envie de participer - Moyens techniques (supports matériels utilisés, lieux, mise en scène) et leur capacité à être appropriés - Moyens humains de l'animation - Moyens financiers (fonctionnement, investissement)
les effets et les impacts	- Productions concrètes ; - Effets directs de changements sur les participants, le groupe - Effets directs de changement sur les acteurs locaux, l'environnement, la population, la dynamique locale, les relations - Effets indirects liés à la démarche et à la méthode de participation - Formes d'évaluation de l'action et es effets
Le patrimoine constitué, la mémoire, la transmission	- Traces de l'action ; les écrits réalisés ; - Moyens pour formaliser les savoirs produits ; - Constitution de la mémoire collective ; - Souci de transmission ; vers qui ? sous quelles formes ?

ORGANISATIONS PRESENTEES AUX RENCONTRES

COLLECTIVITES ET INSTITUTIONS

- Conseil Régional Ile de France
- Conseil Régional Rhône Alpes
- Conseil Général de l'Isère
- La Métro, Communauté d'agglomération de Grenoble
- Ville de Grenoble
- Conseil Général de Meurthe & Moselle
- Conseil Général de Loire-Atlantique Service jeunesse éducation populaire
- Conseil Général des Bouches-du-Rhône
- Communauté de communes Rhône Valloire
- Inspection académique Isère
- Ville de Roubaix
- Ville de La Verrière
- Service jeunesse Ville de Noisy le Sec

ORGANISATIONS ETRANGERES

QUEBEC

- À deux mains / Head & Hands
- Centre Ecologie Urbaine (Montréal)
- Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)
- Coopérative de la maison verte
- Community Economic Development and Employability Committee (CEDEC) pour la communauté anglophone des Îles-de-la-Madeleine
- Table Jeunesse Gatineau
- Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce, à Montréal
- Forum jeunesse Lanaudière
- Forum jeunesse Longueuil
- Institut de développement communautaire (Québec)
- Regroupement Action Jeunesse, forum jeunesse de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Table jeunesse de l'Outaouais

BELGIQUE

- GBEN (belge d'éducation nouvelle)

SUISSE

- Atelier du Récit (Friburg, Suisse)
- Trait d'união (Suisse

BRÉSIL

- Ação da Cidadania
- Alfenas
- União Nacional da Moradia Popular UNMP

KINSHASA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

- Action Pour le Changement Social
- FADOC
- Forum Social Congolais

ORGANISATIONS NATIONALES OU REGIONALES

- Action Consommation
- ADELS
- UNADEL
- Advocacy
- APAJH (association pour adultes jeunes handicapés)
- Artisans du Monde
- Association française de lecture
- L'association internationale Culture sans frontière AICSF
- ATD Quart Monde
- ATTAC
- CCFD Paris
- CEDAL
- CEMEA
- CMR (Chrétiens monde rural)
- Collectif éducation populaire et transformation sociale
- CRID (centre de recherche et d'information pour le développement)
- Semaine de la solidarité internationale
- EDUCASOL
- Fédération Des malades et handicapés
- Fédération des AIDE (agences internationales pour le développement
- FFMJC (Fédération française des MJC)
- CNFR (Confédération nationale des foyers ruraux)
- FRANCAS national
- GFEN (Groupe français d'éducation nouvelle)
- ICEM pédagogie Freinet
- La Vie Nouvelle National
- L'Age de faire
- MDS (mouvement pour le développement solidaire)
- MRJC (mouvement rurale jeunesse chrétienne) national
- RECIT
- Réseau RIC (Réseau des 10vousinitiatives citoyennes)
- RITIMO EDUCASOL
- Secours Catholique
- ADEPES (Asso pr le dévt de l'économie solidaire Midi Pyr)
- Advocacy IdF
- Alliance Paysans Ecologistes Consommateurs Rhône-Alpes
- APEAS (Agce provençale éco alternative et solidaire)

- AREFEP (Actions Ressources Emploi Formation Education Permanente)
- Carrefour des Pays Lorrains (UNADEL)
- CCFD Rhône Alpes
- CEPPI Isère (réseau parents enfants professionnels Dauphiné Savoie)
- CIMADE PACA
- Artisans de Nouveaux Développements
- CRIPS Ile-de-France (prévention du sida)
- FRMJC Méditerranée
- ICEM pédagogie Freinet Nord-Pas-de-Calais
- ICEM Poitou Charentes
- IUFM Grenoble
- MRJC Anjou

ORGANISATIONS DEPARTEMENTALES OU LOCALES

- ABCD Services
- ACTEAS Finistère
- ACTERRE
- ADATE
- Agence écomobilité
- Agir ici 54
- Agora débats (Annecy)
- AJIR (associaition jeunesse informations rencontres(La Verrière)
- Alpes solidaires MDA Grenoble
- Amis du Monde Diplomatique Isère
- ANACEJ 05 (Conseils de jeunes)
- APTE (éducation à l'image et aux médias, Poitiers)
- Aquagraphie-Ecriture
- Arc en Ciel développement Rouen
- CCAS de Grenoble
- ARDELAINE
- Rahila HASSANE
- ARGOS 2001
- ARHEVIE
- Espace Vie Etudiant (EVE)
- Association EVEIL
- Arpenteurs
- Art de Vivre
- Artisans de Nouveaux Développements
- Association Umagny Terre (Magny les Hameaux)
- Association Lires (Sarrant)
- Association 100 Transitions (Gonesse)
- Association Villeneuve Tanga (Burkina)
- Atelier Rubens (Marseille)
- ATTAC 31
- ATTAC Aubagne
- ATTAC Isère
- ATTAC Paris centre
- Projet BOB/ Bastien Mots paumés, Slam
- Café des idées Ivry
- Cap Berriat
- CCFD Grenoble
- CEN (coopérative de la nouvelle éducation populaire)
- Centre Inter peuples Grenoble
- Centre social de La Verrière (78)
- Centre social Grenoble
- CHRS Grenoble
- Citoyens du Blanc Mesnil
- CLCV Grenoble (consommation logement cadre de vie)
- Collectif Fusion (Villiers-le-Bel Sarcelles)
- Collectif Grenoblois
- Collectif 'Le groupe de Chaussons'
- Comité de développement de La Rochelle
- Comité de Quartier de l'Hommelet (Roubaix)
- Comité Métallos (Paris 11ème)
- Comité de quartier Voiron
- Compagnie Kokoya
- Consommer échanger autrement (Nanterre)
- Court Circuit (Grenoble)
- Culture et solidarité Grenoble
- Culture Sans Frontières (Paris 20e)
- Culture XXI (religions et cultures de paix)
- DECLIC 38 (éducation nouvelle)
- Démocratie et solidarité Grenoble
- Démocratie et spiritualité Grenoble
- Duo Soma (groupe musical)
- Ecole de la paix Grenoble
- Ecole des métiers de l'Information
- Ecole du possible
- Écoute et partage Nancy
- Education et Devenir
- EMMAÜS (service hébergement d'urgence)
- ECLER
- Et si on se parlait (Rennes)

- FAC Formation et Action Citoyenne Lyon
- FCPE 05
- Fds de participation des habitants Gd Brunetière (Voiron)
- Fédération centres sociaux de la Drôme
- Foyer rural grand secteur clunisois (Cluny)
- Francas Isère
- Traces d'avenir
- Handicom
- IES 91 (Initiatives d'économie solidaire)
- IFRASS (inst. de form. Rech animation sanitaire et sociale Toulouse)
- ILEP (institut lillois d'éducation permanente)
- Impulsion 38 (cadres en recherche d'emploi)
- Intermèdes (Longjumeau, 91)
- INTOLERAGE (Marseille)
- Juristes solidarité
- KOLEXI (38)
- L'Oeil du monde (Lagny)
- La Bifurk (Grenoble)
- La Boite à mots (Lille)
- La Vie Nouvelle Lyon
- Lafi Bala (outils pédagogiques sur la citoyenneté internationale)
- LAHGGLO Union de quartiers de l'agglo grenobloise
- Le temps d'agir (Aude)
- Librairie tartinerie de Sarrant (Gers)
- Lille Monde
- Maison de la Citoyenneté Mondiale (MCM) Mulhouse
- Maison de la Justice et du Droit St Quentin en Yvelines
- Maison des enfants Grenoble
- MCAE (aide à la création d'entreprises, Grenoble)
- MDSL (maison pour un développement solidaire, Paris 11e)
- MEYDIA (citoyenneté active à Meylan)
- MJC Dijon
- Monde Pluriel Grenoble
- Oxalis (Savoie)
- PAIZA (Grenoble)
- Passerelles (78)
- PILES 27 (Pôle d'information et de liaison de l'économie solidaire)
- Regards d'habitants (Grande Synthe, 59)
- Régie de quartier La Villeneuve (Grenoble)
- REPCIP 29 (éducation populaire à la citoyenneté planétaire)
- Repousser les murs Loos (59)
- RES Rû Marivel (réseau d'échanges de savoirs 78)
- Réveillons la démocratie GAP
- St Quentin Solidarité (Saint-Quentin-en-Yvelines)
- Starting Block
- Stratinges
- Sur le Pont des Echanges, le monde change (Paris)
- Trait d'Union (Mennecy)
- Témoignage Chrétien
- Université Paris VIII (St Denis)
- Cause Commune, Grenoble
- YORANOO (Paris, Lyon)

www.recit.net
15 avenue Robert Fleury 78 220 VIROFLAY (France)
Pour **RECit national**, Julie BANZET, julie@recit.net, 06 67 05 58 95
Denise MAIL a_denise_mail@yahoo.fr , 06.74.63.59.73